



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME



CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET DYNAMIQUES D'INSTABILITÉ

Cartographie des plaques tournantes
illicites en Afrique de l'Ouest

LUCIA BIRD | LYES TAGZIRIA

SEPTEMBRE 2022



CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET DYNAMIQUES D'INSTABILITÉ

*Cartographie des plaques tournantes
illicites en Afrique de l'Ouest*

REMERCIEMENTS

Le projet de cartographie des plaques tournantes illicites a été développé par une équipe GI-TOC de base dirigée par Lucia Bird Ruiz-Benitez de Lugo et Lyes Tagziria, y compris A. Gomes, Alexandre Bish, Alice Fereday, Babajide Ogunleye, Deo Gumba, Ghislain Fopa, Iris Oustinoff, Kelechukwu Iruoma, Kingsley Madueke, Lawan Danjuma Adamu, Marcena Hunter, Mouhamadou Kane, Peter Tinti et Sébastien Hervieu. De plus, la recherche n'aurait pas été possible sans l'apport inestimable de chercheurs de toute la région et d'ailleurs. Nous tenons à remercier Mark Shaw, Walter Kemp, Marcena Hunter, Matt Herbert, John Collins, Antonio Sampaio, Judith Vorrath, Muazu Umaru, Theodora Williams et Dany Tiwa pour leurs commentaires, suggestions et conseils. La GI-TOC remercie également les membres du Groupe de référence technique pour leurs contributions au développement de L'Illicit Economies and Instability Monitor (Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité, IEIM), ainsi que les participants aux ateliers de vérification de la cartographie et des résultats de l'IEIM. Remerciements à José Luengo-Cabrera, à l'équipe Publications de la GI-TOC et à Café.art.br pour la rédaction, la conception, la visualisation et le site Web.

À PROPOS DES AUTEURS

Lucia Bird Ruiz-Benitez de Lugo est directrice de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest et dirige la recherche sur les économies illicites à travers la région, en se concentrant sur l'exploration de leur relation avec la stabilité et l'instabilité. Auparavant, Lucia travaillait comme conseillère juridique et politique au Département de la planification et du développement du Gouvernement du Pendjab, au Pakistan, et occupait le même rôle au Ministère des finances, au Ghana.

Lyes Tagziria est analyste principal à la GI-TOC. Il a réalisé des recherches sur un large éventail d'économies illicites dans le monde entier, est rédacteur en chef de l'Observatoire des économies illicites dans le Bulletin trimestriel des risques de l'Afrique de l'Ouest et était auparavant un des principaux membres de l'équipe de l'Indice du crime organisé de la GI-TOC.

© 2022 Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de Global Initiative.

Couverture : © *Sia Kambou/AFP via Getty Images*

Prière de s'adresser à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

CONTENU

Acronymes et abréviations.....	iv
Introduction : criminalité, conflit et instabilité.....	1
Résultats principaux.....	9
Méthodologie.....	13
Définition des plaques tournantes illicites.....	14
Identification des plaques tournantes illicites.....	15
Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité (IEIM).....	16
Défis et limites.....	17
Analyse de la cartographie des plaques tournantes illicites.....	19
Aperçu.....	20
Géographie.....	25
Économies illicites.....	40
Conclusion.....	52
Implications.....	55
Annexe 1 : Classifications IEIM des plaques tournantes illicites.....	60
Annexe 2 : Économies illicites et types d'acteurs criminels.....	64
Annexe 3 : Tableau des indicateurs du Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité (IEIM).....	66
Notes.....	73

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS


ACLED	Armed Conflict Location and Event Data Project (Projet de données sur les lieux et événements de conflits armés)
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
EAU	Émirats arabes unis
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
EVP	Unité équivalente de 20 pieds
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
GABAC	Groupe d'Action contre le blanchiment d'argent en Afrique Centrale
GAFI	Groupe d'action financière
GIABA	Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest
IDG	Indice de développement de genre
IDH	Indice de développement humain
IPM	Indice de la pauvreté multidimensionnelle
JNIM	Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)
IMP	Indice mondial de la paix
ISS	Institut d'études de sécurité
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
RCA	République centrafricaine
UPC	Unité pour la paix en Centrafrique
ZLE	Zone de libre-échange



INTRODUCTION : CRIMINALITÉ, CONFLIT ET INSTABILITÉ

Les membres d'un groupe de vigilants au Nigeria remettent leurs armes aux autorités, décembre 2019. Il existe une relation bidirectionnelle entre les groupes de type mafieux impliqués dans l'insurrection et la dissémination des armes.

© Kola Sulaimon/AFP via Getty Images



La détérioration de la situation en matière de sécurité dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel souligne l'importance d'une meilleure compréhension de la relation entre la criminalité et les conflits. Alors que la nature des conflits armés en Afrique de l'Ouest est en pleine mutation – avec la constellation d'acteurs des conflits qui se multiplient, l'intensité et la dispersion géographique de la violence qui s'intensifient, les civils qui sont de plus en plus la cible d'attaques et les conflits qui se propagent plus souvent au-delà des frontières – le moment est venu de considérer le rôle joué par les économies illicites dans la création des conditions propices au développement des conflits et dans leur prolongation.¹

Alors que la fréquence des guerres civiles à grande échelle a considérablement diminué au cours des deux dernières décennies, la chute de Kadhafi en Libye et le soulèvement dans le nord du Mali en 2012 ont déclenché une vague d'instabilité qui continue de s'aggraver à ce jour. Parmi les principales menaces qui pèsent sur la sécurité de la région du Sahel figurent l'extrémisme violent et les groupes djihadistes. De 2020 à 2021, la violence liée aux groupes islamistes militants au Sahel a presque doublé.² Les victimes de ces attaques sont en augmentation et des millions de personnes ont été déplacées, en particulier au Burkina Faso, qui est devenu l'épicentre de la violence.³

Cependant, alors que de nombreux acteurs armés opérant au Sahel souscrivent aux interprétations extrémistes du djihad islamique, la force motrice de la prolifération continue des groupes extrémistes violents dans la région est une combinaison de divers problèmes structurels profondément enracinés. Il s'agit notamment de la corruption, de la mauvaise gouvernance, de l'impunité des forces de sécurité de l'État et de la marginalisation socioéconomique des communautés sur l'ensemble des pans de la région.⁴

Mais il y a un autre facteur important de conflit et d'instabilité, non seulement au Sahel, mais aussi dans d'autres pays, comme le Nigéria, le Cameroun et le Sénégal, entre autres. Les économies illicites, comme nous le verrons, sont d'importantes sources de financement pour d'innombrables acteurs armés dans toute l'Afrique de l'Ouest, et de nombreux marchés illicites contribuent à l'augmentation de la violence, notamment le trafic d'armes. Le banditisme au Nigéria, par exemple, constitue une menace importante pour la sécurité, les bandits faisant fréquemment des raids, des saccages, des attaques et des enlèvements dans les villages de nombreux États du nord du pays.

De plus, l'instabilité et la fragilité de l'État sont plus largement des catalyseurs d'économies illicites, les criminels exploitant la faiblesse de l'état de droit. Les dommages économiques infligés aux communautés par les conflits peuvent, dans de nombreux cas, rendre les populations tributaires de moyens de subsistance informels et, dans certains cas, illicites.

Mais la relation entre le commerce illicite et l'instabilité n'est pas simple. Dans certaines circonstances, les économies informelles et illicites peuvent maintenir un certain degré de stabilité en fournissant des moyens de subsistance aux communautés. À mesure que la situation en matière de sécurité se détériore et que les zones géographiques des conflits et des économies illicites se chevauchent de plus en plus, il est essentiel de comprendre comment ces deux dynamiques interagissent.

Toutefois, l'intersection entre les économies illicites et l'instabilité est un sujet de recherche et de débat souvent mal compris et trop simplifié. La nature intrinsèquement clandestine de la criminalité organisée fait obstacle à une compréhension exacte de la dynamique des économies illicites et de leur relation avec les conflits et l'instabilité. En Afrique de l'Ouest, cette situation est aggravée par le manque de données comparables dans une grande partie de la région.

Ce rapport représente un pas vers la réduction de ce déficit. Il présente les conclusions d'une nouvelle initiative qui cartographie les principales plaques géographiques des économies illicites en Afrique de l'Ouest.⁵

Le Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité (Illicit Economies and Instability Monitor, IEIM) présenté dans le présent rapport, évalue l'impact sur l'instabilité des économies illicites identifiées à chaque plaque tournante. Dans le contexte de cette approche, on entend par « instabilité » la dynamique liée aux acteurs armés qui participent à un conflit armé ou aux tensions sociopolitiques qui facilitent, déclenchent ou prolongent un conflit armé. En outre, l'instabilité peut également être liée à des acteurs armés et à des tensions sociopolitiques menaçant la paix (« perturbateurs »), y compris dans des situations d'après conflit récentes (comme immédiatement après un accord de paix). Dans certains contextes, l'instabilité peut être interprétée plus largement, pour inclure les facteurs de niveaux de violence importants. L'instabilité, au sens large, peut être conflictuelle ou politique. L'étude crée donc un répertoire public et consolidé des preuves concernant les économies illicites, qui pourrait à l'avenir être construit et analysé au fil du temps pour révéler les tendances longitudinales.

L'IEIM est un outil conçu pour évaluer l'importance relative du rôle joué par les marchés illicites dans toute plaque tournante spécifique pour alimenter les conflits et l'instabilité dans la région. En tant que mesure, il évalue dans quelle mesure des plaques tournantes spécifiques d'économies illicites alimentent l'instabilité dans la région, en analysant les économies illicites comme vecteurs d'instabilité. Le Dispositif aide donc à identifier les zones où les marchés illicites jouent le rôle le plus important dans l'instabilité et les conflits dans la région. Bien qu'il existe plusieurs indicateurs composites centrés sur les conflits et l'instabilité, il y en a peu, voire aucun, qui se concentrent spécifiquement sur le lien entre la criminalité et les conflits, ce qui met en évidence la valeur intrinsèque de l'IEIM. Cet outil est conçu pour permettre aux décideurs de hiérarchiser les domaines d'action ciblés pour lutter contre les économies illicites, en conjonction avec d'autres mesures de lutte contre l'instabilité axées sur le développement et le maintien de l'ordre.

Cartographie de plaques tournantes illicites

La recherche présentée dans ce rapport peut être visualisée à l'aide d'un outil de cartographie interactif en ligne spécialement conçu, accessible sur wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr (voir Figure 1). Plusieurs des cartes présentées dans ce rapport sont des captures d'écran prises à partir de l'outil de cartographie en ligne. Veuillez consulter le site Web pour explorer les cartes dans leur intégralité.

L'objectif principal de l'outil en ligne est de représenter visuellement les 280 plaques tournantes illicites identifiées sur une carte de 18 pays en Afrique de l'Ouest. En plus de la classification des plaques tournantes illicites, la nature interactive de l'outil permet aux utilisateurs de survoler n'importe quelle plaque tournante illicite pour voir quelles sont les économies illicites, ainsi que la classification IEIM de la plaque tournante. Il y a également un commentaire pour chaque plaque tournante illicite décrivant les principales dynamiques de l'économie illicite et leur relation avec les conflits et l'instabilité.

Toutefois, comme il est souligné dans le présent rapport, les économies illicites ne doivent pas être évaluées isolément, et il est essentiel de comprendre la relation entre les plaques tournantes illicites et les questions plus larges de conflit et d'instabilité pour stabiliser les efforts. À ce titre, plusieurs ensembles de données externes sont également inclus dans l'outil en ligne. Les données sur la violence armée, les manifestations et les émeutes sont incluses, étant donné les liens étroits qui existent entre les économies illicites, d'une part, et les conflits et l'instabilité, d'autre part.⁶ D'autres données externes disponibles à partir de l'outil en ligne comprennent les décès de migrants, les données relatives aux ressources naturelles, telles que les gisements minéraux et les champs pétrolifères, et les infrastructures de transport, telles que les aéroports, les ports maritimes et les infrastructures routières clés.

Globalement, l'inclusion d'ensembles de données supplémentaires en plus de la recherche GI-TOC originale sur les plaques tournantes illicites vise à permettre des recherches supplémentaires explorant l'intersection entre les économies illicites et d'autres phénomènes connexes, y compris les conflits et l'instabilité, les ressources naturelles et la connectivité.

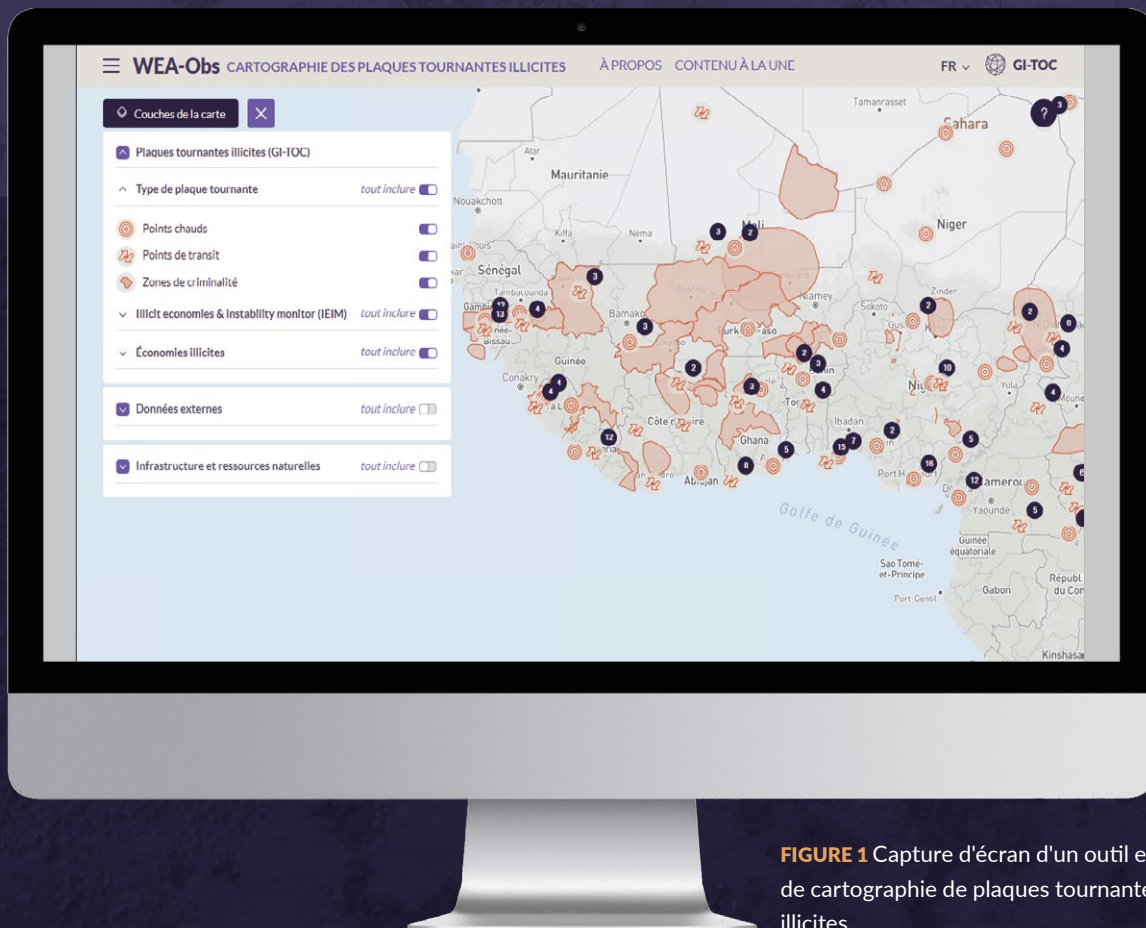


FIGURE 1 Capture d'écran d'un outil en ligne de cartographie de plaques tournantes illicites.

SOURCE : wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/

L'Afrique de l'Ouest connaît des niveaux sans précédent de violence armée, la période écoulée depuis 2015 étant la plus violente jamais enregistrée dans la région.⁷

Le paysage politique est également instable, avec six coups d'État réussis (et une tentative de coup d'État infructueuse signalée) entre 2020 et juin 2022. L'Indice 2021 de la criminalité organisée, un outil qui mesure les niveaux mondiaux de criminalité organisée et de résilience à la criminalité organisée, non seulement met en évidence l'omniprésence de la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest – avec plus des trois quarts de la population de la région résidant dans des pays où les niveaux de criminalité sont élevés⁸ – mais constate également que les niveaux de criminalité sont en hausse en Afrique de l'Ouest. Parallèlement, la résilience à la criminalité organisée se détériore dans la plupart des pays de la région.⁹

Les résultats de l'indice fournissent également un fondement statistique pour la relation entre les marchés illicites et les conflits, démontrant une forte corrélation négative entre la criminalité et la paix.¹⁰ En d'autres termes, moins un pays est pacifique, plus il est susceptible d'être affecté par des niveaux élevés de criminalité organisée.¹¹ Cela souligne qu'il importe de comprendre le rôle des économies illicites dans les zones d'instabilité et de violence et d'élaborer des réponses appropriées.

Les marchés criminels sont souvent des éléments clés des économies de guerre, car ils renforcent les intérêts dans le maintien du statu quo et perpétuent les conflits. Les économies illicites fournissent des fournitures et un financement aux groupes et milices terroristes, et le rôle qu'ils peuvent jouer pour entraver le règlement des conflits et la reconstruction après les conflits peut être dévastateur.¹²

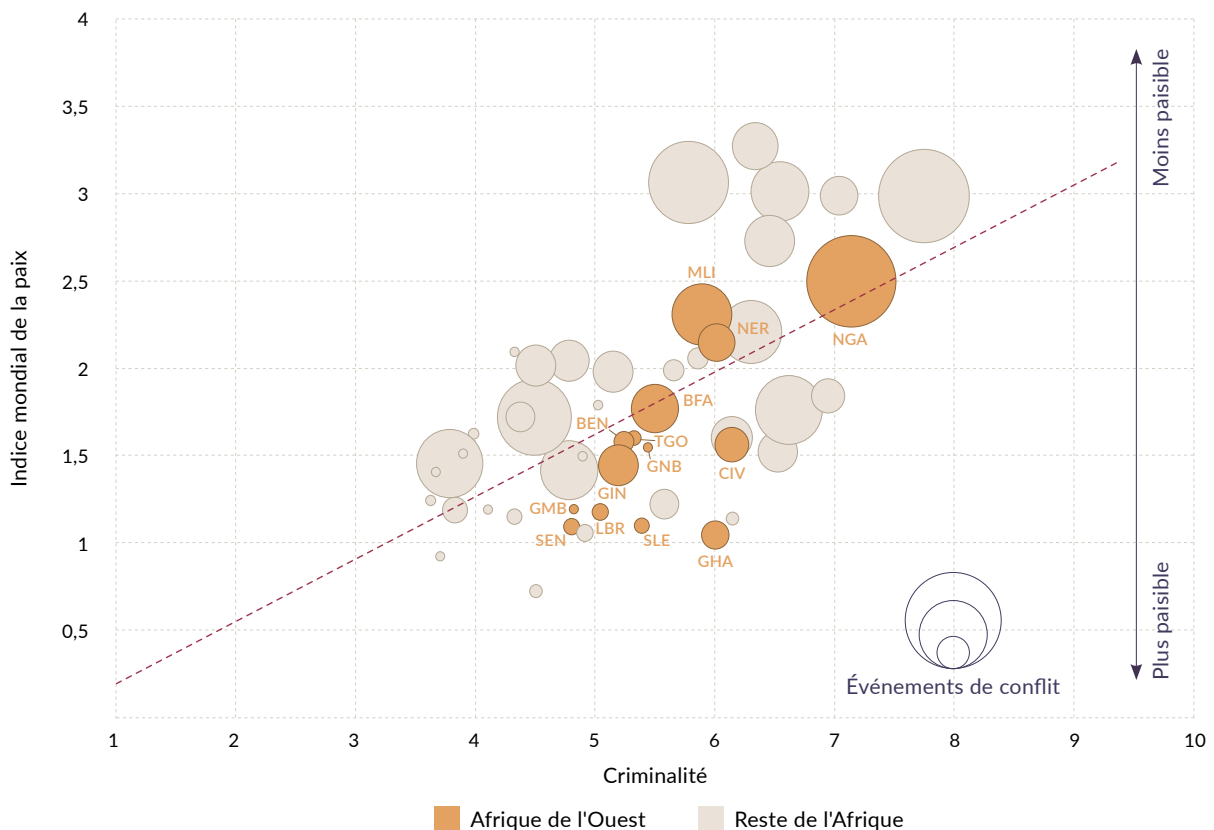


FIGURE 2 Relation entre la criminalité, la paix et les conflits.

SOURCE : ENACT, Indice du crime organisé en Afrique 2021: Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique, 2019-2021, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2021-11-25-oci-final-fr.pdf>; Vision of Humanity (Institute for Economics and Peace) ; Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED)

Définition des économies illicites

Dans le cadre du présent rapport, les économies illicites englobent tous les marchés où il y a illégalité, qu'il s'agisse de l'approvisionnement ou de la production, du transport, de la vente ou du détournement de produits de base des circuits légaux vers les circuits illégaux. Il est difficile de définir les économies illicites, compte tenu de la nature complexe des relations entre la législation nationale, le droit international, l'informalité, l'illégalité et la légitimité sociale, entre autres facteurs.¹³

Pour l'exercice de cartographie des plaques tournantes illicites, 17 économies illicites ont été envisagées (énumérées à l'Annexe 2). Il s'agit notamment de marchés ouvertement criminels, tels que le trafic d'armes et les enlèvements contre rançon, par exemple.¹⁴ Toutefois, elles incluent également les économies illicites qui chevauchent d'autres activités économiques, que les populations locales peuvent considérer comme simplement « informelles ». L'informalité généralisée dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest brouille les distinctions perçues entre « illégal » et « légal », et il y a dans certains cas une disjonction entre ce que l'État considère comme légitime (« légal ») et ce que les communautés et les acteurs des réseaux transnationaux considèrent comme légitime (« licite »), la consommation de cannabis, l'extraction minière artisanale d'or et le commerce transfrontalier irrégulier des denrées alimentaires n'étant que trois exemples courants.¹⁵ La participation à de nombreux trafics illégaux peut souvent ne pas être jugée inappropriée par la société de la région, bien que le degré de sanction (ou de proscription) varie d'un marché à l'autre, évolue avec le temps et existe dans un éventail de risques.¹⁶ L'implication dans certaines économies illégales peut jouir d'un degré élevé de légitimité sociale. Comme l'a expliqué un militant de l'État du Delta, au Nigéria, dans le contexte du soutage illégal de carburant, « [Pour] le gouvernement, c'est un crime, mais pour le peuple [...] c'est une activité informelle nécessaire à la survie parce que même le gouvernement qui les criminalise ne les nourrit pas ».¹⁷

On peut dire que le rôle des économies illicites dans la facilitation ou la prolongation des conflits a été mal ciblé, tandis que le rôle des économies illicites dans la fourniture de moyens de subsistance aux populations marginalisées, y compris dans les situations de fragilité, de conflit et d'après conflit, a trop souvent été ignoré dans la conception des opérations de stabilisation. Cela ne veut pas dire que les économies illicites sont une force pour le bien, mais que si elles ne tiennent pas dûment compte de leur rôle en tant que source de subsistance dans certains cas, ou du degré de légitimité dont elles jouissent, les réponses conçues principalement pour lutter contre la criminalité peuvent stimuler la violence,¹⁸ tandis que les interventions principalement conçues pour lutter contre les conflits peuvent déclencher l'expansion des marchés illicites.¹⁹

La relation entre les économies illicites et les conflits est trop souvent présentée comme linéaire, tandis que différents types d'économies illicites sont couramment éludés dans les analyses.²⁰ Il est donc utile de reconnaître

que différents types d'économies illicites présentent des relations différentes avec les conflits et l'instabilité.²¹ Encore une fois, les résultats de l'indice aident à encadrer ces distinctions. Les résultats de l'indice montrent que la plupart des marchés criminels mondiaux qui y sont analysés présentent un certain degré de corrélation négative avec la paix et la stabilité, tel que mesuré par l'indice mondial de la paix (IMP). Cependant, le trafic d'armes (-0,68) et la traite des personnes (-0,64) se distinguent comme des marchés ayant des relations particulièrement fortes avec les conflits et l'instabilité. Si l'on considère les pays africains inclus dans l'Indice, le trafic d'armes et la traite des personnes présentent des corrélations négatives particulièrement fortes avec la paix (-0,82 et -0,69, respectivement). En revanche, l'indice ne montre pas de relation statistiquement significative entre le commerce du cannabis ou le commerce illicite d'espèces sauvages et la paix, tel que mesuré par l'IMP.

La relation entre les économies illicites et la stabilité (intérieure) dépend fortement du contexte, et bien que les économies puissent avoir des caractéristiques typiques, l'intersection entre l'économie illicite et les conflits dans différents environnements peut varier. Le trafic d'armes, par exemple, est à la fois alimenté par les conflits (à mesure que la demande d'armes à feu de la part des acteurs de conflits et des communautés pour l'autoprotection augmente) et contribue lui-même à la montée de la violence, en armant les tensions et les conflits existants. La traite des personnes est souvent amplifiée par les conflits, ce qui accroît le nombre de personnes déplacées vulnérables à l'exploitation et peut alimenter la demande de services pour les victimes du trafic. Toutefois, à l'exception de la traite des personnes dans les rôles de combattants ou de combattants auxiliaires, la traite des personnes ne contribue pas en soi au conflit au même degré que le trafic d'armes.

Les structures qui sous-tendent les marchés illicites sont mieux comprises comme un écosystème criminel composé d'un certain nombre de plaques tournantes illicites étroitement liées.²² Les caractéristiques sociopolitiques, infrastructurelles et géographiques de

chaque plaque tournante façonnent leur vulnérabilité à l'exploitation par des réseaux criminels. La cartographie de ces plaques tournantes illicites et la compréhension de leur rôle dans la facilitation des marchés illicites en Afrique de l'Ouest, au Sahel, au Cameroun et en République centrafricaine permettent de mieux comprendre l'économie criminelle régionale, les interconnexions entre les différentes plaques tournantes et différents acteurs des marchés illicites et les réponses transfrontalières requises.²³ Bien que la portée de ce projet couvre certains pays qui ne sont pas au sens traditionnel de ce qui constitue l'Afrique de l'Ouest, aux fins du présent rapport, sauf indication contraire, les 18 pays ciblés sont appelés « Afrique de l'Ouest ».

Les conclusions de ce rapport montrent que, bien qu'il y ait plusieurs centaines de plaques tournantes illicites dans toute l'Afrique de l'Ouest, la proportion de celles qui jouent un rôle clé dans l'aggravation des conflits et de l'instabilité dans la région est considérablement plus faible, avec seulement une sur quatre des 280 plaques tournantes illicites identifiées comme des facteurs importants d'instabilité régionale.²⁴

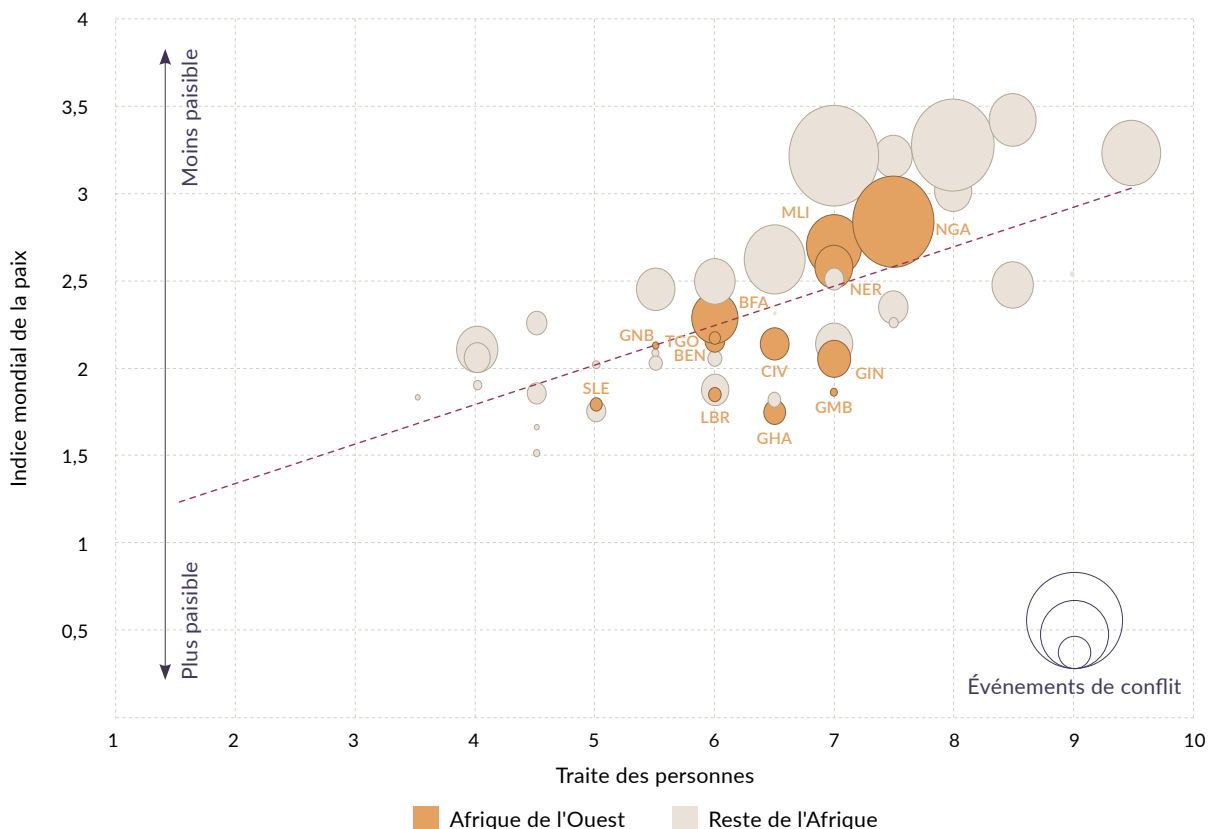


FIGURE 3 Relation entre la traite des personnes, la paix et les conflits.

SOURCE : ENACT, Indice du crime organisé en Afrique 2021: Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique, 2019–2021, novembre 2021, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2021-11-25-oci-final-fr.pdf>; Vision of Humanity (Institute for Economics and Peace); ACLED

En outre, les conclusions soulignent à quel point la relation entre les économies illicites et l'instabilité varie d'une économie illicite à l'autre. Le trafic d'armes, le vol de bétail et l'enlèvement contre rançon occupent souvent une place prépondérante simultanément dans certains plaques tournantes illicites, et une place disproportionnée dans les plaques tournantes illicites où les économies illicites sont d'importants moteurs d'instabilité. D'autres marchés en revanche – par exemple le commerce du cannabis – semblent avoir une relation beaucoup plus faible avec l'instabilité. La différence entre les plaques tournantes urbaines et rurales en termes de dynamique des économies illicites doit également être prise en compte. Les économies

illicites qui occupent une place de premier plan dans les plaques tournantes urbaines ont tendance à avoir moins d'influence en tant que facteurs de conflit et d'instabilité. À l'inverse, les économies illicites telles que le trafic d'armes, le commerce illicite de l'or et les enlèvements contre rançon – tous des marchés étroitement liés à la dynamique de l'instabilité – sont particulièrement importantes dans les plaques tournantes rurales de la région, en particulier au Sahel. Reconnaître comment ces différents marchés illicites influencent l'instabilité dans des espaces géographiques contrastés, et à des degrés divers, devrait être essentiel pour élaborer des efforts de stabilisation sensibles à la criminalité.

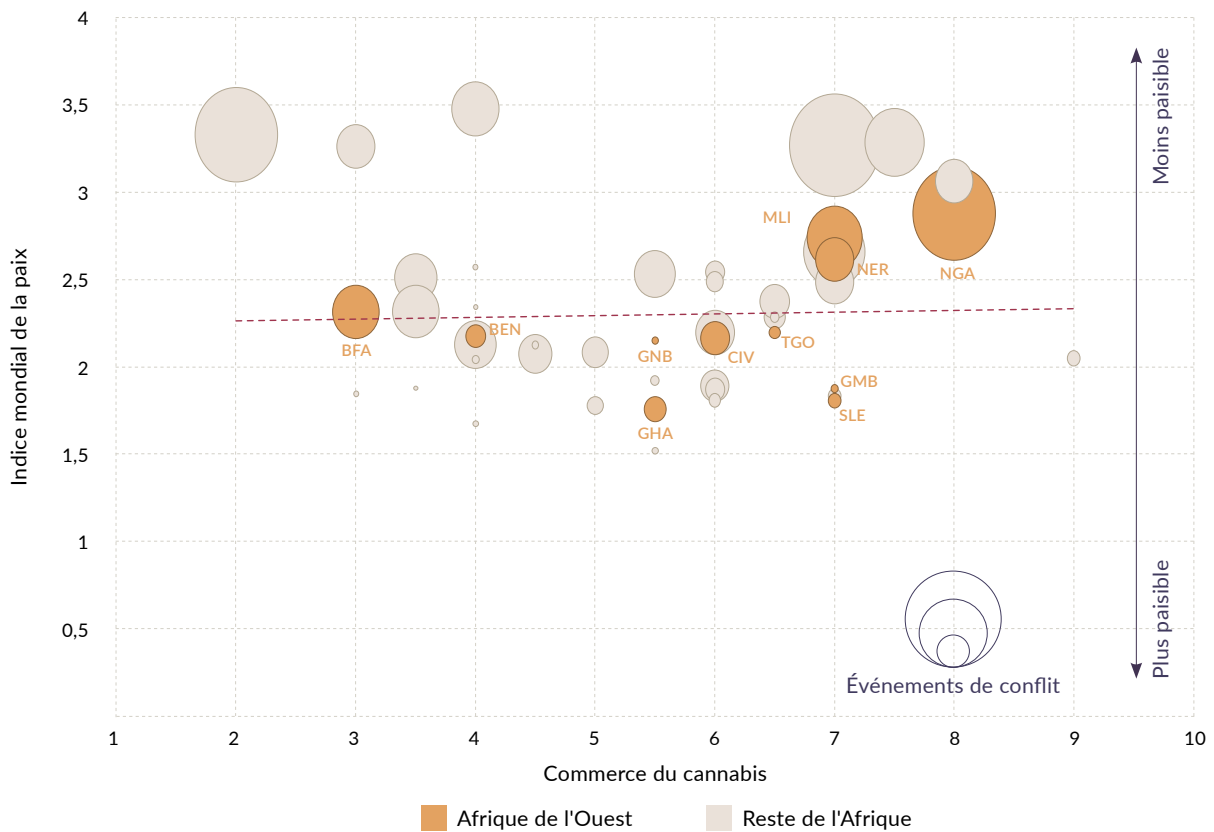


FIGURE 4 Relation entre le commerce du cannabis, la paix et les conflits.

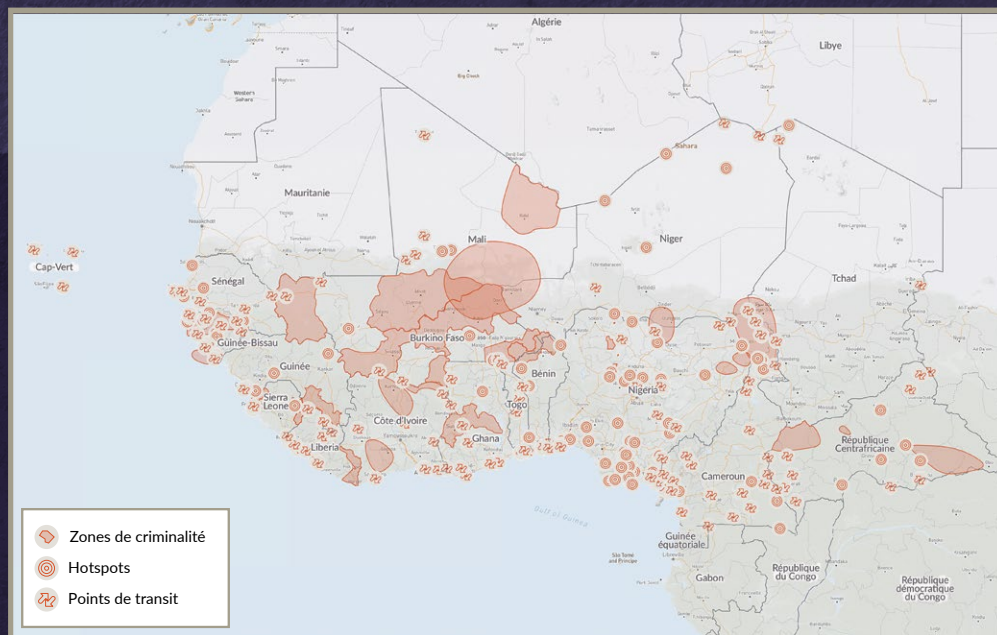
SOURCE : ENACT, Indice du crime organisé en Afrique 2021: Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique, 2019–2021, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2021-11-25-oci-final-fr.pdf>; Vision of Humanity (Institute for Economics and Peace); ACLED

RÉSULTATS PRINCIPAUX

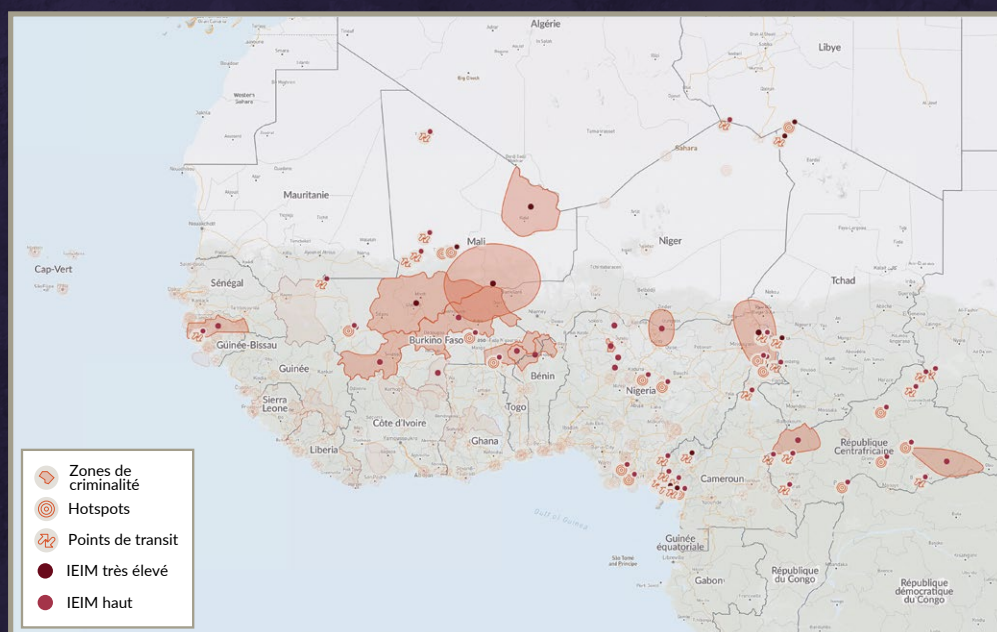
1. Sur les 280 plaques tournantes illicites recensées en Afrique de l'Ouest, une sur quatre est un vecteur important de conflit et d'instabilité.

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, 280 plaques tournantes illicites, comprenant des points chauds, des points de transit et des zones de criminalité, ont été identifiées. L'IEIM constate qu'un peu moins d'un quart (23 %) des plaques tournantes identifiées ont des scores IEIM hauts ou très élevés, ce qui signifie qu'un lien élevé a été identifié entre les économies illicites dans cette plaque tournante et l'instabilité. À l'inverse, 45 % de tous les plaques tournantes illicites (127) de la région affichent de faibles scores IEIM.

TOUTES LES PLAQUES TOURNANTES ILLICITES



PLAQUES TOURNANTES AUX SCORES IEIM HAUTS ET TRÈS ÉLEVÉS



SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/

2. Le trafic d'armes a plus de deux fois plus de chances de figurer comme un marché important dans les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés.

L'importance de certaines économies illicites varie considérablement d'un pays à l'autre. Le trafic d'armes, par exemple, est considéré comme un marché majeur dans plus de la moitié (54 %) de toutes les plaques tournantes illicites aux scores IEIM hauts et très élevés, ce qui indique un lien étroit entre les marchés illicites dans cette plaque tournante et l'instabilité. À l'inverse, seulement 27 % des plaques tournantes aux scores IEIM faibles et moyens en Afrique de l'Ouest considèrent le trafic d'armes comme un marché majeur. Ces conclusions mettent en évidence la relation étroite qui a été maintes fois établie entre le trafic d'armes et l'instabilité.

3. La géographie joue un rôle important dans l'économie illicite et la dynamique de l'instabilité : les plaques tournantes côtières jouent un rôle beaucoup moins important en tant que moteurs de l'instabilité que les plaques tournantes situées plus à l'intérieur des terres.

La dispersion des plaques tournantes illicites à chaque extrémité du spectre de classification de l'IEIM diffère selon les catégories géographiques. L'écrasante majorité des plaques tournantes illicites (91 %) situées sur ou près de la côte ont des scores IEIM faibles ou moyens (seules deux plaques tournantes illicites sur la côte ont des scores IEIM très élevés). Alors que 45 % de toutes les plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest sont des plaques tournantes aux scores IEIM faibles, cette proportion augmente considérablement pour atteindre 67 % lorsqu'on regarde uniquement les plaques tournantes côtières. Ces conclusions sont conformes aux épicycles connus de conflit et de violence dans la région.

4. Les plaques tournantes illicites identifiées au Cameroun, en République centrafricaine et au Sahel sont plus de 10 fois plus susceptibles d'avoir des scores IEIM hauts ou très élevés, par rapport au littoral ouest-africain.

En raison, en grande partie, du fait que ce sont les régions les plus touchées par les conflits et la violence, les plaques tournantes illicites à travers l'Afrique centrale et le Sahel sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des scores IEIM hauts ou très élevés. Sur les 83 plaques tournantes illicites identifiées en Afrique centrale et au Sahel, 53 (64 %) ont des scores IEIM hauts ou très élevés. Cela contraste fortement avec les 6 % sur le littoral de l'Afrique de l'Ouest (qui diminue à 3 % lorsque le Nigeria est exclu). Notons qu'il n'y a pas de plaques tournantes aux scores IEIM très élevés en Afrique de l'Ouest côtière.²⁵

5. Les infrastructures de transport, telles que les ports maritimes et les aéroports, sont des plaques tournantes clés des économies illicites régionales et mondiales.

Bien que les plaques tournantes côtières jouent, en général, un rôle beaucoup moins important en tant que moteurs d'instabilité que les plaques tournantes situées plus à l'intérieur des terres, les zones littorales sont néanmoins des zones géographiques cruciales dans le paysage criminel régional et mondial. Un facteur important dans la propension des zones côtières à devenir des plaques tournantes d'activités illicites est la présence de ports maritimes. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les ports et aéroports maritimes sont identifiés comme des plaques tournantes illicites importantes, soulignant le rôle qu'ils jouent en tant que points clés dans les économies illicites régionales et mondiales. Alors que la plupart des aéroports et des ports maritimes sont des plaques tournantes aux scores IEIM faibles, plusieurs ports servent de points de transit importants pour les marchandises qui affluent vers les zones de conflit – et donc vers les acteurs de conflit – dans la région.

L'infrastructure routière est tout aussi importante pour faciliter les flux de marchandises illicites. La grande majorité des plaques tournantes illicites sont situées sur ou près des grandes routes opérationnelles : 203 plaques tournantes (73 %) sont situées sur ou près des routes primaires, et 49 autres (18 %) sont situées sur ou près des routes secondaires. Seuls 10 % des plaques tournantes illicites ne sont pas situées sur les grandes routes opérationnelles ou à proximité, ce qui souligne l'importance de la connectivité à la majorité des économies illicites. En plus de leur rôle de connecteurs entre les plaques tournantes illicites, les routes sont aussi souvent des sites d'activités illicites elles-mêmes, y compris le banditisme, les enlèvements contre rançon, la fiscalité illicite et l'extorsion.

6. Le trafic d'armes va souvent de pair avec le vol de bétail et les enlèvements contre rançon, qui sont tous disproportionnés dans les plaques tournantes illicites où les économies illicites sont d'importants moteurs d'instabilité.

L'enlèvement contre rançon figure parmi plusieurs économies illicites qui occupent une place beaucoup plus importante dans les plaques tournantes illicites qui sont des vecteurs plus importants de conflit et d'instabilité que celles qui ne le sont pas. Cette économie illicite est un marché majeur dans seulement 13 % des plaques tournantes aux scores IEIM faibles ; à l'inverse, pour les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés, 22 % présentent l'enlèvement contre rançon comme un marché majeur. Le vol de bétail est également disproportionné dans les plaques tournantes illicites où les économies illicites sont les moteurs de l'instabilité, avec 15 % des plaques tournantes aux scores IEIM hauts ou très élevés mais seulement 4 % des plaques tournantes aux scores IEIM faibles. Ces deux marchés étaient communément identifiés comme des marchés majeurs en même temps que le trafic d'armes, ce qui met en évidence le degré élevé de militarisation qui y est souvent lié.

7. Le commerce de la cocaïne et le commerce des médicaments contrefaits ont des liens moins marqués avec les conflits et l'instabilité

L'économie illicite des médicaments contrefaits est présente dans une proportion beaucoup plus importante de plaques tournantes aux scores IEIM faibles (13 %) que dans les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés (2 %). La différence de prééminence du commerce de la cocaïne est encore plus marquée, avec seulement 8 % des plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés par rapport à près d'un tiers (33 %) de tous les plaques tournantes aux scores IEIM faibles. Ces résultats sont en corrélation avec la plus grande prévalence des marchés à travers les plaques tournantes dans les zones côtières de l'Afrique de l'Ouest, qui ont tendance à avoir des scores IEIM plus faibles. Si certains groupes armés tirent des revenus du commerce de la cocaïne, il n'en reste pas moins que cela ne fait pas partie des économies illicites les plus importantes qui alimentent la dynamique des conflits régionaux. Les acteurs intégrés dans l'État sont disproportionnellement répandus dans les plaques tournantes de l'économie de la cocaïne, ce qui appuie les analyses soulignant le degré élevé de protection dont jouit ce marché (qui se traduit souvent par un degré de violence moindre qui lui est associé). Cela est probablement en partie lié à la rentabilité élevée du marché de la cocaïne : les réseaux de protection pour les produits de haute valeur tels que la cocaïne sont susceptibles d'inclure les niveaux d'État les plus élevés. Le commerce de la cocaïne est donc particulièrement important lorsque l'on considère l'instabilité politique dans la région, par opposition aux conflits.

8. Bien que sa relation avec l'instabilité soit complexe, le commerce illicite de l'or a des liens notables avec la dynamique de l'instabilité.

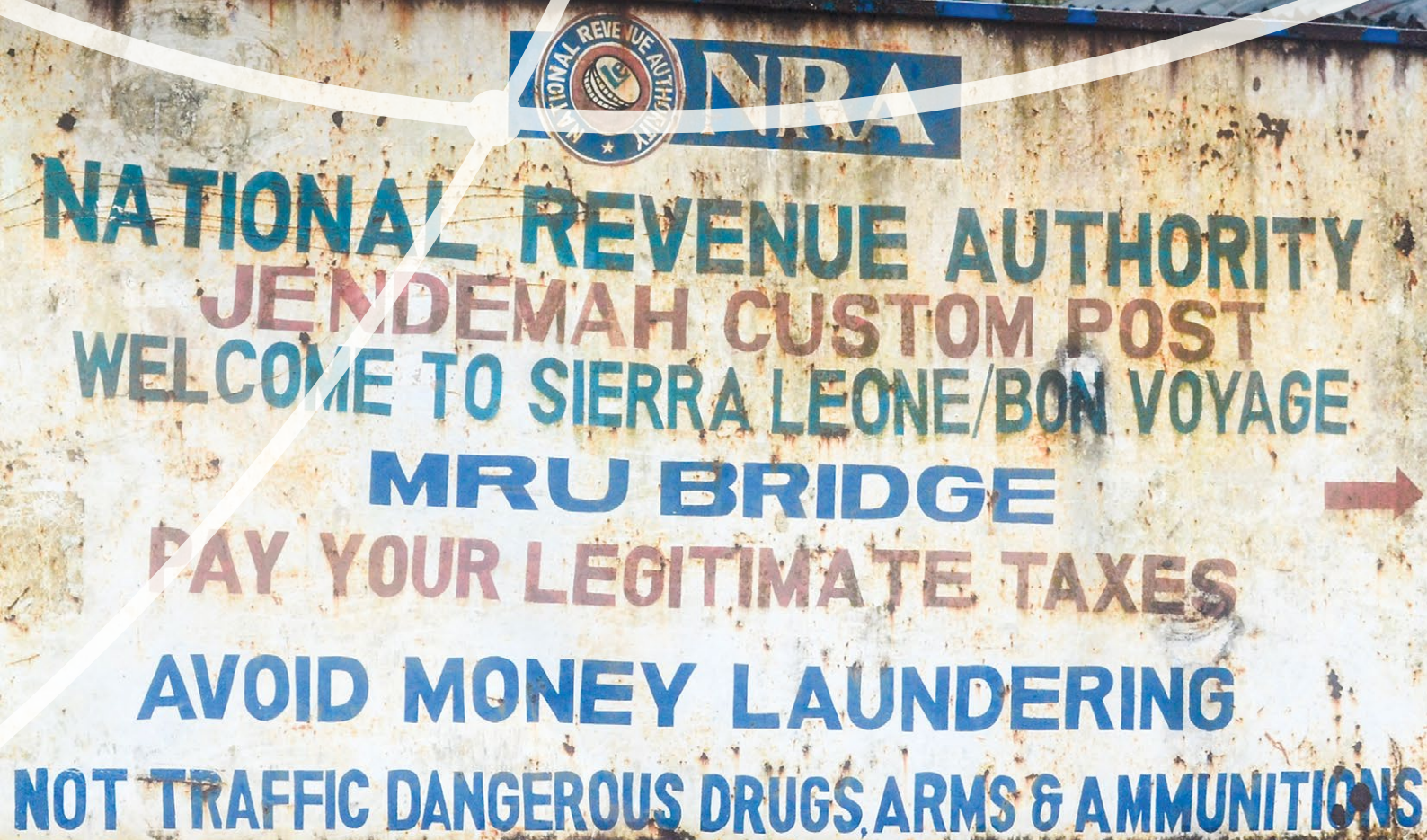
Le commerce illicite de l'or est plus important dans les plaques tournantes illicites aux scores IEIM plus élevés, par rapport aux plaques tournantes aux scores IEIM plus faibles. Il est présent dans 29 % des plaques tournantes aux scores IEIM hauts ou très élevés, contre seulement 12 % des plaques tournantes aux scores IEIM faibles dans la région. Ce schéma est largement le reflet de la géographie, l'or étant particulièrement répandu dans un grand nombre de plaques tournantes au Sahel et en République centrafricaine (RCA), ainsi que dans une moindre mesure au Cameroun, qui joue un rôle important en tant que pays de transit pour l'or extrait principalement en RCA, dans de nombreux contextes coordonnés par des groupes armés. Le commerce de l'or était communément identifié comme un marché majeur aux côtés du trafic d'armes, ce qui souligne le lien commun entre le marché et une augmentation de la militarisation.

9. Bien que les réseaux criminels soient le type d'acteurs criminels le plus souvent identifié, les groupes insurgés de type mafieux et les groupes terroristes de type mafieux sont tous deux étroitement liés au trafic d'armes et à l'instabilité.

Dans l'ensemble, les groupes de type mafieux à caractère insurgé ou terroriste sont assez rares dans les 280 plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, ne représentant que 18 % des plaques tournantes. Cependant, dans le sous-ensemble des plaques tournantes illicites où le trafic d'armes est répandu, les groupes insurgés et/ou terroristes de type mafieux ont été identifiés comme acteur criminel majeur beaucoup plus souvent – dans 28 % des plaques tournantes. Une comparaison directe de la prévalence des groupes de type mafieux insurgés et/ou terroristes entre les plaques tournantes illicites avec et sans trafic d'armes montre un taux de plus du double dans les premières (28 % contre 13 %).

10. La dynamique de l'économie illicite peut varier considérablement entre les plaques tournantes illicites urbaines et rurales.


L'amélioration de la connectivité des villes signifie qu'elles fonctionnent souvent comme des points clés pour les commerces licites et illicites. Les caractéristiques des plaques tournantes illicites à travers l'Afrique de l'Ouest soulignent cette dynamique. La grande majorité (71 %) des 280 plaques tournantes illicites recensées dans la région sont situés dans les zones urbaines ou à proximité. En outre, la dynamique de l'économie illicite diffère considérablement entre les zones urbaines et les zones rurales. Les économies illicites qui occupent une place de premier plan dans les plaques tournantes urbaines sont aussi celles qui ont tendance à avoir moins d'influence en tant que facteurs de conflit et d'instabilité. Inversement, les marchés illicites dans les plaques tournantes rurales sont beaucoup plus susceptibles d'alimenter l'instabilité, 35 % des plaques tournantes illicites rurales aux scores IEIM hauts ou très élevés. Les économies illicites présentes dans ces plaques tournantes sont connues pour avoir des liens étroits avec la dynamique de l'instabilité : le trafic d'armes, par exemple, est l'économie illicite la plus souvent identifiée dans les plaques tournantes rurales, avec le commerce illicite de l'or et l'enlèvement contre rançon également particulièrement importants.



MÉTHODOLOGIE

Le poste frontière de Jendemah entre la Sierra Leone et le Libéria. Près de la moitié des plaques tournantes illicites identifiées dans cette recherche étaient situés le long ou à proximité des frontières nationales.

© jbdodane/Alamy Stock Photo



Les pays entrant dans le champ géographique de l'opération de cartographie des plaques tournantes illicites sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Définition des plaques tournantes illicites

Aux fins de cette recherche, trois types de plaques tournantes illicites ont été identifiées : les points chauds, les points de transit et les zones de criminalité. Elles sont définies comme suit :

- **Points chauds** : endroits où il y a une forte présence d'acteurs criminels, qui peuvent être impliqués dans divers types de marchés illicites et d'activités criminelles, et qui peuvent avoir le soutien de personnes ayant un pouvoir politique. Ils doivent être considérés comme des plaques tournantes d'activités illicites qui alimentent la dynamique d'instabilité et de sécurité nationale et régionale.
- **Points de transit** : points de passage frontaliers, ports, aéroports et couloirs de trafic utilisés pour le trafic de marchandises illicites.
- **Zones de criminalité** : zones à forte concentration de divers types d'activités criminelles et d'acteurs (tels que les groupes criminels). Il peut s'agir d'un domaine où la sécurité et d'autres institutions sont faibles et fragmentées. Les divisions ou les tensions ethniques peuvent contribuer à la situation. Les zones de criminalité sont des zones géographiques plus larges que les points chauds et peuvent englober un certain nombre de points chauds et/ou de points de transit.

Tout au long du présent rapport, le terme « plaque tournante illicite » désigne les points chauds, les points de transit et les zones de criminalité, comme indiqué ci-dessus.

Identification des plaques tournantes illicites

Les chercheurs ont reçu des conseils concernant la classification des plaques tournantes (comme indiqué ci-dessus), ainsi que les principales caractéristiques identifiées de celles-ci (détaillées dans la section ci-dessous « Géographie de la criminalité : écosystèmes criminels et plaques tournantes illicites »).

L'identification de plaques tournantes illicites à travers les 18 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale qui entrent dans le cadre de cette recherche a été un processus en plusieurs étapes. Sur la base d'un examen approfondi de la littérature et de l'expertise institutionnelle, l'équipe de recherche GI-TOC a rédigé une cartographie préliminaire des plaques tournantes illicites dans chacun des pays cibles. La cartographie initiale a ensuite été complétée par les résultats des entretiens à distance avec les parties prenantes

régionales et nationales, ainsi que par le travail sur le terrain et les entretiens en personne dans toute la région. Des tables rondes par pays, virtuelles et en personne, ont ensuite été organisées pour valider les résultats de la cartographie des plaques tournantes illicites.

Dans l'ensemble, à toutes les étapes de la recherche, l'équipe de recherche GI-TOC a collaboré avec 655 parties prenantes différentes, dont 103 personnes d'organisations internationales, 170 parties prenantes du gouvernement national et 382 membres de la société civile et de la communauté. L'équipe s'est efforcée de s'assurer que les parties prenantes consultées représentaient un large éventail d'origines démographiques, d'ethnies et de sexes afin de garantir l'inclusion dans le processus de recherche.

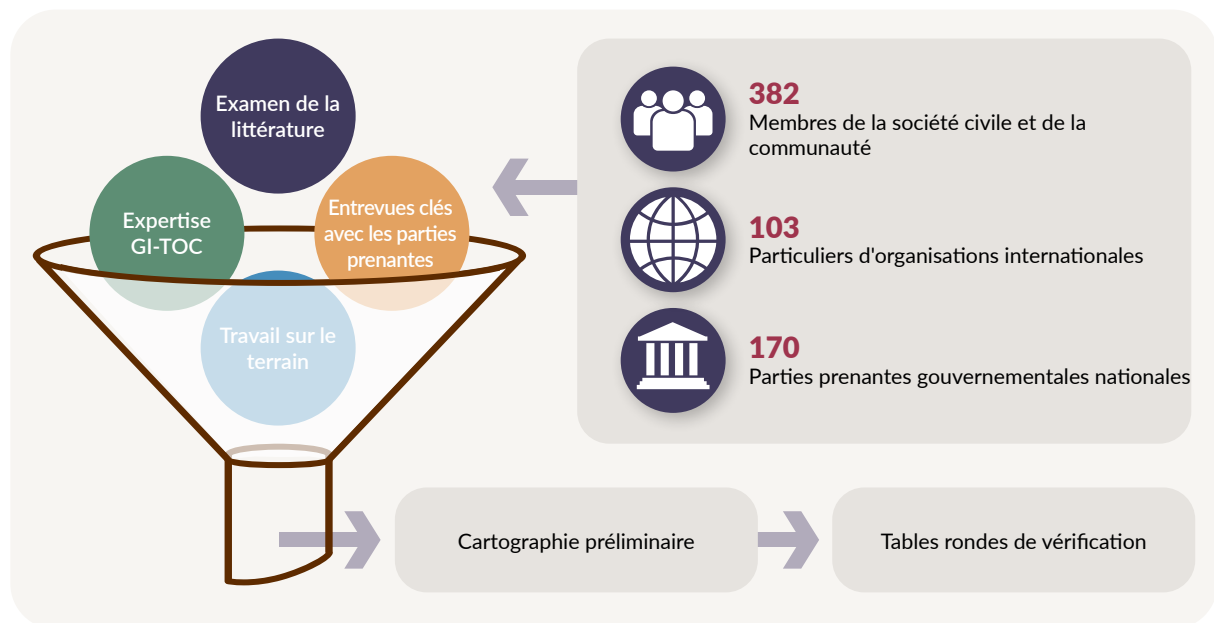


FIGURE 5 Approche méthodologique de l'identification des plaques tournantes illicites.

En plus d'identifier et de classer les plaques tournantes illicites, pour chacune d'entre elles, les chercheurs ont également collecté des informations sur les économies illicites les plus importantes dans chaque plaque tournante, désormais appelées « marchés majeurs » et les types d'acteurs criminels les plus influents (« acteurs majeurs ») dans les économies illicites des plaques tournantes.

La promotion d'une meilleure compréhension de la relation entre les économies illicites et l'instabilité est un objectif clé de cette recherche, et le GI-TOC a donc développé un observatoire conçu pour évaluer cette force du lien crime-conflit dans chaque plaque tournante illicite. La section suivante présente le Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité.

Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité

Alors que 280 plaques tournantes illicites différentes ont été identifiées à travers l'Afrique de l'Ouest, toutes n'ont pas la même relation avec l'instabilité régionale. L'IEIM est un outil conçu pour évaluer la relation entre les marchés illicites dans toute plaque tournante spécifique, et les conflits et l'instabilité dans l'ensemble de la région. Des éléments de l'IEIM évaluent dans quelle mesure des plaques tournantes spécifiques alimentent l'instabilité, en analysant les économies illicites comme vecteurs d'instabilité.²⁶ Bien qu'il existe plusieurs indicateurs composites centrés sur la question des conflits et de l'instabilité, l'IEIM est le premier du genre à se concentrer spécifiquement sur les liens entre les économies illicites et l'instabilité, ce qui souligne la valeur ajoutée de l'Observatoire.

Un score IEIM pour chaque plaque tournante illicite est calculé comme un score sur 30, où plus le score est élevé, plus le lien entre les économies illicites dans la

plaque tournante et l'instabilité est grand. Les scores IEIM sont ensuite utilisés pour catégoriser les plaques tournantes illicites dans l'une des quatre tranches de score suivantes :

- Faible (scores inférieurs à 10)
- Moyen (scores entre 10 et 15)
- Haut (scores entre 15 et 20)
- Très élevé (scores supérieurs à 20)

L'IEIM comprend trois composantes : la violence et l'instabilité ; les liens entre la criminalité et les conflits ; et les accélérateurs (qui, à leur tour, sont composés de deux sous-composantes : l'infrastructure et les facteurs de stress). Ces composantes englobent les facteurs et les caractéristiques clés des plaques tournantes du crime organisé qui alimentent la dynamique des conflits

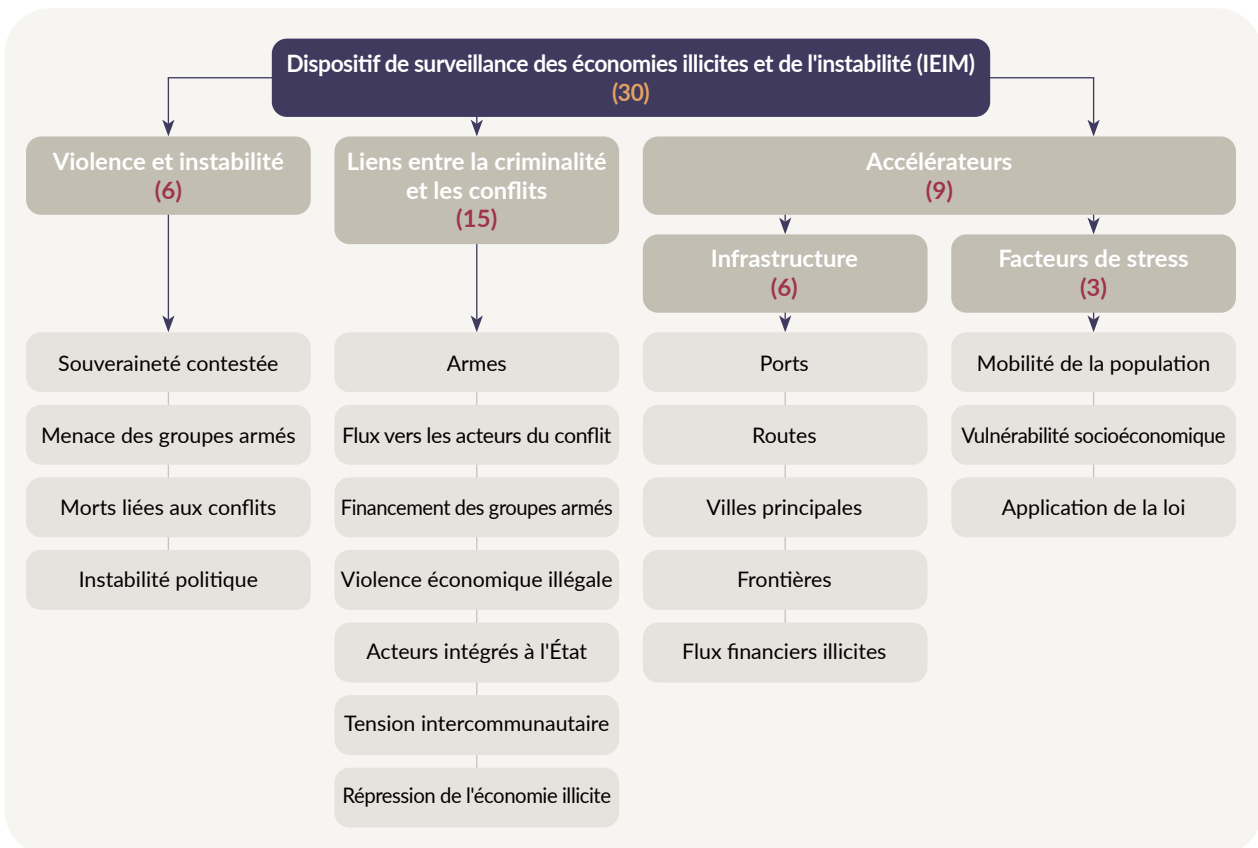


FIGURE 6 Structure du Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité.

et de l'instabilité, lesquelles sont mesurées, à leur tour, par un ensemble d'indicateurs sous-jacents.

La première composante de l'IEIM, la *violence et l'instabilité*, évalue dans quelle mesure les conditions sous-jacentes identifiées par la littérature et la recherche GI-TOC comme des facteurs d'instabilité, et les facteurs permettant l'émergence de plaques tournantes illicites, sont présentes dans chaque plaque tournante. Cela comprend l'évaluation des capacités de gouvernance, des conflits et de la violence.

La deuxième composante, *les liens entre la criminalité et les conflits*, rend compte de la relation entre les économies illicites, d'une part, et les conflits et l'instabilité, d'autre part. Les niveaux de violence constatés sur les marchés illicites du lieu identifié,²⁷ la question de savoir si les marchés illicites approvisionnent les acteurs du conflit dans la sous-région²⁸ et la mesure dans laquelle les acteurs armés tirent des revenus des économies illicites sont évalués au titre de cette composante.²⁹ D'autres indicateurs relatifs aux armes, aux acteurs intégrés dans l'État et aux réponses de l'État sont également inclus. Les liens entre la criminalité et les conflits sont au centre des caractéristiques que l'IEIM cherche à évaluer et, à ce titre, cette composante a la pondération la plus élevée des trois composantes de l'IEIM.

Enfin, la composante *accélérateurs* capture les divers facteurs structurels et dynamiques socio-économiques

qui peuvent agir comme un accélérateur de la mesure dans laquelle les plaques tournantes illicites entraînent l'instabilité. Cette composante comprend deux sous-composantes : *l'infrastructure* et les *facteurs de stress*.

La première sous-composante, *l'infrastructure*, englobe la propension d'un site à jouer un rôle important dans les flux transnationaux – à la fois licites et illicites – en fonction de leur géographie et de leur infrastructure commerciale. La proximité des infrastructures de transport, des grandes villes et des frontières nationales sont des exemples de certains des indicateurs pris en compte dans cette sous-composante.

Les *facteurs de stress* sont les conditions qui peuvent exacerber les tensions au sein des communautés et potentiellement entraîner l'instabilité dans le contexte des plaques tournantes illicites. Des facteurs démographiques tels que les niveaux de mobilité (forcée et volontaire) sont pris en compte dans cette sous-composante, de même que diverses mesures de la vulnérabilité socio-économique.

La majorité des indicateurs (14) de chacune des composantes de l'IEIM sont basés sur une évaluation d'experts, les indicateurs restants étant notés en fonction de données quantitatives existantes (6) ou de faits ou de calculs (6). Voir l'Annexe 3 pour l'indicateur complet et le tableau des composantes.

Défis et limites

Beaucoup de recherche, d'expertise et de rigueur méthodologique ont été consacrés au développement de l'outil de cartographie des plaques tournantes illicites et de l'IEIM, ce qui a donné lieu à une base de données extrêmement riche de près de 300 plaques tournantes illicites à travers l'Afrique de l'Ouest. En outre, l'IEIM est une mesure innovante qui comble une lacune majeure dans la littérature, en évaluant les liens entre la criminalité et les conflits dans un cadre unique. Néanmoins, il y a des défis à relever dans un travail d'une telle portée et d'une telle ampleur, et certaines limites de la recherche méritent d'être soulignées, tant en ce qui concerne la cartographie des plaques tournantes illicites – la première phase de la recherche – que le développement de l'IEIM. Bien que certains des défis et des limites soient brièvement décrits ici, pour une analyse complète, en plus de plus de détails sur la méthodologie utilisée pour identifier les plaques tournantes illicites et la méthodologie de l'IEIM, veuillez consulter le document séparé sur la méthodologie de ce projet.³⁰

La principale limitation de la phase de cartographie des plaques tournantes illicites est que, malgré la phase de collecte de données étendue et le processus de vérification rigoureux en place, les plaques tournantes illicites identifiées ne sont pas exhaustives. Deuxièmement, un défi majeur à la fois pour l'identification des plaques tournantes illicites en premier lieu et pour le développement ultérieur de l'IEIM est l'analyse précise de la question complexe du lien de causalité en ce qui concerne les économies illicites et l'instabilité (voir la section ci-dessous « Criminalité et instabilité : chaînes de causalité compliquées »). En outre, le sujet du crime organisé est sans aucun doute sensible ; bien que les lieux soient identifiés comme des « plaques tournantes illicites », l'objectif de la cartographie n'est pas de qualifier ces lieux de « criminels » par nature. En outre, bien que ce projet de recherche se concentre sur l'Afrique de l'Ouest, le Sahel, le Cameroun et la République centrafricaine, il est clair que des exercices similaires dans d'autres régions identifieraient également un

nombre élevé de plaques tournantes illicites. Enfin, la phase de collecte des données de la recherche a eu lieu entre juillet 2021 et décembre 2021, mais les économies illicites et leur interaction avec les conflits et l'instabilité ne sont pas statiques, et la nature changeante de la dynamique étudiée dans le contexte de cette recherche est telle que des éléments des données cartographiées peuvent devenir inexacts avec le temps. Bien qu'il y ait une deuxième phase pour l'initiative de cartographie des plaques tournantes illicites, les limites des ressources signifient qu'il ne sera peut-être pas possible de garder les données exactes à travers les plaques tournantes illicites au fil du temps.

Plusieurs défis entourent également le développement de l'IEIM. Premièrement, le recours à l'évaluation d'experts (compte tenu de la rareté des données quantitatives pertinentes) introduit un certain degré de subjectivité dans la méthodologie. Toutefois, le GI-TOC possède une expérience considérable dans la conception de paramètres fondés sur des évaluations menées par des experts, notamment l'indice du crime organisé.³¹ Indépendamment de la question de la subjectivité, la participation d'experts apporte un avantage inestimable au processus de recherche, car elle permet d'interpréter les données existantes, d'effectuer une analyse granulaire locale fournie par des personnes qui comprennent la situation dans les communautés, et de rassembler des

preuves sur des indicateurs qui ne sont pas facilement mesurables autrement.

La sélection et la pondération subséquente des composantes, des sous-composantes et des indicateurs sous-jacents constituent d'autres défis. L'approche de pondération adoptée dans le développement de l'IEIM est basée sur l'importance conceptuelle des différentes dimensions qui composent le Dispositif, selon la recherche fondamentale du GI-TOC.

En ce qui concerne les défis et les limites qui se sont présentés dans la recherche sur la cartographie des plaques tournantes illicites et dans le développement de l'IEIM, le GI-TOC s'est efforcé de traiter le plus grand nombre possible de questions et de minimiser les faiblesses méthodologiques dans toute la mesure du possible. Les commentaires sur la méthodologie et les résultats sont les bienvenus et seront considérés comme faisant partie des travaux en cours pour approfondir la base de données actuelles sur les économies illicites et l'instabilité en Afrique de l'Ouest et du Centre. Bien que la recherche puisse inévitablement contenir certaines imperfections, celles-ci sont compensées par la valeur ajoutée de notre compréhension actuelle des économies illicites dans cette région et de leur relation avec les conflits et l'instabilité. C'est cette analyse qui est au cœur des sections suivantes.



ANALYSE DE LA CARTOGRAPHIE DES PLAQUES TOURNANTES ILLICITES

Bien que la densité des routes asphaltées en Afrique soit inférieure aux moyennes mondiales, les routes demeurent le principal mode de transport sur le continent. © Souleymane Ag Anara/AFP via Getty Images

Aperçu

Sur les 280 plaques tournantes illicites recensées dans les 18 pays cibles, les scores IEIM montrent qu'environ une économie illicite sur quatre contribue de manière significative aux conflits et à l'instabilité (c'est-à-dire qu'elle obtient un score supérieur à 15, tombant dans les scores IEIM hauts ou très élevés), tandis que 45 % de toutes les plaques tournantes illicites (127) de la région ont un score IEIM faible, inférieur à 10. En d'autres termes, les économies illicites de près de la moitié des points chauds, des points de transit ou des zones de criminalité identifiées en Afrique de l'Ouest ont été jugées jouer un rôle relativement limité en contribuant directement aux conflits et à l'instabilité dans la région. En outre, 31 % (88) ont des scores IEIM moyens (à savoir, des scores entre 10 et 15).

Sur les 65 plaques tournantes illicites restantes dans lesquels les économies illicites contribuent dans une large mesure aux conflits et à l'instabilité (tombant dans les tranches « hauts » ou « très élevés » des scores IEIM), 12 (qui ne représentent que 4 % du nombre total de plaques tournantes en Afrique de l'Ouest) sont situées dans la tranche la plus élevée avec des scores IEIM très élevés.³²

Ces conclusions viennent s'ajouter à l'ensemble croissant d'éléments de preuve qui soulignent la complexité de la relation entre les marchés illicites et l'instabilité, et remettent en question les hypothèses de causalité ; elles fournissent également des lignes directrices pour hiérarchiser les interventions étroitement adaptées aux effets des économies illicites sur les conflits.

Les 18 pays cibles peuvent être regroupés en quatre grandes zones géographiques :

- Afrique occidentale côtière
- Nigéria (qui, compte tenu de son importance dans les économies illicites régionales et de son instabilité, comme en témoigne le nombre de plaques tournantes illicites identifiées dans le pays, est évalué comme une catégorie géographique distincte)
- Sahel³³
- Afrique centrale³⁴

La dispersion des plaques tournantes illicites à chaque extrémité du spectre de classification de l'IEIM diffère selon ces catégories géographiques.

En Afrique occidentale côtière, l'écrasante majorité des plaques tournantes illicites ont des scores IEIM faibles ou moyens. On ne constate aucune plaque tournante au score très élevé dans les États littoraux.³⁵ En Afrique centrale et au Sahel, en revanche, plus de la moitié des plaques tournantes illicites identifiées sont des plaques tournantes aux scores IEIM hauts ou très élevés. Cela dépend en grande partie de la géographie du conflit, des pans de l'Afrique

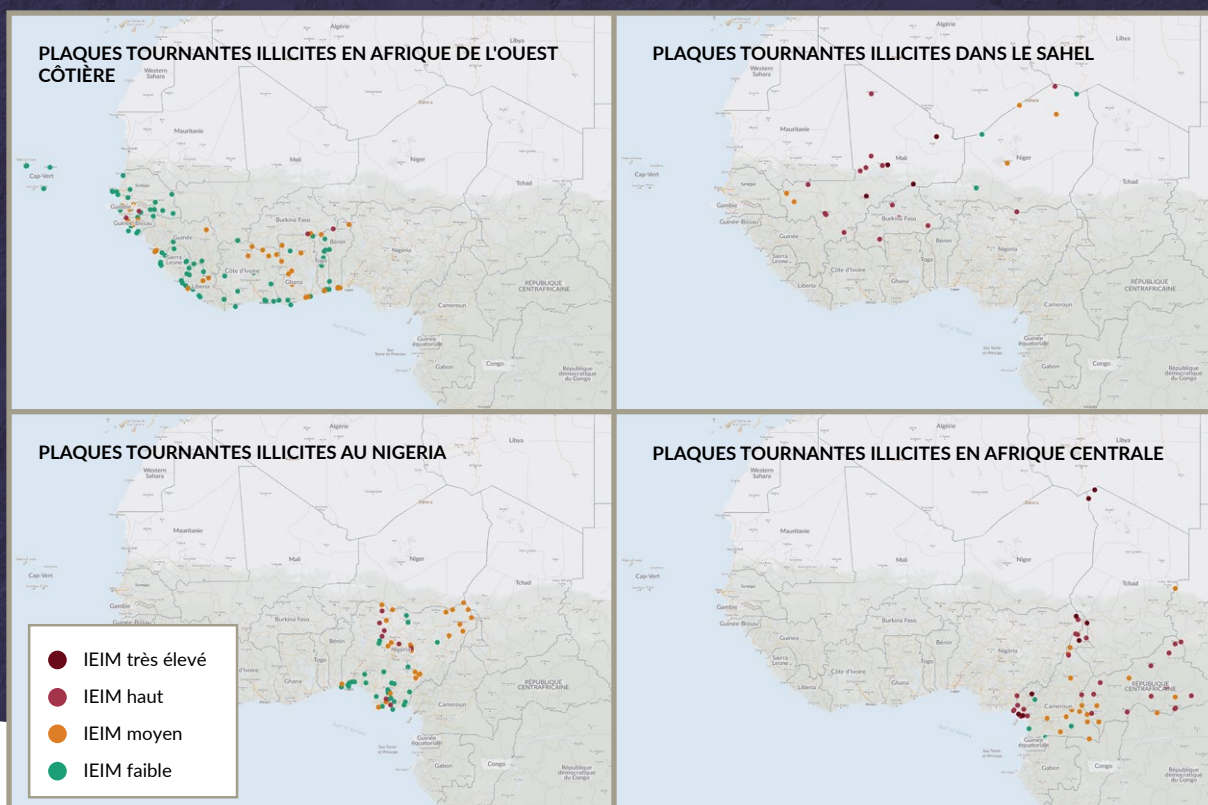


FIGURE 7 Plaques tournantes illicites dans chaque zone géographique clé, mettant en évidence leur classification IEIM.

SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illegal-hub-mapping/fr/

centrale et du Sahel étant fortement touchés par les conflits et la violence, et ils obtiennent donc un score haut sur les indicateurs qui suivent ces dynamiques. Les conclusions de l'IEIM reflètent également des nuances géographiques supplémentaires qui soutiennent la recherche existante, y compris le rôle croissant des zones septentrionales de certains États côtiers régionaux, en particulier le Bénin, le Togo et le Ghana, en tant que zones où les marchés illicites croisent de plus en plus les acteurs du conflit et fournissent des chaînes d'approvisionnement aux groupes armés.³⁶

Sur les 280 plaques tournantes illicites, la moitié (140) sont classées comme points de transit ; un peu plus d'un tiers (102) sont identifiées comme points chauds ; et les 38 plaques tournantes illicites restantes sont classées comme zones de criminalité. Cette composition des plaques tournantes illicites reflète le rôle important, mais nullement exclusif, de l'Afrique de l'Ouest en tant que région de transit pour toute une série de produits illicites.³⁷ Cela reflète également la nature des typologies de plaques tournantes illicites. Si l'on prend l'exemple du commerce illicite de l'or, il se peut qu'il n'y ait qu'un seul site d'extraction d'or dans une région donnée qui abrite un degré élevé d'informalité ou d'illégalité pure et simple, ce qui en fait un point chaud. Cependant, il peut y avoir plusieurs

routes, villes ou points de passage frontaliers où l'or peut être transporté, ce qui engendre plusieurs points de transit différents. Cette différence entre les points chauds, qui sont souvent des marchés physiques en soi, et les points de transit, qui sont des points clés le long desquels les produits illicites sont déplacés, est une distinction importante à reconnaître lors de l'examen de l'interaction entre les économies illicites et la géographie spatiale.

Tout en reconnaissant que les catégories d'acteurs criminels peuvent s'estomper – par exemple que des groupes de type insurgé peuvent être intégrés dans l'État, comme cela s'est produit en République centrafricaine, où des groupes armés se sont infiltrés et exercent un degré élevé de contrôle sur de nombreuses structures de l'État³⁸ – les chercheurs ont identifié la catégorie la plus importante d'acteurs criminels dans une plaque tournante particulière, donnant un aperçu du contrôle du marché illicite, y compris les économies de protection. Ces données montrent que les groupes insurgés et terroristes de type mafieux sont beaucoup plus répandus dans les plaques tournantes aux scores hauts et très élevés que les autres.

En revanche, les acteurs intégrés dans l'État – qui peuvent inclure des agents de la force publique de bas niveau ainsi que des hauts fonctionnaires de

l'État – sont largement moitié moins communs dans les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés. Cela reflète le fait que, dans les plaques tournantes où il y a un lien marqué entre les économies illicites et les conflits et l'instabilité, il y a une plus grande implication des groupes armés qui sont politiquement motivés (c'est-à-dire les insurgés et les groupes terroristes de type mafieux) sur les marchés illicites.³⁹ En outre, il y a souvent moins de présence de l'État dans ces plaques tournantes, ce qui se traduit par une protection moindre des marchés illicites par l'État. Cela reflète également la géographie du conflit, avec des zones touchées par le conflit identifiées comme celles ayant des scores IEIM plus élevés, et est un résultat direct du fait que le conflit implique une contestation du monopole sur l'utilisation de la force par l'État. Inversement, là où les acteurs étatiques sont importants, c'est souvent dans des zones où le contrôle de l'État est plus élevé et où les structures de protection de l'État peuvent donner un vernis de stabilité.⁴⁰ En Guinée-Bissau, par exemple, les loyers tirés d'économies illicites, telles que l'exploitation forestière illégale et le commerce de la cocaïne, ont construit et soutenu un système politique qui, bien que politiquement instable, comme en témoigne le nombre de coups d'État et de tentatives de coup d'État, a conservé un certain degré de stabilité dans le pays.

Les marchés illicites soumis à un degré élevé de contrôle de l'État se caractérisent souvent par des niveaux limités de violence, comme en témoignent les scores plus faibles de l'IEIM. Avec des niveaux de violence plus faibles, la manifestation des économies criminelles est souvent moins visible, ce qui signifie souvent

qu'elle vole sous le radar. Cependant, si les marchés illicites sous un contrôle étatique élevé ne peuvent pas engendrer directement l'instabilité sous forme de violence physique, ils peuvent – et cela est souvent le cas – agir comme une source importante d'instabilité politique, en exacerbant les pratiques de corruption, en fomentant des luttes de pouvoir au sein de l'appareil étatique et en aggravant les griefs communautaires. Le marché gambien de l'exploitation forestière illicite sous la longue domination de Yahya Jammeh (1996–2017), l'ancien président, est l'un de ces exemples d'une économie illicite fonctionnant avec un niveau élevé de protection de l'État, érodant la gouvernance et développant la corruption. En outre, lorsque la corruption s'enracine, elle sape le développement de l'autorité de l'État et de ses institutions, laissant un État faible avec potentiellement plus d'espace pour les insurgés pour opérer.⁴¹ La corruption peut également être un problème majeur qui alimente les conflits.⁴² Alors que l'IEIM inclut des indicateurs relatifs à l'instabilité politique – tels que les récents coups d'État et les zones de souveraineté contestée – les zones où les économies illicites ne sont pas liées à des conflits armés obtiendront des scores IEIM inférieurs.

Les sections suivantes analysent les conclusions de la cartographie des plaques tournantes illicites et de l'IEIM sous deux angles différents : les dimensions géographiques et la dynamique du marché illicite. Ils sont utilisés pour explorer plus avant la relation entre les plaques tournantes illicites et les conflits et la violence.

Criminalité et instabilité : des chaînes de causalité compliquées

Il est indéniable qu'il existe une relation entre la criminalité et l'instabilité (voir Introduction pour une discussion sur la relation entre les économies illicites et la paix). Cependant, l'un des principaux défis liés à l'identification des plaques tournantes illicites et au développement ultérieur de l'IEIM consiste à analyser avec précision la question complexe de la causalité en ce qui concerne les économies illicites et l'instabilité. En d'autres termes, la criminalité est-elle attirée par les zones d'instabilité ou génère-t-elle de l'instabilité ?

Bien que les économies illicites ne conduisent pas, par nature, à des conflits armés, il y a souvent des chevauchements géographiques dans les zones où les trafiquants et les groupes criminels opèrent pendant une longue période et où l'instabilité et les conflits se produisent. Les activités illicites sapent les systèmes de gouvernance, faussent les pratiques économiques et sapent les investissements locaux dans l'état de droit. Ce faisant, les économies illicites font partie de l'environnement propice dans lequel des conflits peuvent surgir. Une fois les conflits nés, les intérêts dans les économies illicites peuvent contribuer à prolonger les conflits, et les économies illicites peuvent être des sources clés de financement pour les acteurs des conflits.

D'autre part, les zones instables et les zones de conflit présentent souvent un éventail de caractéristiques qui permettent aux économies de prospérer. Les faibles niveaux de contrôle de l'État peuvent permettre aux acteurs illicites d'opérer en toute impunité, tandis que les conflits augmentent souvent la demande pour une gamme de produits illicites, y compris les armes et les drogues illicites, et créent la nécessité de détourner les produits légaux vers des chaînes d'approvisionnement illégales fournissant des acteurs de conflit. De manière plus générale, toute une série d'activités économiques légales se déplacent dans la zone grise ou deviennent illicites lorsque des groupes armés en prennent le contrôle, l'exploitation des ressources naturelles en étant un exemple clé.

Le trafic d'armes est un excellent exemple d'un marché criminel pour lequel la relation entre le produit illicite et le conflit circule dans les deux sens. Au Nigéria, par exemple, l'insécurité croissante a contribué à une augmentation de la demande d'armes par les communautés et les groupes d'autodéfense,⁴³ tandis qu'une prolifération du nombre d'armes en circulation a également renforcé les tensions existantes, contribuant à des niveaux plus élevés de violence (comme cela s'est produit sur les marchés du vol de bétail dans le Nord-Ouest).

L'IEIM a été conçu pour donner un aperçu de la mesure dans laquelle les économies illicites dans la plaque tournante concernée contribuent à l'instabilité et aux conflits dans la région. Toutefois, l'IEIM ne fournit pas d'informations sur le fait de savoir si les économies illicites ou l'instabilité dans une plaque tournante donnée se sont développées en premier et, par conséquent, ne fournit pas de conclusion définitive sur la question de savoir si la criminalité a attiré un conflit ou un conflit a attiré la criminalité dans un lieu donné. L'IEIM n'a pas non plus pour objectif d'analyser toutes les causes potentielles du conflit dans un lieu donné. Au lieu de cela, l'IEIM est axé sur le rôle des économies illicites dans la contribution à l'instabilité dans la région.

L'IEIM examine spécifiquement le rôle que jouent les économies illicites pour alimenter les conflits et l'instabilité au moyen d'un certain nombre d'indicateurs dans la deuxième composante : les liens entre la criminalité et les conflits. Ces indicateurs comprennent la question de savoir si les économies illicites présentes dans la plaque tournante financent des groupes armés, et si les marchandises illicites circulant à travers la plaque tournante illicite fournissent les acteurs du conflit (voir l'Annexe 3 pour une liste complète des indicateurs IEIM).

L'analyse de l'IEIM montre que, si les trois composantes du Dispositif sont en corrélation positive avec le score global de l'IEIM, la composante de conflit de criminalité, la composante comprenant les indicateurs visant à évaluer l'impact direct des économies illicites sur les conflits et l'instabilité, a la corrélation la plus forte. Cette composante représente environ 90 % de la variation du score IEIM global.

Afin de s'assurer que la conclusion – que l'IEIM global est une évaluation fiable de la relation de cause à effet entre les économies illicites et l'instabilité – est encore plus solide, une analyse a été effectuée sur les seuls indicateurs sous-jacents évaluant explicitement le lien de causalité examiné. En analysant uniquement les armes, les flux vers les acteurs du conflit, le financement des groupes armés, la violence économique illicite et les tensions intercommunautaires, les résultats montrent une corrélation extrêmement forte avec le score IEIM global. Cette constatation signifie que les plaques tournantes illicites ayant des scores élevés sur les indicateurs « causaux » sont extrêmement susceptibles d'avoir également des scores IEIM hauts dans l'ensemble. Si l'on regarde les choses du point de vue opposé, si une plaque tournante obtient un score IEIM haut, dans la quasi-totalité des cas, elle obtiendra également un score élevé sur les indicateurs de causalité (voir Figure 8).⁴⁴

L'IEIM identifie les espaces où les économies illicites et l'instabilité se chevauchent, en appliquant la première composante (violence et instabilité) aux plaques tournantes d'économies illicites identifiés au cours de la première étape de la cartographie des points chauds. L'identification des principales plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest et l'analyse de l'emplacement de ces plaques tournantes dans l'espace par rapport aux conflits offrent des possibilités considérables de recherches futures sur l'évolution dans le temps des conflits et de l'instabilité, d'une part, et des économies illicites, d'autre part. Cela permettrait une analyse plus approfondie des mécanismes causaux en jeu.

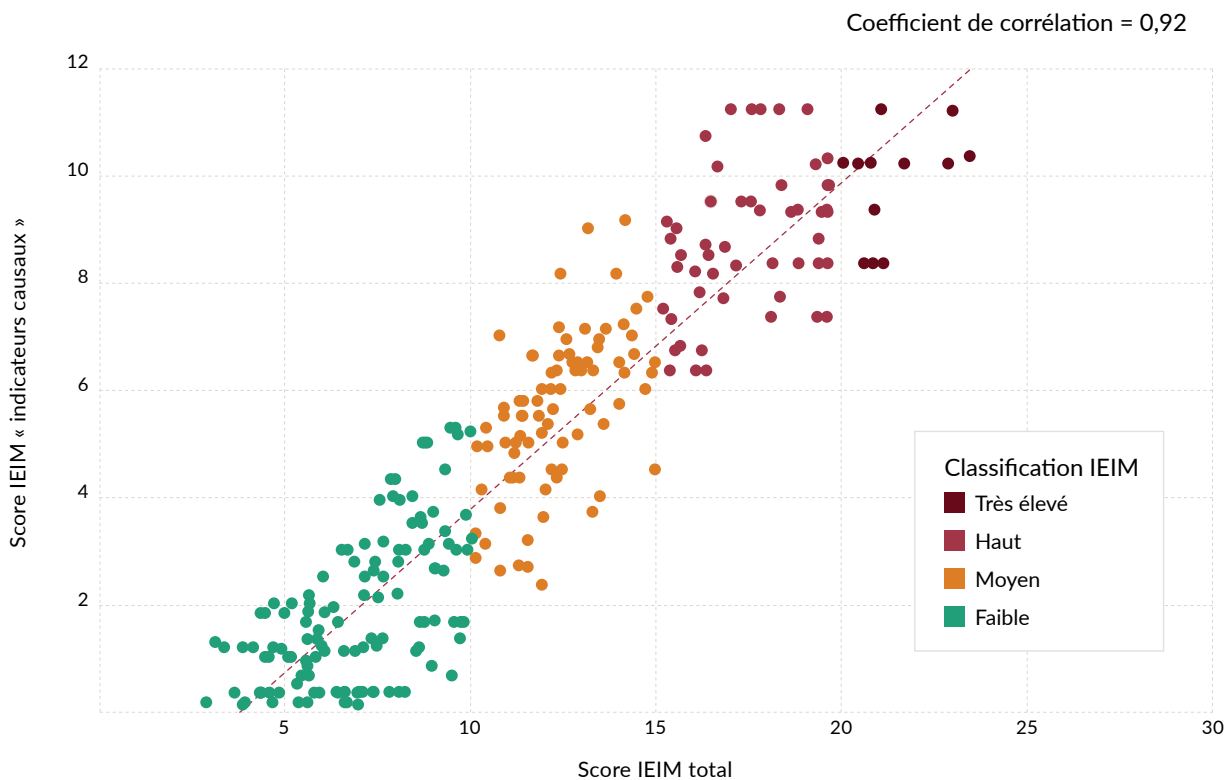


FIGURE 8 Impact des économies illicites sur les conflits et l'instabilité : Analyse de la fiabilité de l'IEIM dans l'évaluation de la relation de cause à effet entre les économies illicites et l'instabilité.



Des soldats de l'armée nigérienne trouvent les restes d'un jet militaire écrasé dans la forêt de Sambisa, au Nigeria, en mars 2022. Sambisa est identifié comme une plaque tournante au score IEIM moyen. © Armée nigérienne/Document/Agence Anadolu via Getty Images

Géographie

Les structures qui sous-tendent les marchés illicites sont mieux comprises comme un écosystème criminel composé d'un certain nombre de plaques tournantes illicites étroitement liées entre elles.⁴⁵ Les caractéristiques sociopolitiques, infrastructurelles et géographiques de chaque plaque tournante déterminent leur vulnérabilité à l'exploitation par les réseaux criminels.

Bien que diverses conditions géopolitiques et socio-économiques aient été identifiées dans la littérature et la recherche GI-TOC comme favorables au développement de plaques tournantes illicites, il y a, de manière générale, quatre caractéristiques qui influencent où les plaques tournantes illicites, et les points de transit et les zones de criminalité interconnectés, émergent (voir Figure 9).⁴⁶

Géographie de la criminalité : écosystèmes criminels et plaques tournantes illicites

Tout d'abord, l'infrastructure de la mobilité, à savoir les routes, les ports maritimes et les aéroports, constitue le fondement de la connectivité qui fait partie intégrante de ces points clés. L'infrastructure relie l'espace local à l'espace régional, et au-delà, aux réseaux criminels des chaînes d'approvisionnement et des marchés internationaux. Les infrastructures facilitent également les liens entre les acteurs criminels.

Deuxièmement, une économie informelle est cruciale pour le développement de plaques tournantes illicites, tandis que l'accès aux systèmes financiers formels est souhaitable. En grande partie en espèces, l'économie informelle peut faciliter le blanchiment des produits de l'économie illicite. Lorsqu'il existe une économie informelle à côté des entreprises licites, l'argent « noir » peut être injecté dans le système financier formel.⁴⁷ Par exemple, en Guinée-Bissau, l'industrie de la noix de cajou, une industrie où de nombreuses

transactions sont informelles, serait utilisée comme moyen de blanchiment du produit illicite.⁴⁸ Il convient toutefois de noter que le produit illicite ne représente généralement qu'une faible proportion des finances des économies informelles, et que des mesures de répression aveugles à l'encontre des économies informelles peuvent nuire de manière disproportionnée aux populations vulnérables sans avoir d'incidence notable sur les économies illicites.



FIGURE 9 Facteurs de l'émergence de plaques tournantes illicites.

En outre, les plaques tournantes illicites se développent généralement dans ou à proximité des espaces de souveraineté contestée (par exemple, lorsque le gouvernement a un contrôle limité, et d'autres groupes ou acteurs cherchent à entrer dans le vide). Ces environnements créent des possibilités de cadres réglementaires informels et de gouvernance criminelle. Cela se retrouve souvent dans les zones frontalières, espaces géopolitiquement liminaux caractérisés par des niveaux de contrôle étatiques plus faibles.⁴⁹ De tels espaces de souveraineté contestée comprennent souvent un certain degré de conflit armé, car différents acteurs rivalisent pour le contrôle de la zone. À Kourou/Koalou, une portion de terre d'un peu moins de 70 kilomètres carrés contestée par le Bénin et le Burkina Faso, la nature contestée du territoire, ainsi que la progression rapide des groupes violents dans cette zone triangulaire, ont conduit à des forces de sécurité largement évacuées, permettant à des économies illicites telles que le commerce illicite de carburant, par exemple, de prospérer.

Enfin, et en relation avec la question de la corruption mentionnée précédemment, des plaques tournantes illicites apparaissent généralement dans des domaines où l'état de droit est faible, mais pas totalement absent.⁵⁰ La corruption, qui grasse les rouages de l'économie illicite, est répandue et tend à prospérer dans les domaines où la gouvernance est faible, facilitant ainsi les économies de protection.⁵¹ Toutefois, comme on l'a vu plus haut, les réseaux criminels ont besoin d'une infrastructure fiable pour fonctionner avec succès. Dans le cas d'États très instables ou défaillants, l'infrastructure est compromise. Par exemple, dans le contexte du commerce de la drogue, la perte potentielle d'un envoi au profit de bandits ou de groupes armés – des types de groupes que l'on trouve couramment dans les États défaillants – présente un risque inacceptable pour les profits. Par conséquent, si les zones de conflit offrent souvent la possibilité d'une expansion du marché illicite, des niveaux élevés d'instabilité risquent d'entraîner le déplacement des itinéraires de trafic illicite ailleurs, comme cela s'est produit avec les itinéraires de trafic de cocaïne transsahariens dans la période qui a suivi l'effondrement de l'État dans le nord du Mali en 2012, lorsque des groupes terroristes ont pris le contrôle.⁵²



Un garde forestier au parc national de Pendjari, Bénin. Il existe une menace de pénétration de groupes armés dans la zone plus vaste du parc national des trois frontières, qui s'étend jusqu'au Niger et au Burkina Faso. © Stefan Heunis/AFP via Getty Images

Régions frontalières

La répartition géographique des plaques tournantes illicites se caractérise dans une large mesure par un regroupement autour des frontières politiques, 49 % des plaques tournantes illicites identifiées étant situées le long ou à proximité des frontières terrestres nationales.⁵³ La présence de plaques tournantes illicites à proximité des frontières (138 sur 280) témoigne des avantages que présentent les zones frontalières pour les réseaux criminels, les organisations extrémistes et les groupes armés.⁵⁴

Les zones frontalières de la région sont très poreuses (bien qu'à des degrés divers), et dans de nombreuses régions, les frontières nationales existent plus en théorie qu'en pratique, transcendant des communautés qui étaient présentes bien avant la délimitation des États. Partout en Afrique de l'Ouest et au Sahel, les groupes armés utilisent à maintes reprises les zones frontalières pour opérer, recruter et lancer des attaques.⁵⁵ Les zones frontalières sont souvent des espaces caractérisés par une gouvernance étatique plus parcellaire, permettant à d'autres structures réglementaires informelles d'y émerger. Les acteurs de la criminalité et des conflits stratégiquement positionnés à proximité des frontières nationales peuvent exploiter les tensions

juridictionnelles entre les États et la porosité des frontières,⁵⁶ ce qui permet la circulation de marchandises illicites, y compris les armes, ainsi que les combattants et les otages.⁵⁷ En particulier, sur les 138 plaques tournantes situées à moins de 50 kilomètres d'une frontière nationale, 80 (58 %) sont classées comme points de transit, ce qui indique que des flux transnationaux de marchandises illicites les traversent.

Bon nombre des plaques tournantes situées à proximité des frontières terrestres sont également situés dans des zones frontalières où opèrent divers groupes armés, où les frontières sont floues et la souveraineté contestée. La région de Liptako-Gourma au Mali, au Niger et au Burkina Faso, en est un excellent exemple, de même que d'autres régions frontalières touchées par la violence, comme les régions du sud du Burkina Faso qui bordent le Bénin et le Togo. Conjugué à la concentration croissante d'événements violents près des frontières politiques en Afrique de l'Ouest (une constatation clé de l'indicateur de dynamique des conflits spatiaux de l'OCDE⁵⁸), cela souligne le chevauchement géographique croissant entre les économies illicites et l'instabilité dans la région, qui, au fil du temps, conduira probablement à un enracinement croissant des acteurs armés sur les marchés illicites.⁵⁹



Vue d'Aflao, Ghana, près de la frontière avec le Togo. Les plaques tournantes illicites proches des frontières ont tendance à jouer un rôle plus important en tant que vecteurs de conflit et d'instabilité. © <https://en.wikipedia.org/wiki/Aflao>

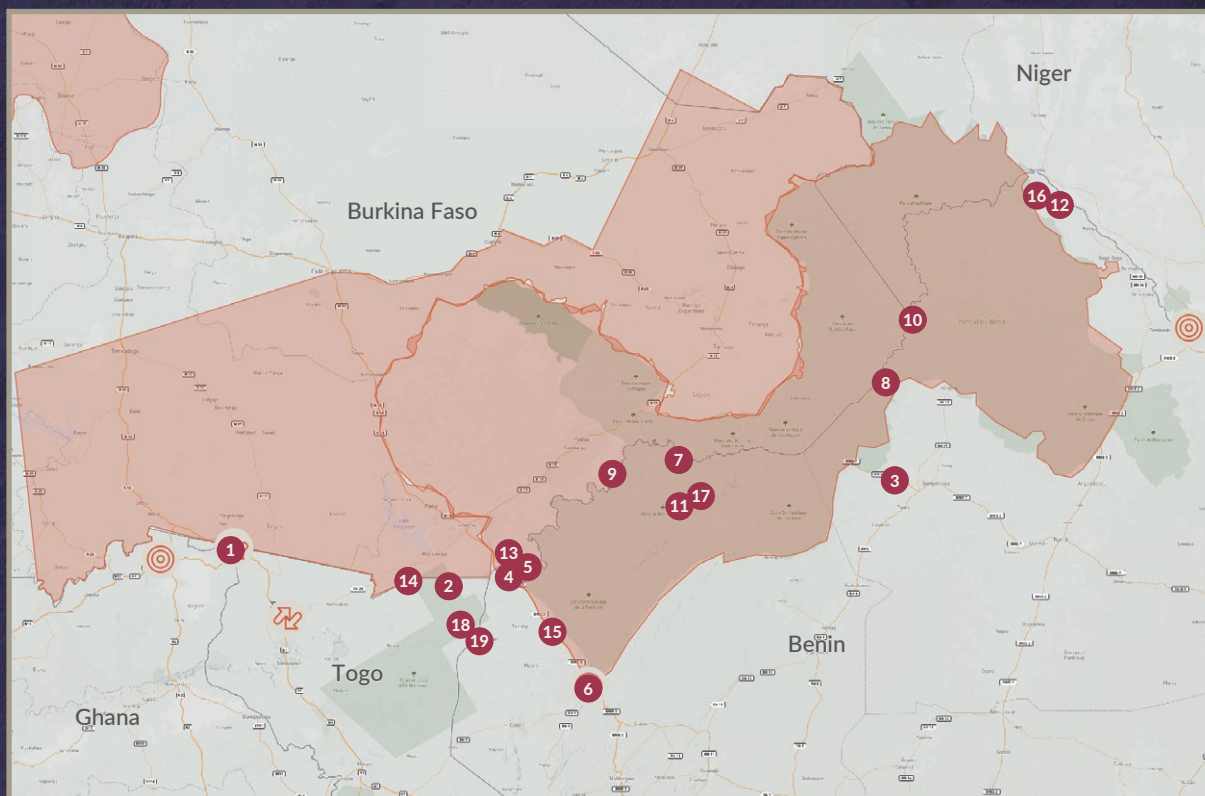
Les scores IEIM légèrement plus élevés des plaques tournantes à proximité des frontières suggèrent également que ces plaques tournantes ont tendance à jouer un rôle légèrement plus important en tant que vecteurs de conflit et d'instabilité. Les résultats de l'IEIM suggèrent que, parmi les plaques tournantes illicites situées sur ou à proximité des frontières, ce sont ceux d'Afrique centrale et du Sahel qui sont les plus pertinents.⁶⁰ Cela reflète la tendance des plaques tournantes illicites dans ces régions plus largement, dans les zones frontalières ou autrement, ayant des scores IEIM plus élevés. Cela corrobore également les conclusions de l'indicateur de conflit spatial de l'OCDE, qui constate non seulement que les régions frontalières sont plus meurtrières que toute autre région de la région, mais que celles du Sahel sont particulièrement violentes.⁶¹ Cela vient s'ajouter à la base croissante de données sur le rôle important des zones frontalières dans les marchés illicites régionaux et la violence, et reflète la littérature sur les conflits, ce qui confirme largement que la violence non étatique se développe initialement dans l'arrière-pays rural, souvent près des frontières.⁶²

On craint de plus en plus que la présence croissante de groupes armés dans les zones septentrionales de plusieurs États riverains de la région (à savoir le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire) ne se transforme également en participation à des économies illicites frontalières, les zones géographiques de présence de groupes armés et les marchés illicites dans ces zones se chevauchant de plus en plus. Même dans des contextes où les groupes armés ne tirent pas de revenus des marchés illicites, ils peuvent constituer des clients importants pour les réseaux illicites, forgeant

des relations qui peuvent évoluer au fil du temps. Lorsque des groupes armés acquièrent un certain contrôle territorial et commencent même à exercer une gouvernance sur des zones spécifiques, il devient de plus en plus courant que les revenus proviennent de routes de trafic bissectrices, principalement par le biais de paiements de protection.

Par exemple, le Bénin, qui, avec la Côte d'Ivoire, semble le plus exposé au risque d'attaques extrémistes violentes depuis ses voisins de l'intérieur, a longtemps été utilisé comme base de retraite et de réapprovisionnement par les groupes armés opérant au Burkina Faso et au Niger. Plus récemment, cela s'est traduit par une augmentation du nombre d'attaques perpétrées par des organisations extrémistes violentes dans les régions septentrionales.⁶³ Bien qu'il n'y ait pas encore de preuve que les organisations extrémistes violentes aient une présence permanente significative au Bénin, il est clair que des éléments de Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), le groupe extrémiste violent le plus important opérant au Burkina Faso, se procurent des fournitures sur le territoire béninois et ont développé une présence temporaire dans les régions d'Alibori, Atacora et Borgou.⁶⁴ Au Togo, depuis que le pays a subi son premier attentat terroriste mortel en mai 2022, des dizaines de personnes ont été tuées dans des attaques par des extrémistes violents. Plusieurs facteurs, notamment le nombre d'attaques distinctes, l'utilisation d'engins explosifs improvisés et le déplacement des cibles principalement militaires vers les civils, suggèrent que le JNIM s'est maintenant implanté dans le nord du Togo, en particulier dans les préfectures de Kpendjal et de Tone de la région des Savanes.⁶⁵

Attaques de groupes armés dans le nord du Bénin et du Togo



Annotation	Date
1 Des extrémistes violents présumés ont enlevé deux Français et tué leur guide local dans le parc national de Pendjari.	1er mai 2019
2 Les forces militaires ont repoussé une attaque présumée d'Ansarul Islam/JNIM contre un poste militaire à Sanloaga, préfecture de Kpendjal.	9 novembre 2021
3 Affrontement entre une patrouille de l'armée et des djihadistes présumés près de Keremou, dans le département d'Alibori.	30 novembre 2021
4 Le JNIM a attaqué un poste de sécurité frontalier à Porga, dans le département d'Atacora, tuant deux soldats.	1er décembre 2021
5 Quatre soldats ont été grièvement blessés lorsqu'un véhicule de l'armée béninoise a heurté un engin piégé probablement posé par des militants du JNIM près d'un site minier près de la ville de Porga.	10 décembre 2021.
6 Des militants présumés du JNIM ont attaqué une position de l'armée béninoise près de Tanguieta, tuant un soldat.	22 décembre 2021
7 Un véhicule de l'armée a heurté un engin piégé probablement posé par des militants du JNIM près de l'hôtel Pendjari, à Tanguieta, tuant trois soldats.	6 janvier 2022
8 Des militants présumés du JNIM ont attaqué le site touristique de Chutes de Koudou. Les militants ont tiré sur le directeur du site qui s'est échappé indemne, ont pillé les lieux et ont brûlé l'installation. Un garde qui tentait de résister a été blessé et brièvement enlevé avant d'être libéré.	4 février 2022
9 Les soldats ont repoussé une attaque menée par des militants présumés du JNIM contre une position de l'armée à Yangouali.	5 février 2022
10 Une série d'attentats au bord de la route dans le parc national W a tué 9 personnes, dont 5 gardes du parc et un formateur anti-braconnage français	8-10 février 2022
11 Les djihadistes présumés tendent une embuscade à un convoi de l'armée dans le parc national de Pendjari, tuant au moins cinq soldats.	11 avril 2022
12 Le JNIM a incendié le poste de police de Monsey et tué un policier dans la subdivision de Karimama.	26 avril 2022
13 Des militants présumés du JNIM ont attaqué une position de l'armée à Porga.	7 mai 2022
14 Soupçon d'attaque du JNIM contre un poste militaire dans la préfecture de Kpendjal. Première attaque jihadiste réussie au Togo, au cours de laquelle au moins huit soldats ont été tués.	11 mai 2022
15 Des djihadistes présumés ont lancé une attaque contre un poste de police à Dassari, dans le département d'Atakora, tuant deux officiers.	26 juin 2022
16 Le JNIM a tendu une embuscade aux soldats béninois de la Garde forestière près du parc W. Deux soldats sont morts et leurs motos, leurs armes et leurs munitions ont été volées.	4 juillet 2022
17 Les gardes forestiers ont échangé des tirs avec le JNIM présumé dans le parc national de Pendjari. Cinq personnes ont été arrêtées et une blessée.	5 juillet 2022
18 Des hommes armés ont tué au moins 12 civils lors de raids nocturnes dans des villages du nord du Togo.	14 juillet 2022
19 Une patrouille des forces armées a été prise en embuscade par des terroristes présumés dans le village de Tiwoli, préfecture de Kpendjal. Deux membres de la patrouille ont été tués.	18 juillet 2022

SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/



**Le groupe armé
Volontaires pour la
défense de la patrie
au Burkina Faso. Les
groupes armés sont une
source importante de
demande de chaînes
d'approvisionnement
informelles et illicites.**
© [https://en.wikipedia.org/
wiki/Volunteers_for_the_
Defense_of_the_Homeland](https://en.wikipedia.org/wiki/Volunteers_for_the_Defense_of_the_Homeland)

Les groupes armés sont devenus des consommateurs finaux majeurs (mais non exclusifs) des chaînes d'approvisionnement informelles et illicites qui traversent ces zones, notamment pour le carburant, les denrées alimentaires, les médicaments contrefaits, les véhicules et les motos de contrebande. Comme ces groupes sont une source importante de demande, les relations avec les réseaux de contrebande pour faciliter l'approvisionnement en fournitures peuvent se cristalliser en alliances de plus en plus stables, comme cela a été suivi dans les environs de la ville de Malanville, une ville de marché clé.⁶⁶ Ces relations, fondées sur l'entraide, se seraient traduites dans certaines zones du complexe du parc national des trois frontières⁶⁷ et des villages environnants par des paiements effectués par les communautés et les réseaux de contrebande aux éléments des groupes armés, qui, dans certains contextes, sont remboursés sous forme de protection sur certaines routes de contrebande.⁶⁸

La porosité des frontières non seulement réduit les obstacles pour les acteurs criminels, mais crée également des défis juridictionnels dans la poursuite des acteurs illicites et des conflits, tout en entravant l'application de la loi et les réponses militarisées.⁶⁹ Les efforts visant à réprimer ou à neutraliser les économies illicites dans un pays entraînent souvent le déplacement de réseaux et de routes à travers les frontières, ce que l'on appelle l'effet de ballon.⁷⁰ De même, les conflits ont tendance à se propager au-delà des frontières de l'État à mesure que les groupes armés se déplacent vers d'autres juridictions

en réponse aux efforts anti-insurrectionnels. Bon nombre des principaux obstacles à une réponse efficace aux économies illicites découlent de la nature asymétrique des relations entre les acteurs étatiques et non étatiques et les frontières nationales. Étant donné que les frontières sont intrinsèquement artificielles, en ce sens qu'elles « interposent des barrières entre des personnes qui n'existent par aucune loi fondamentale de l'organisation humaine »,⁷¹ elles ne sont pas toujours respectées en tant que frontières strictes. Alors que les forces de l'ordre nationales sont limitées par ces frontières « arbitraires et artificielles »,⁷² les acteurs non étatiques, des communautés frontalières locales aux groupes armés, ont tendance à ne pas l'être.

La corruption exacerbe ces avantages criminels et ces défis juridiques, car elle facilite les mouvements transfrontaliers irréguliers de personnes et de marchandises et entrave souvent la coopération transfrontalière en matière répressive. Dans la région de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), les protocoles de libre circulation transfrontalière facilitent également la circulation des personnes, tandis que les accords de coopération entre les services nationaux de détection et de répression qui existent sont souvent en retard dans leur mise en œuvre pratique. Les différences entre juridictions voisines, notamment en ce qui concerne les régimes fiscaux mais aussi les cadres législatifs, qui sont exploités par les acteurs concernés, rendent également les zones frontalières favorables aux économies de contrebande.



Le port de Cotonou, Bénin. Les marchés illicites qui transitent par certains ports maritimes en Afrique de l'Ouest contribuent à l'instabilité dans toute la région. © Photo par Wolfgang Kaehler/LightRocket via Getty Images

Plaques tournantes côtières et infrastructures commerciales maritimes

La grande majorité du commerce mondial passe par les ports maritimes, et les économies illicites tirent parti des possibilités offertes par le commerce maritime pour dissimuler les produits de base.⁷³ Les ports et les villes portuaires sont donc au cœur du commerce international et du commerce illicite. Le littoral ouest-africain, qui s'étend sur près de 17 000 kilomètres à travers 13 pays, ne fait pas exception et joue un rôle important dans les flux illicites transnationaux, et en particulier transcontinentaux.

En règle générale, les ports et aéroports (comme nous le verrons dans la section suivante) sont situés loin des zones de conflit et les niveaux de violence sont faibles. Par conséquent, ces plaques tournantes de transport ont tendance à avoir de faibles scores sur les indicateurs de l'IEIM qui suivent la violence et les conflits, et n'atteignent donc pas les scores IEIM hauts/très élevés.

Toutefois, les ports maritimes jouent souvent un rôle majeur en influençant les conflits et l'instabilité régionaux, étant donné l'importance des flux illicites à travers ces points de transit pour les produits de base qui transitent vers ou depuis les acteurs de conflit dans la région. Alors que la majorité des 13 ports maritimes identifiés comme des plaques tournantes illicites dans cette étude sont des plaques tournantes aux scores IEIM faibles, certains – nous avons identifié le port de Lomé, Togo, le port de Cotonou, Bénin, Banjul, Gambie,

Bissau, Guinée-Bissau, et Conakry, Guinée – sont des plaques tournantes aux scores IEIM moyens, suggérant que le rôle des marchés illicites transitant par ces ports dans l'instabilité de la région n'est pas négligeable.

Près de 30 % des plaques tournantes illicites identifiées à travers la région sont situées sur la côte ; la grande majorité d'entre eux (71 %) sont classés comme points de transit, ce qui reflète le rôle joué par l'accès aux routes maritimes et aux infrastructures maritimes dans le paysage du crime organisé. Cela fait écho à d'autres résultats de recherche qui soulignent l'importance de l'accès à l'eau pour le développement de plaques tournantes illicites, qui concluent que 67 % des plaques tournantes illicites étudiées dans le cadre de cette recherche se trouvent sur l'eau ou près de l'eau.⁷⁴

Toutefois, en tant que vecteurs de conflit et d'instabilité, les plaques tournantes côtières jouent un rôle beaucoup moins important que les plaques tournantes illicites intérieures. Si 45 % de l'ensemble des plaques tournantes illicites d'Afrique de l'Ouest sont des plaques tournantes aux scores IEIM faibles, ce pourcentage augmente considérablement pour atteindre près de 70 % si l'on considère uniquement les plaques tournantes situées sur la côte. L'image miroir de cette analyse met en évidence la différence de prévalence entre les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés : alors que près d'un quart de tous les plaques tournantes illicites sont des plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés, seulement 9 % des plaques tournantes illicites sur le littoral le sont.

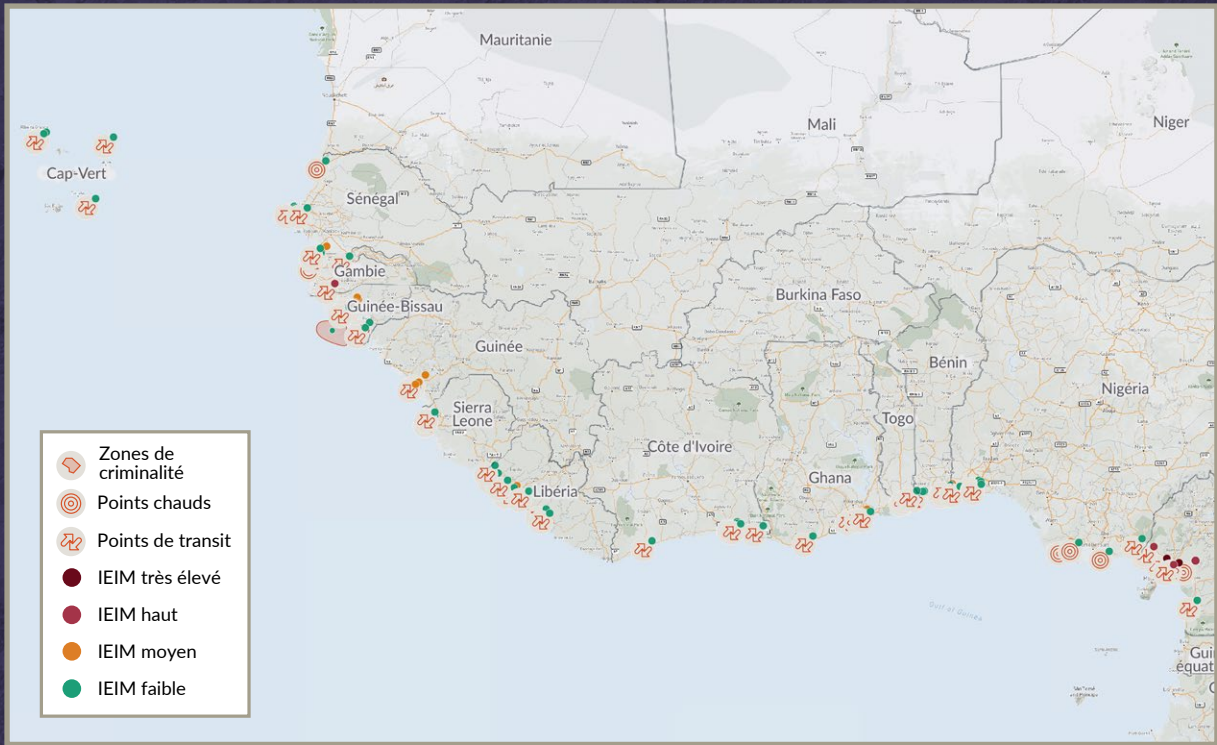


FIGURE 10 Plaques tournantes côtières par classification IEIM.

SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illegal-hub-mapping/fr/

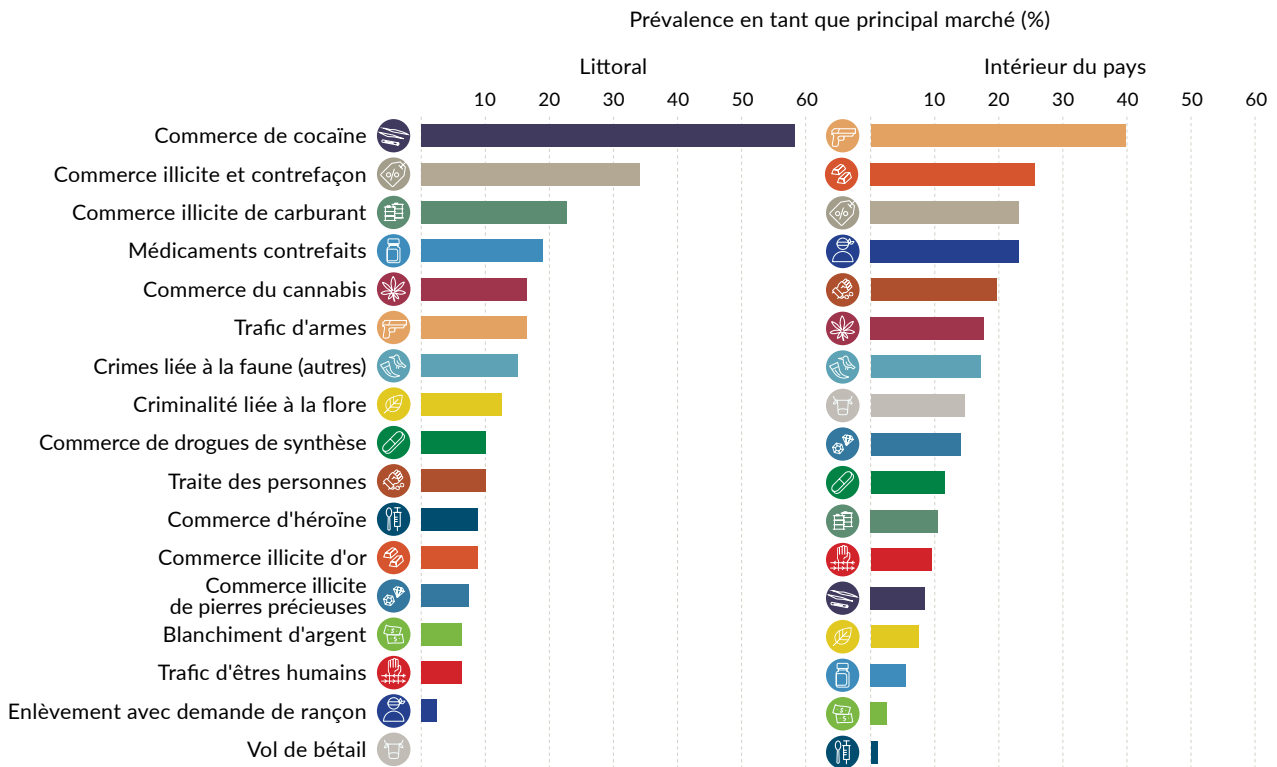


FIGURE 11 Prévalence de l'économie illicite dans les plaques tournantes côtières par rapport aux plaques tournantes intérieures.

Entre-temps, certaines économies illicites sont nettement plus répandues dans les plaques tournantes côtières, y compris le commerce de la cocaïne et le commerce illicite de carburant (voir la Figure 11).

L'importance du commerce illicite de carburant le long de la côte reflète l'importance du marché dans les États côtiers du sud du Nigéria, en particulier dans la région du delta du Niger. La ville côtière d'Oron, par exemple, est un point de transit important pour la contrebande de carburant. Elle accueille à la fois des communautés productrices de carburant et des itinéraires de transit pour le transport de carburant brut raffiné par des sociétés multinationales. Les criminels utilisent les cours d'eau et les rivières d'Oron, qui donnent accès à la mer et aux zones de l'arrière-pays, pour faire passer illégalement du carburant raffiné des sites de soutage de carburant d'Ikot Abasi et d'Oruk Anam vers d'autres parties de l'État d'Akwa Ibom, et de l'autre côté de la frontière vers le Cameroun.

Les acteurs étatiques jouent un rôle central dans les flux illicites à travers les ports maritimes de la région, comme en témoigne le fait qu'ils sont

identifiés comme des acteurs majeurs dans chacun des 13 ports maritimes identifiés comme des plaques tournantes illicites. Cette constatation met en évidence le rôle important de la corruption dans les sites d'infrastructures de transport maritime dans la région.⁷⁵

Le port de Cotonou est un bon exemple de port maritime qui joue un rôle important dans les flux illicites transnationaux, y compris, dans une certaine mesure, les produits de base qui font l'objet d'un trafic vers les zones de conflit et les acteurs. Le port a reçu un score IEIM moyen. Principale plaque tournante du commerce, représentant plus de 60 % du PIB du Bénin,⁷⁶ Cotonou est un canal stratégique de trafic illicite, approvisionnant le Nigeria (dont les tarifs plus élevés rendent les ports de ce pays moins attrayants pour les acteurs économiques, tant licites qu'illicites) ainsi que le Niger et d'autres pays enclavés au nord. Plus de 80 % de toutes les marchandises entrant au Bénin via le port sont destinées à la réexportation vers les pays voisins, soulignant l'importance stratégique du port dans les chaînes d'approvisionnement régionales, tant dans les économies formelles que informelles.⁷⁷



FIGURE 12 Plaques tournantes illicites portuaires.

SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illegal-hub-mapping/fr/

Pour donner un exemple du commerce de la drogue, un volume important de cocaïne circule à Cotonou. Rien qu'en 2020 et 2021, 557 kilogrammes de cocaïne ont été cachés dans un conteneur de noix de cajou à destination d'Anvers, en Belgique ; et près de 150 kilogrammes de cocaïne ont été trouvés cachés dans des conteneurs de sucre.⁷⁸ Ces saisies récentes suggèrent d'éventuelles fissures dans les structures de protection qui permettent le commerce de la cocaïne. Depuis Cotonou, la cocaïne est redistribuée par air, mer et terre. La distribution par la terre comprend des itinéraires vers le nord, des zones de bissection où les groupes armés sont connus pour assurer la protection des produits de base. Les véhicules, les motos et les pièces détachées sont également introduits en contrebande dans le port de Cotonou et dispersés dans toute la région, y compris dans certaines parties du Sahel et du Nigéria où il y a une demande de ces marchandises de la part des groupes armés.⁷⁹ Les cigarettes importées par le port de Cotonou ont également alimenté les économies de contrebande au Sahel, y compris au Mali, où elles fournissent une source de revenus aux acteurs armés.⁸⁰

Si l'on compare les économies illicites qui prévalent dans les ports maritimes à celles qui existent dans d'autres plaques tournantes illicites, le commerce de la cocaïne et les médicaments contrefaits, qui figurent parmi les quatre principaux produits illicites dans les plaques tournantes portuaires, combinés aux contrefaçons et aux crimes contre la flore, occupent une place disproportionnée dans les ports maritimes. Cela témoigne du rôle clef joué par les ports maritimes en tant que points d'entrée de ces produits illicites dans la région. Bien que certains pays d'Afrique de l'Ouest fabriquent des médicaments contrefaits,⁸¹ les points d'entrée maritimes, principalement pour les importations en provenance de l'Inde, demeurent

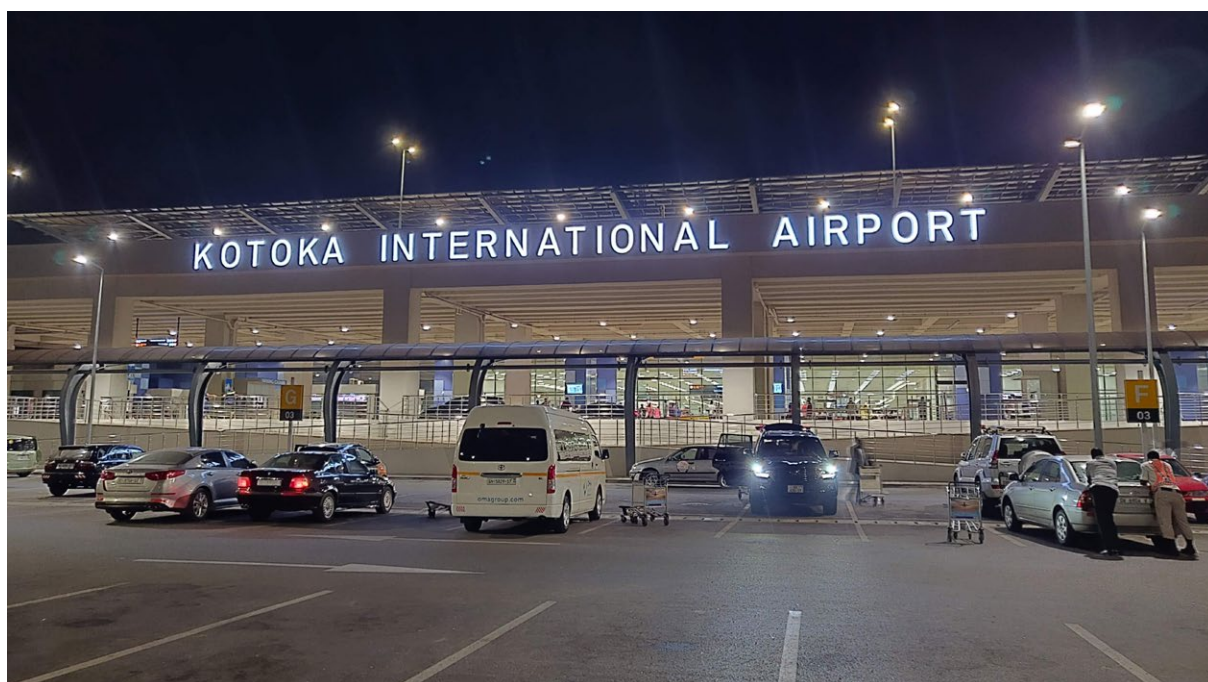
au cœur de l'importation et de la distribution régionale des médicaments contrefaits. Lomé, au Togo, et Cotonou, par exemple, figurent régulièrement parmi les ports régionaux où sont interceptés les plus grands volumes de produits pharmaceutiques contrefaits.⁸²

Infrastructure de transport

Les structures de transport sont fondamentales pour la nature « globale » des économies illicites, reliant les marchés locaux aux marchés mondiaux.⁸³ Alors que certains flux illicites ont une portée nationale ou régionale, d'autres, en particulier les produits de grande valeur tels que l'or ou la cocaïne, nécessitent un transport vers les marchés finaux internationaux.⁸⁴ Dans les zones d'instabilité, comprendre l'intersection des intérêts locaux et mondiaux est essentiel pour comprendre l'influence des réseaux illicites sur la dynamique des conflits.⁸⁵

Outre les ports maritimes, comme on l'a vu plus haut, les aéroports jouent un rôle clé dans les flux illicites transnationaux. Les aéroports ont été identifiés comme des plaques tournantes illicites clés dans 12 pays différents en Afrique de l'Ouest.⁸⁶

La grande majorité des 15 aéroports identifiés comme étant des plaques tournantes illicites font partie des plaques tournantes aux scores IEIM faibles. De nombreux produits essentiels pour les acteurs du conflit dans la région, y compris les armes et le carburant, n'utilisent généralement pas de couloirs aériens. En revanche, les drogues illicites, un flux de marchandises illicites prédominant dans de nombreux aéroports régionaux, ont des liens plus ténus avec les acteurs du conflit dans une partie importante de la région.



Aéroport international de Kotoka, Ghana. Les aéroports jouent un rôle clé dans les flux illicites transnationaux, bien que la majorité des aéroports identifiés comme des plaques tournantes illicites obtiennent des scores IEIM faibles. © https://en.wikipedia.org/wiki/Kotoka_International_Airport



FIGURE 13 Plaques tournantes illicites aéroportuaires.

SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/

Cette constatation s'explique en partie par le fait que, comme on l'a expliqué plus haut pour les ports maritimes, les aéroports sont généralement loin des conflits et de la violence et ont donc tendance à ne pas obtenir un score élevé pour la première composante, qui mesure les niveaux de conflit et d'instabilité. Néanmoins, la deuxième composante de l'IIEIM analyse les liens entre les économies illicites et les conflits, y compris les flux et le financement des acteurs des conflits à partir des plaques tournantes illicites concernées. Ici, il y a certains aéroports dont le rôle dans les chaînes d'approvisionnement impliquant les acteurs du conflit est remarquable.

L'un des produits liés au financement des acteurs du conflit dans la région est l'or, qui est exporté en grandes quantités par les aéroports régionaux vers les plaques tournantes de traitement international. Comme mentionné dans la section sur le commerce illicite de l'or ci-dessous, l'aéroport principal de Conakry est un point de transit pour des quantités

importantes d'or exportées du Mali où l'extraction de l'or est intimement liée au conflit et à l'instabilité. En outre, l'aéroport international de Lomé-Tokoin, par exemple, est utilisé comme point de sortie pour l'or provenant principalement du Burkina Faso. Le Togo n'est pas un pays producteur d'or, mais les contrebandiers transportent des volumes considérables d'or vers le pays depuis le Burkina Faso pour exploiter les politiques fiscales favorables du Togo.⁸⁷ Cet or est ensuite exporté, avec la participation d'intermédiaires commerciaux, via l'aéroport de Lomé vers les pays de destination, dont le plus commun est la Suisse.⁸⁸

La majorité des aéroports identifiés comme étant des plaques tournantes illicites sont les principaux aéroports internationaux du pays, mais d'autres aéroports plus petits, tels que l'aéroport Cufar de Guinée-Bissau et l'aéroport international Cesária Évora de Cabo Verde, ont également été évalués comme jouant un rôle important dans les économies illicites régionales, en particulier le commerce de la cocaïne.



L'autoroute Kaduna-Abuja. La majorité des plaques tournantes illicites sont situées sur ou à proximité des grandes routes opérationnelles.

© Irene Becker Photography via Getty Images)

Nos conclusions montrent que ces aéroports ne sont pas les seuls : le commerce de la cocaïne est un marché majeur dans les 15 aéroports identifiés comme des plaques tournantes illicites, ce qui souligne l'importance des aéroports de plus en plus connectés dans l'écosystème criminel de la cocaïne en Afrique de l'Ouest.⁸⁹ La corruption est une caractéristique majeure des activités criminelles organisées qui ont lieu dans les plaques tournantes de transport. Les économies illicites qui prévalent dans les aéroports de la région sont facilitées et protégées par des membres de l'appareil d'État. L'implication des services de détection et de répression dans le trafic de drogue a été soulignée dans un certain nombre d'aéroports de la région, y compris en Côte d'Ivoire,⁹⁰ au Ghana,⁹¹ au Libéria⁹² et, notamment, en Guinée-Bissau, où, selon une personne interrogée, « l'impunité n'a pas de limites ».⁹³ À l'instar des ports maritimes (voir la section précédente), les acteurs intégrés dans l'État étaient beaucoup plus répandus dans les aéroports que dans l'ensemble des plaques tournantes : sur les 15 aéroports identifiés comme des plaques tournantes illicites, les acteurs intégrés dans l'État ont été identifiés comme des acteurs criminels majeurs dans neuf d'entre eux.

Bien que la densité des routes pavées à travers l'Afrique soit très inférieure aux moyennes mondiales,⁹⁴ les routes restent le mode de transport prédominant à travers le continent, utilisé pour transporter au moins 80 % des marchandises et 90 % des passagers, selon la Banque africaine de développement.⁹⁵ Les marchandises illicites et la circulation irrégulière des personnes utilisent généralement la même

infrastructure de transport que l'économie licite, les réseaux routiers sous-tendant la plupart des itinéraires de trafic terrestre.

Ainsi, la grande majorité des plaques tournantes illicites sont situées sur ou près des routes opérationnelles principales : 203 plaques tournantes (73 %) sont situées sur ou près des routes principales, et 49 autres (18 %) sur ou près des routes secondaires. Seuls 10 % des plaques tournantes illicites ne sont pas situées sur les grandes routes opérationnelles ou à proximité, ce qui souligne l'importance de la connectivité à la majorité des économies illicites. Non seulement les réseaux routiers jouent un rôle important dans la formation des plaques tournantes illicites elle-mêmes, mais la facilité d'accès facilite également les liens entre les différentes plaques tournantes illicites. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les plaques tournantes illicites se développent rarement dans des zones isolées, mais dépendent plutôt de l'interconnectivité avec d'autres plaques tournantes d'activité économique, tant formels qu'informels. Seuls 6 % des 280 plaques tournantes illicites recensées dans la région ne sont pas situés à moins de 100 kilomètres d'une zone urbaine.⁹⁶ Les chercheurs ont été invités à examiner non seulement la proximité d'une route, mais aussi son état de fonctionnement, en tenant compte du fait que la route était impraticable pendant une partie de l'année ou que l'état de la route avait gravement affecté la connectivité offerte par la route.⁹⁷

La connectivité offerte par des réseaux routiers distincts façonne les marchés illicites qui dépendent de cette infrastructure. Par exemple, la région du sud-est du Libéria, où l'extraction informelle d'or et de diamants

est courante, est coupée de la capitale pendant plus de sept mois de l'année, en raison des routes inondées. Cela encourage la contrebande d'une série de biens et de marchandises, y compris l'or, les diamants, le caoutchouc et le cacao, du sud-est à la frontière avec la Côte d'Ivoire, plutôt que d'encourager le transport vers les marchés de Monrovia. De même, des chercheurs ont avancé qu'il est probable que la mauvaise qualité du réseau routier libérien rende le port franc de Monrovia moins attractif pour les réseaux criminels, car le coût et le temps nécessaires au transport des marchandises, tant licites qu'illicites, du port vers d'autres régions du pays ou de la région, sont élevés.

Au Nigéria, une plus grande proportion de plaques tournantes illicites que dans l'ensemble de la région ne sont pas situés à proximité des grandes routes opérationnelles (bien qu'environ la moitié des plaques tournantes illicites soient situées à proximité des grandes routes opérationnelles).⁹⁸ Cela reflète à la fois le fait qu'une grande partie du réseau routier, en particulier dans les zones rurales, n'est pas opérationnel pendant la saison des pluies (un défi qui

touche une proportion importante de la région) et le fait qu'un certain nombre de plaques tournantes illicites au Nigéria se trouvent dans les zones rurales. En outre, les économies illicites dominantes au Nigéria figurent parmi celles qui apparaissent le plus souvent loin des grandes routes. L'enlèvement pour rançon et le trafic d'armes, les deux principaux marchés les plus fréquemment identifiés à travers le Nigéria, figurent parmi les principaux marchés les plus répandus dans les plaques tournantes illicites sans routes opérationnelles proches.⁹⁹

Lorsque les routes ne sont pas à la base des routes de contrebande, un équipement ou des connaissances plus spécialisés sont généralement nécessaires pour effectuer le transit. C'est le cas, par exemple, dans le désert du Sahara, dans les régions les plus septentrionales du Niger, qui accorde aux groupes de bandits tchadiens, principalement composés d'anciens mercenaires et rebelles, un bon accès aux véhicules et une connaissance approfondie du terrain, un avantage opérationnel par rapport à d'autres réseaux criminels locaux qui opèrent généralement sur des motos,

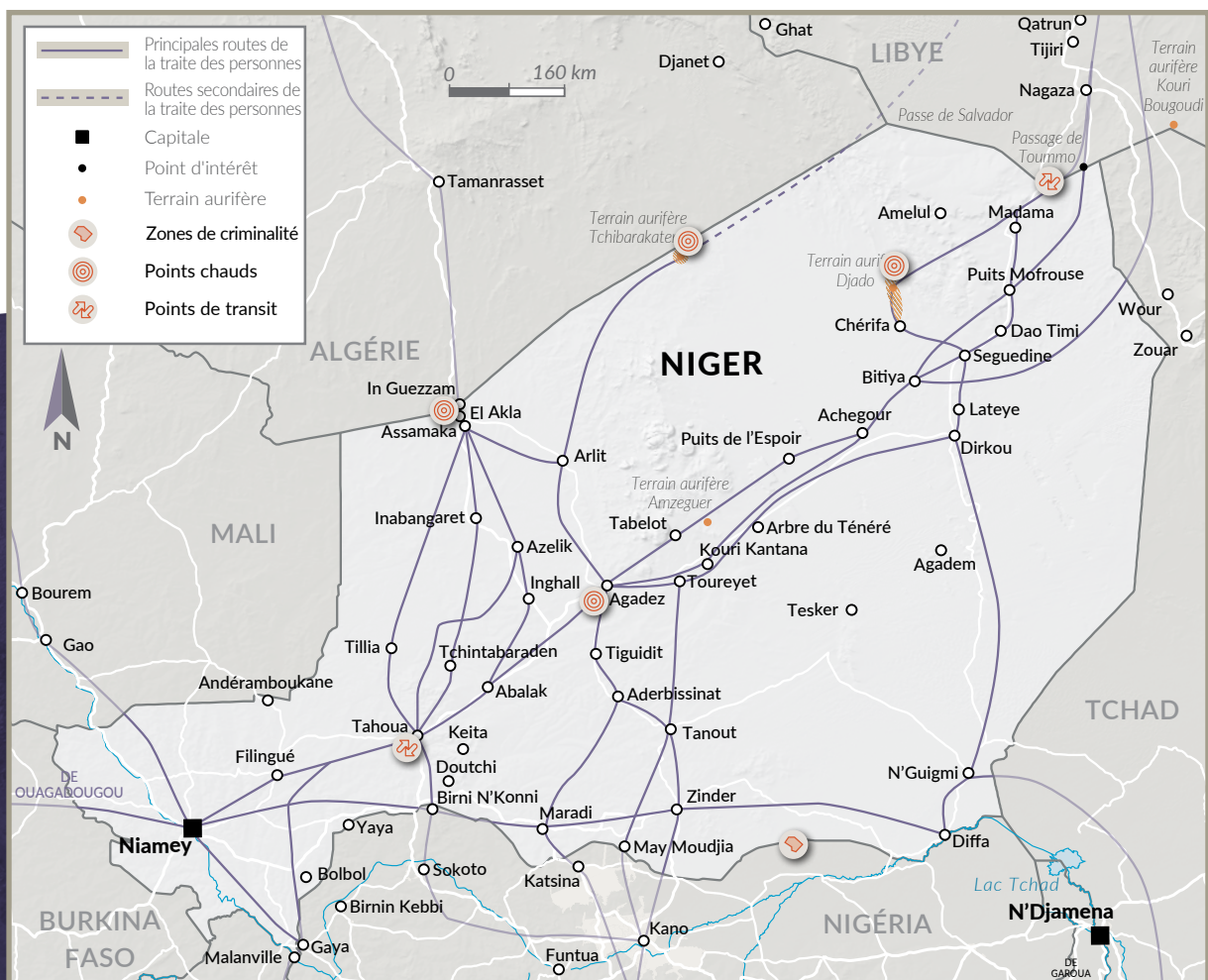


FIGURE 14 Plaques tournantes illicites de la traite des personnes au Niger.



Les policiers contrôlent un véhicule à la ville frontière Bénin-Nigéria de Krake, décembre 2020. © Yanick Folly/AFP via Getty Images

des véhicules inadaptés au terrain.¹⁰⁰ De même, les passeurs opérant au Niger évitent généralement les routes principales pour atténuer le risque d'interdiction, et nécessitent donc une connaissance spécialisée des itinéraires souvent éloignés.¹⁰¹

Il est intéressant de noter que les plaques tournantes illicites où la traite des personnes constitue un marché majeur (qui sont regroupés au Sahel, une région où environ la moitié des plaques tournantes illicites sont proches des grandes routes opérationnelles) sont plus souvent loin d'être une route opérationnelle majeure que les plaques tournantes illicites comportant d'autres marchés.¹⁰² Cela peut refléter le fait que dans de nombreuses régions bien reliées par des infrastructures routières, les migrants en situation irrégulière sont plus habilités à se déplacer de manière indépendante, y compris en utilisant des moyens de transport public. Lorsqu'un soutien spécialisé est nécessaire pour transiter par une zone particulière – que ce soit en raison de barrières géographiques ou politiques –, cela crée une demande pour les passeurs. Les réseaux de la traite des personnes sont mieux compris comme des prestataires de services, où le service est la facilitation de la circulation à travers un obstacle particulier.

Si les routes jouent un rôle central dans les flux illicites et dans la connexion des plaques tournantes illicites, elles accueillent aussi souvent les économies illicites elles-mêmes, à savoir le banditisme, l'enlèvement contre rançon et la taxation et l'extorsion illicites. Au Nigéria, plusieurs grands axes routiers ont été identifiés comme des zones où des attaques sont systématiquement lancées. L'autoroute entre Dansadau, Gusau et Anka, par exemple, est connue pour les enlèvements et les vols à main armée. Le 19 mai 2021, par exemple, 18 passagers

ont été enlevés par des bandits le long de la route.¹⁰³ L'autoroute reliant Makurdi et Lafia est un autre site de vols à main armée et d'enlèvements fréquents.¹⁰⁴

Enfin, les réseaux routiers sont également des facteurs clés – ou des facteurs limitatifs – de la mobilité des groupes rebelles et des forces armées de l'État, et jouent donc également un rôle important dans la dynamique des conflits. Un manque de connectivité routière liant les régions éloignées à la capitale engendre souvent un engagement plus limité de l'État central, ce qui peut à son tour alimenter la marginalisation des communautés.¹⁰⁵ Si l'on considère la distribution IEIM des plaques tournantes par rapport à leur proximité des grandes routes opérationnelles, cela indique qu'une proportion légèrement plus élevée de plaques tournantes où les économies illicites ont un lien étroit avec l'instabilité sont positionnées loin des grandes routes opérationnelles.¹⁰⁶ Cela reflète la proportion légèrement plus élevée de plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés dans les zones rurales, plutôt qu'urbaines.

Plaques tournantes urbaines

Les villes émergent souvent sur des corridors commerciaux de longue date, en particulier aux endroits où les marchandises sont transbordées d'un mode de transport à un autre (par exemple, de la mer à la terre via un port).¹⁰⁷ En conséquence, tous les aéroports internationaux et les ports maritimes identifiés sont situés dans les villes ou à proximité. Cette connectivité renforcée, les villes jouant souvent le rôle d'interface entre le local et le mondial, signifie que les villes fonctionnent souvent comme des endroits clés pour

les affaires licites et illicites.¹⁰⁸ Les caractéristiques des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest soulignent cette dynamique. La grande majorité (71 %) des 280 plaques tournantes illicites recensées dans la région sont situés dans les zones urbaines ou à proximité.¹⁰⁹

Les villes, grâce à leur population plus nombreuse, fournissent des marchés de consommation plus importants pour les produits illicites – en particulier les biens consommables tels que les drogues illégales et les médicaments contrefaits. L'économie de la cocaïne en est un excellent exemple, puisqu' elle occupe une place importante dans 27 % des plaques tournantes urbaines, contre seulement 12 % dans les plaques tournantes illicites rurales. Après le commerce de la cocaïne, les trois économies illicites suivantes qui présentent les plus grandes disparités de prééminence entre les plaques tournantes urbaines et rurales sont également des éléments du commerce de la drogue, à savoir les médicaments contrefaits, les drogues de synthèse et l'héroïne. Les marchés de la drogue sont particulièrement prononcés dans les capitales ;

le commerce de la cocaïne et le commerce du cannabis figurent parmi les trois marchés les plus importants dans près de la moitié des 15 capitales identifiées comme des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest. À Dakar, par exemple, le cannabis cultivé dans la zone des Niayes est vendu par de petits commerçants, tant dans les quartiers du centre-ville que dans les banlieues. À Banjul, le cannabis est vendu dans l'ancien marché, anciennement connu sous le nom de Tati Pere, qui est une plaque tournante pour les réseaux criminels.

D'autres caractéristiques souvent associées aux grandes agglomérations urbaines, telles qu'une plus grande connectivité et des services bancaires plus développés, peuvent également faciliter les activités illicites.¹¹⁰ Les banques et autres institutions financières, qui sont en grande partie concentrées dans les capitales, sont parmi les moyens les plus courants de blanchiment d'argent illicite.¹¹¹ Alors que le blanchiment d'argent est identifié comme un marché majeur dans très peu de plaques tournantes illicites à travers l'Afrique de l'Ouest (10), huit de ces plaques tournantes sont des plaques tournantes urbaines, dont cinq sont des capitales. À Monrovia, par

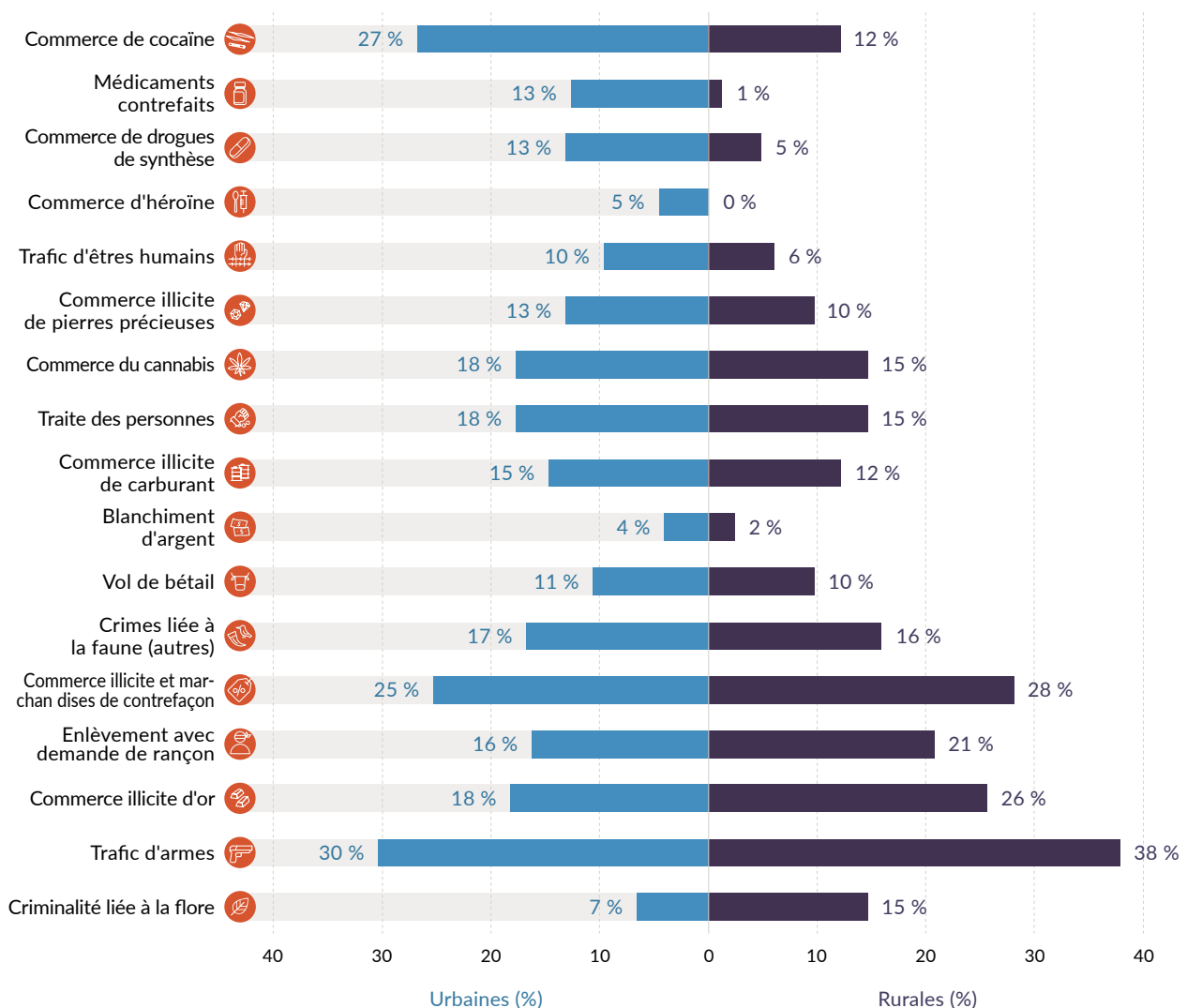


FIGURE 15 Prévalence de l'économie illicite dans les plaques tournantes urbaines (à gauche) par rapport aux plaques tournantes rurales (à droite).

exemple, le marché en plein essor de la fausse monnaie, coordonné en grande partie par des commerçants peuls et impliquant apparemment des ressortissants libanais, est soupçonné d'être un canal de blanchiment de fonds liés à des groupes armés et djihadistes dans la sous-région.¹¹² C'est un exemple de la manière dont le caractère intrinsèquement cosmopolite des grandes zones urbaines, avec les communautés étrangères nationales et migrantes, facilite considérablement les liens avec les marchés étrangers, tant licites qu'illicites.

Les économies illicites qui occupent la première place dans les plaques tournantes urbaines sont également celles qui ont tendance à avoir moins d'influence en tant que facteurs de conflit et d'instabilité, comme nous le verrons dans la section suivante. Il n'est donc pas surprenant que 82 % des plaques tournantes urbaines soient des plaques tournantes aux scores IEIM faibles ou moyens ; seuls 3 % des plaques tournantes urbaines sont des plaques tournantes aux

scores IEIM très élevés (les 15 % restants des plaques tournantes urbaines étant plaques tournantes aux scores IEIM hauts). Inversement, les marchés illicites dans les plaques tournantes rurales sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des liens étroits avec l'instabilité, 35 % des plaques tournantes rurales tombant dans les scores IEIM hauts ou très élevés. Les économies illicites présentes dans ces plaques tournantes sont connues pour avoir des liens étroits avec la dynamique de l'instabilité : le trafic d'armes, par exemple, est l'économie illicite la plus souvent identifiée dans les plaques tournantes rurales, avec le commerce illicite de l'or et l'enlèvement contre rançon également particulièrement importants. Comme nous le verrons dans la section suivante, ces économies illicites entretiennent des relations particulièrement étroites, quoique complexes, avec les conflits, la violence et l'instabilité.

Économies illicites

L'une des contributions originales que le projet de cartographie des plaques tournantes illicites apporte à la base de connaissances existante sur la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest est l'information qualitative sur l'importance de certaines économies illicites dans les différents plaques tournantes illicites. Alors que des analyses de la portée et de l'ampleur des économies illicites dans la région existent au niveau national – comme l'indice de criminalité organisée ENACT – la cartographie des plaques tournantes

illicites fournit des informations sur la concentration des marchés au niveau infranational.¹¹³

Les résultats montrent que le trafic d'armes et le commerce illicite et les marchandises de contrefaçon étaient les deux marchés les plus fréquemment identifiés par les chercheurs comme étant les principaux marchés à travers les plaques tournantes de la région, identifiés respectivement dans 33 % et 26 % des plaques tournantes illicites, suivis par le commerce de la cocaïne



Les travailleurs de Gambie et de Guinée chargent du bois dans un conteneur, avril 2014. © Reuters/Alamy Stock Photo

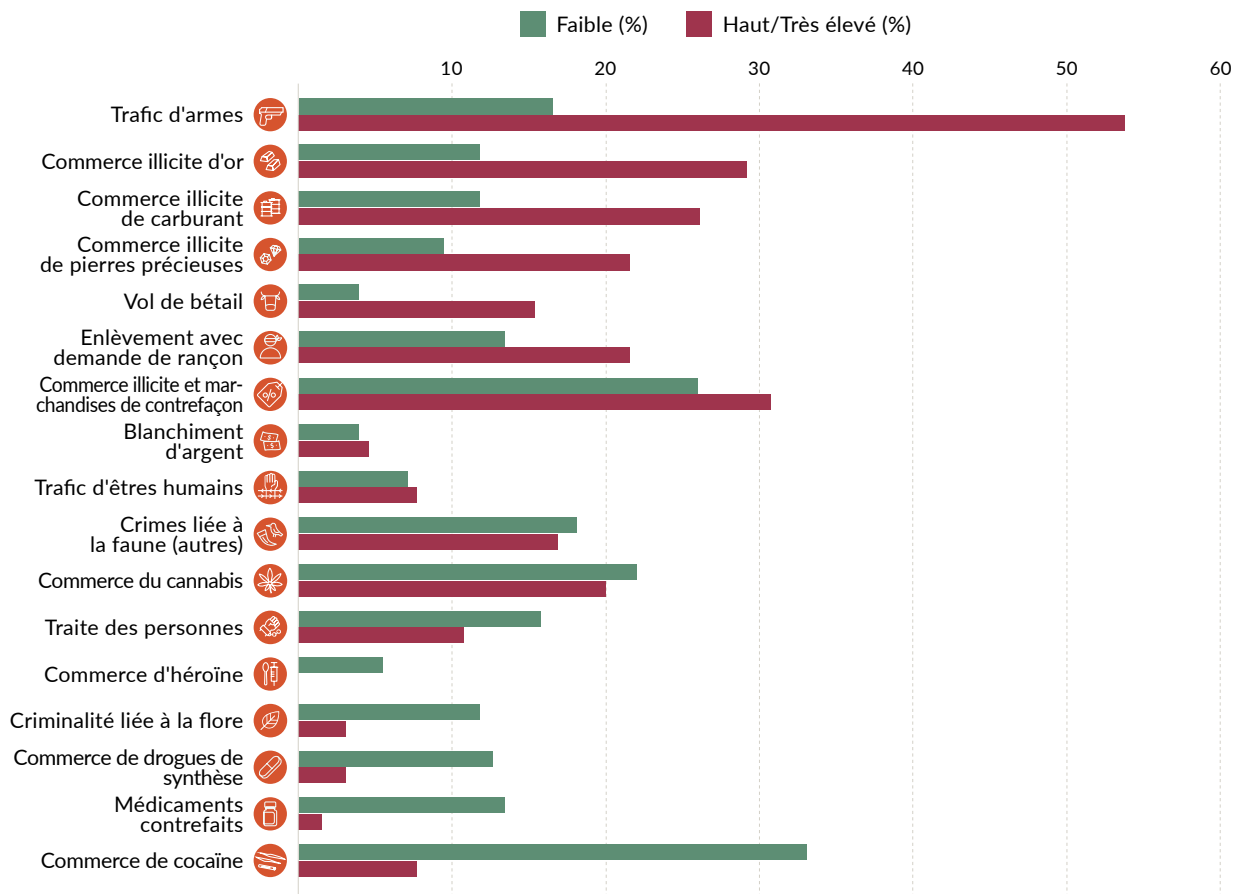


FIGURE 16 Prévalence de l'économie illicite dans les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés par rapport aux plaques tournantes aux scores IEIM faibles.

(23 %) et le commerce illicite de l'or (21 %). Ces marchés sont très répandus dans toute la région, le trafic d'armes, le commerce illicite et les marchandises de contrefaçon, ainsi que le commerce de la cocaïne étant identifiés comme l'un des trois marchés les plus répandus dans les plaques tournantes illicites situées dans 14 des 18 pays ; le commerce illicite de l'or a été identifié dans les plaques tournantes illicites de 13 pays différents d'Afrique de l'Ouest.

L'examen de la prévalence de l'économie illicite à travers le prisme de l'IEIM fournit des indications sur la relation différente entre les économies illicites distinctes et les conflits et l'instabilité. Comme le montre la Figure 16, la prévalence de certaines économies illicites diffère considérablement entre les plaques tournantes illicites aux scores IEIM faibles et ceux aux scores IEIM hauts.

Le marché du commerce illicite et des marchandises de contrefaçon, par exemple, est tout aussi répandu dans les plaques tournantes aux scores IEIM faible et les plaques tournantes aux scores IEIM hauts/très

élevés. De même, le commerce du cannabis et les crimes contre la faune, par exemple, sont également représentés de manière relativement égale dans l'ensemble du spectre de l'IEIM. Il est intéressant de noter que l'analyse de ces deux marchés criminels et l'instabilité au niveau des pays (à l'aide des résultats de l'indice de criminalité organisée) ne montrent pas non plus de relation statistique perceptible.¹¹⁴

Toutefois, certaines économies illicites – notamment le trafic d'armes, le commerce illicite de l'or, de carburant et des pierres précieuses, les enlèvements contre rançon et le vol de bétail – occupent une place beaucoup plus importante dans les plaques tournantes illicites qui sont des vecteurs plus importants de conflits et d'instabilité. Cela donne à penser que ces économies illicites sont généralement plus étroitement liées à l'instabilité, ce qui vient étayer les résultats des recherches existantes qui mettent en évidence l'impact différencié de différentes économies illicites sur la stabilité.¹¹⁵

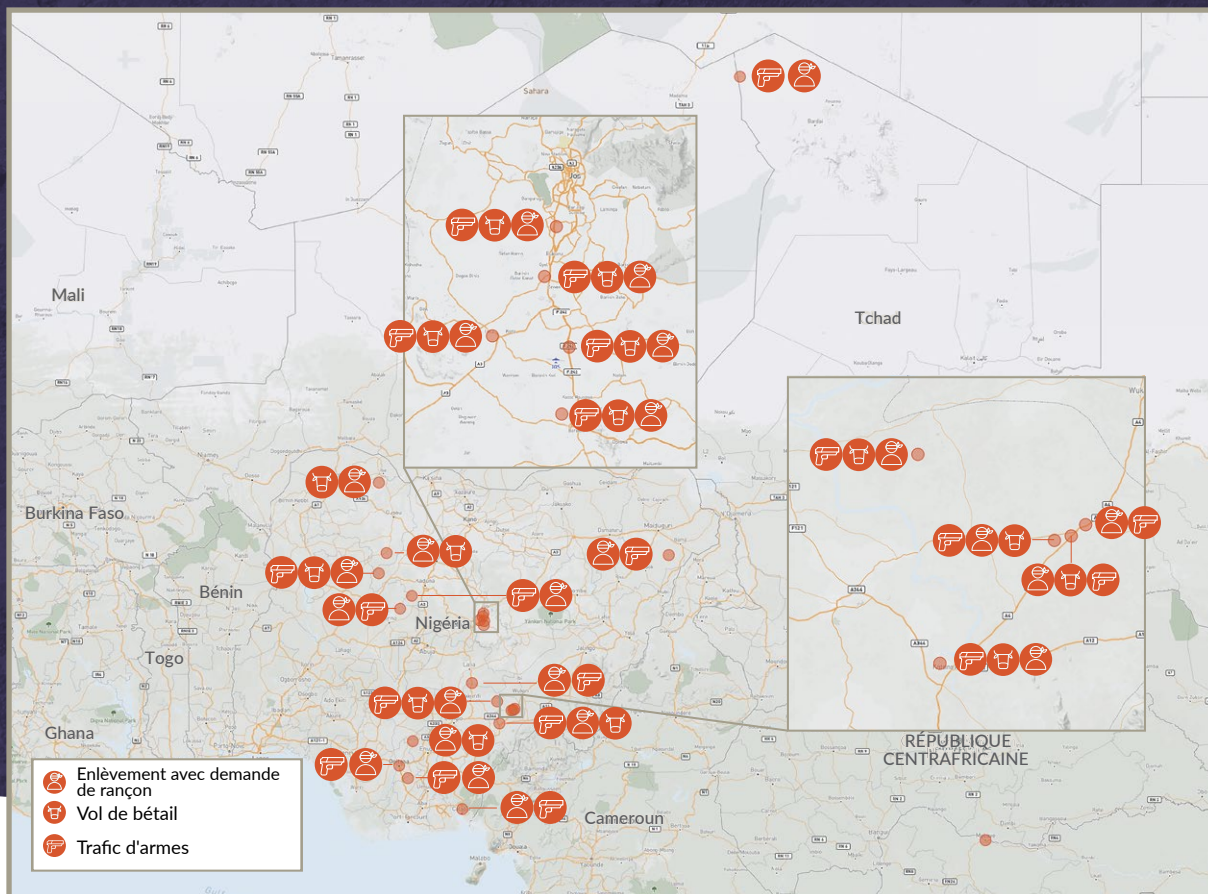


FIGURE 17 Carte des plaques tournantes illicites du trafic d'armes, du vol de bétail et de l'enlèvement contre rançon.

SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/

Inversement, le commerce de la cocaïne, ainsi que le commerce illicite de médicaments contrefaits, sont beaucoup plus fréquents dans les plaques tournantes aux scores IEIM faibles que dans les plaques tournantes aux scores IEIM hauts – ce qui est corrélé à la prévalence plus élevée de ces marchés dans les plaques tournantes côtières, qui ont des scores IEIM inférieurs.

La section ci-dessous se concentre sur l'exploration des dynamiques entourant les marchés ayant des relations contrastées avec l'instabilité et les conflits. Outre les trois économies illicites présentant les plus grandes disparités de prévalence dans les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés par rapport aux plaques tournantes aux scores IEIM faibles (trafic d'armes, commerce de la cocaïne et commerce illicite de l'or), la section suivante examine également deux autres marchés – le vol de bétail et l'enlèvement contre rançon – qui sont intimement liés au conflit et à l'instabilité.

Marchés accélérateurs : trafic d'armes, enlèvement avec demande de rançon et vol de bétail

Les conclusions de cette étude mettent en évidence le lien étroit qui existe entre le trafic d'armes et l'instabilité.¹¹⁶ Le trafic d'armes peut être considéré comme un marché « accélérateurs », en ce sens que non seulement il alimente la violence au sens immédiat, mais il contribue également « à la fragmentation des conflits, à l'augmentation du nombre de groupes criminels, à l'augmentation de la violence en tant que vecteur de contrôle du marché et au renforcement des groupes idéologiques et criminels armés contre les réponses de l'État ».¹¹⁷

Le trafic d'armes est un marché majeur plus couramment présent dans les plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés que dans les plaques tournantes aux scores IEIM moyens et faibles, présent dans plus de la moitié (54 %) des plaques tournantes aux scores supérieurs, contre un peu plus d'un quart (27 %) dans les plaques tournantes aux scores inférieurs.¹¹⁸ Cette relation entre les armes et les conflits et l'instabilité au niveau infranational

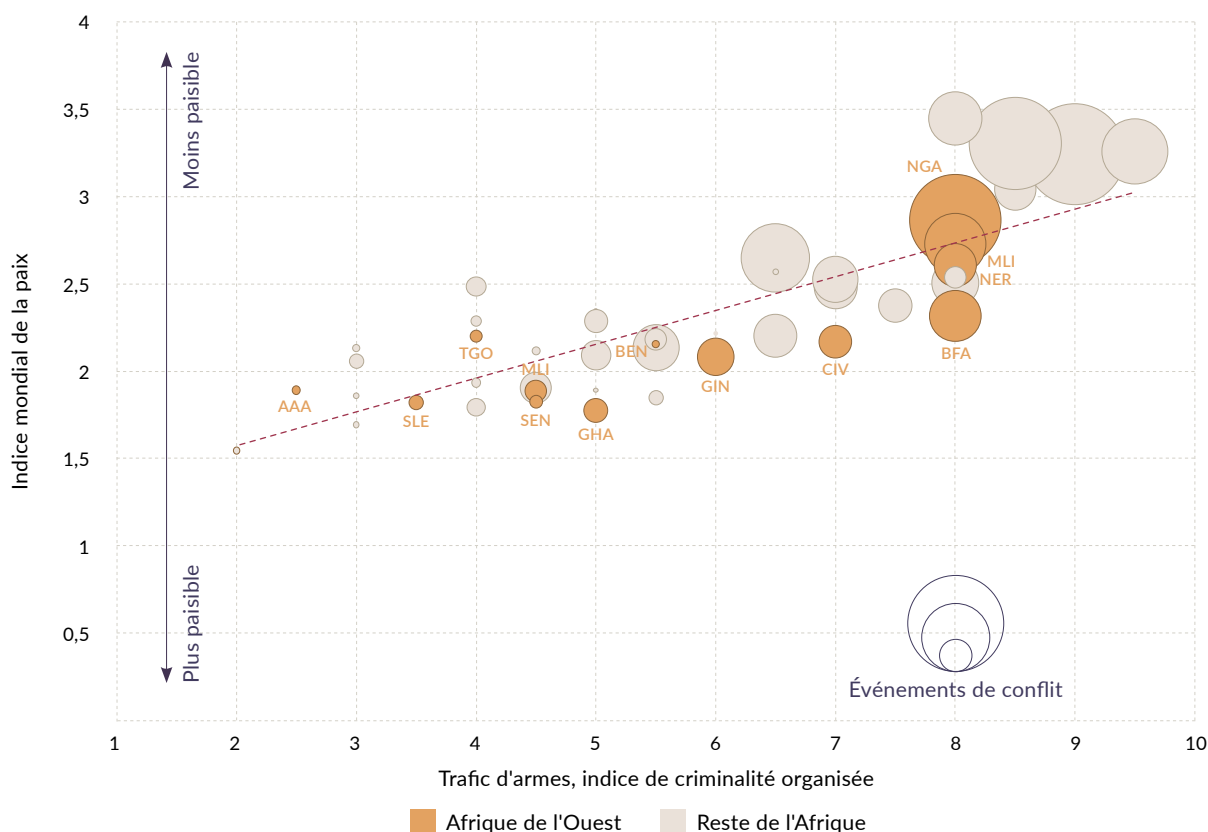


FIGURE 18 Relation entre le trafic d'armes, la paix et les conflits en Afrique.

SOURCE : Indice du crime organisé en Afrique 2021 ; Vision of Humanity (Institute for Economics and Peace) ; ACLED

est également clairement identifiable au niveau national. Dans l'ensemble de la région, les pays où le trafic d'armes est le plus répandu selon l'indice de la criminalité organisée, notamment le Niger, le Nigéria, le Mali et le Burkina Faso, sont tous des épicentres de la violence.¹¹⁹ La Figure 18 montre la forte corrélation entre la prévalence du trafic d'armes et la paix.

En revanche, seuls 16 % des plaques tournantes illicites qui ne font pas du trafic d'armes un marché majeur sont des plaques tournantes aux scores IEIM hauts ou très élevés. Il est probable que cela reflète la relation auto-renforçante entre les armes et l'instabilité : le marché des armes accélère la violence en armant les conflits,¹²⁰ tandis que les acteurs violents se tournent généralement vers les chaînes d'approvisionnement illégales pour obtenir des armes lorsque les sources légales sont bloquées (par exemple, lorsque des embargos sur les armes sont imposés). En outre, l'instabilité alimente la demande d'armes pour l'autoprotection, ce qui gonfle le marché des armes. La demande est satisfaite à la fois par la fabrication artisanale d'armes et le trafic d'armes dans la région. Le Nigéria, par exemple, joue un rôle important en tant que plaque tournante du trafic d'armes, les armes importées dans le pays provenant principalement du Mali

et d'autres zones de conflit clés au Sahel et en Afrique du Nord, ainsi que de la production locale d'armes.¹²¹

Ce cycle d'augmentation de la demande d'armes dans un contexte d'instabilité croissante est illustré par la dynamique de la ville malienne de Ber, qui obtient un score IEIM très élevé. Situé au bord du désert du Sahara et à proximité d'un important port régional sur le fleuve Niger, Ber obtient un score haut à travers plusieurs composantes de l'IEIM. En termes de connectivité, Ber offre un accès direct par voie terrestre et fluviale à Tombouctou et Gao, en plus des zones de conflit dans le centre du Mali. L'absence des forces étatiques et internationales maliennes permet aux acteurs criminels d'opérer de manière relativement ininterrompue. La ville a longtemps servi de marché et de point de stockage clé pour les biens licites et illicites, y compris les produits de consommation introduits en contrebande à partir de l'Algérie. L'or provient également des régions de Kidal et de Gao, et la ville de Ber est utilisée pour stocker les stupéfiants trafiqués à travers le nord du Mali – en fait, jusqu'à ce que les accords récents entre les groupes rivaux réduisent la violence sur les routes de trafic, la ville de Ber était l'un des endroits où les groupes armés s'affrontaient.

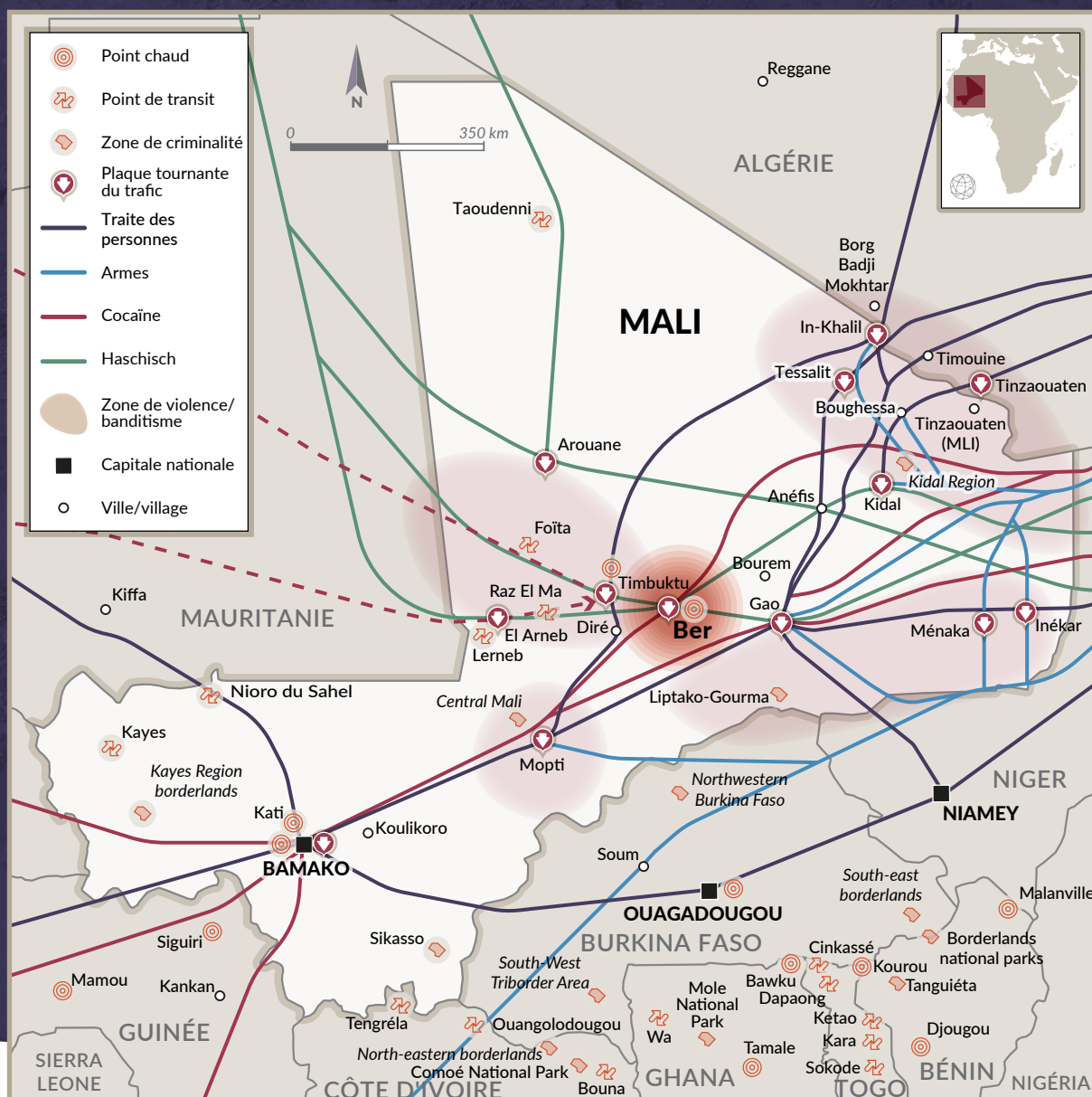


FIGURE 19 Flux illicites à travers Ber, Mali.

Depuis 2020, Ber est un point clé de l'industrie transnationale du trafic d'armes, largement exploité par des acteurs des communautés arabes du nord du Mali. La demande d'armes a augmenté, en particulier depuis 2016, de la part des groupes armés, des milices d'autodéfense et des communautés pour la protection. Le programme malien de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), mis en œuvre de manière désordonnée, a contribué à cette augmentation de la demande d'armes.¹²² Lorsque le programme de DDR a été lancé en 2018, les individus ont cherché à « se mobiliser » afin de participer au processus et les groupes armés ont gonflé leurs rangs pour « démobiliser » les combattants sans réduire significativement leurs capacités militaires.¹²³ Les communautés qui utilisaient auparavant des fusils

de chasse ou des armes artisanales à des fins de protection recherchent désormais également des armes automatiques.¹²⁴ Cette augmentation de la demande a entraîné une hausse des prix des armes.¹²⁵

Les résultats de la cartographie des plaques tournantes illicites mettent également en lumière les liens entre le trafic d'armes et d'autres économies illicites. Sans surprise, le marché du trafic d'armes apparaît généralement en tandem avec trois autres économies illicites qui sont souvent liées à un degré élevé d'armement : enlèvement avec demande de rançon, vol de bétail et commerce illicite de l'or.¹²⁶ Il existe 10 plaques tournantes illicites dont les principaux marchés sont le trafic d'armes, le vol de bétail et les enlèvements contre rançon, par exemple. Tous

les 10 sont situés au Nigéria, ce qui souligne le lien particulièrement fort entre ces économies illicites dans le pays et leur prévalence relative.¹²⁷

Ces marchés ont tendance à se regrouper en plaques tournantes qui obtiennent un score IEIM haut. La région de Liptako-Gourma, à cheval sur les frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger, et obtenant un score IEIM très élevé, est un autre exemple d'intersection des marchés – en l'occurrence, le vol de bétail, l'extraction illicite d'or et le trafic d'armes – dans des contextes de conflit. La zone tricontinentale, plaque tournante de l'extrémisme violent, avec le JNIM et l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS) actifs dans la région, est largement hors de portée de l'État respectif de chaque territoire. Les groupes armés ont à leur tour bénéficié de l'affaiblissement de la présence de l'État et tiré d'importants revenus des marchés illicites.

Dans une région du monde si sèche que la culture n'est pas viable, l'élevage est une source majeure de moyens de subsistance pour des millions de personnes en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Le vol de bétail, une source de revenus importante et croissante pour les acteurs armés dans la région du Liptako-Gourma, est apparu au cours de la dernière décennie comme un moteur important de conflit et d'instabilité dans de nombreuses régions d'Afrique, mais particulièrement dans la région du Sahel et les pays environnants. Le vol de bétail est, par exemple,

l'un des principaux marchés de la plaque tournante illicite du lac Tchad, et il est particulièrement répandu dans les régions du nord-est du Nigéria et de l'extrême-nord du Cameroun. Les réseaux criminels et les groupes armés, y compris les acteurs liés à Boko Haram, en sont les principaux auteurs.

Bien que le vol de bétail ne soit pas nouveau, au cours des cinq dernières années, il a augmenté au Nigéria et au Sahel à mesure que l'instabilité a augmenté, et il continue de s'intensifier à travers plusieurs épicentres de conflit. Par exemple, dans la région de Mopti (centre du Mali), les troupeaux volés ont triplé entre 2020 et 2021, passant d'un chiffre annuel moyen de 100 300 les années précédentes à environ 270 000 en 2021.¹²⁸ Le vol de bétail représente un facteur d'instabilité important aux niveaux local et régional, en raison de sa corrélation avec les niveaux élevés de violence armée dans la région et de l'implication croissante de Boko Haram.¹²⁹ Bien que le vol de bétail soit une économie illicite répandue dans d'autres régions du continent, à savoir l'Afrique de l'Est,¹³⁰ son importance en tant que source de financement pour les groupes armés est unique en Afrique de l'Ouest.¹³¹

De même, l'enlèvement contre rançon est étroitement lié au commerce illicite des armes. Près de 50 % des plaques tournantes où l'enlèvement contre rançon est un marché important sont également concernés par

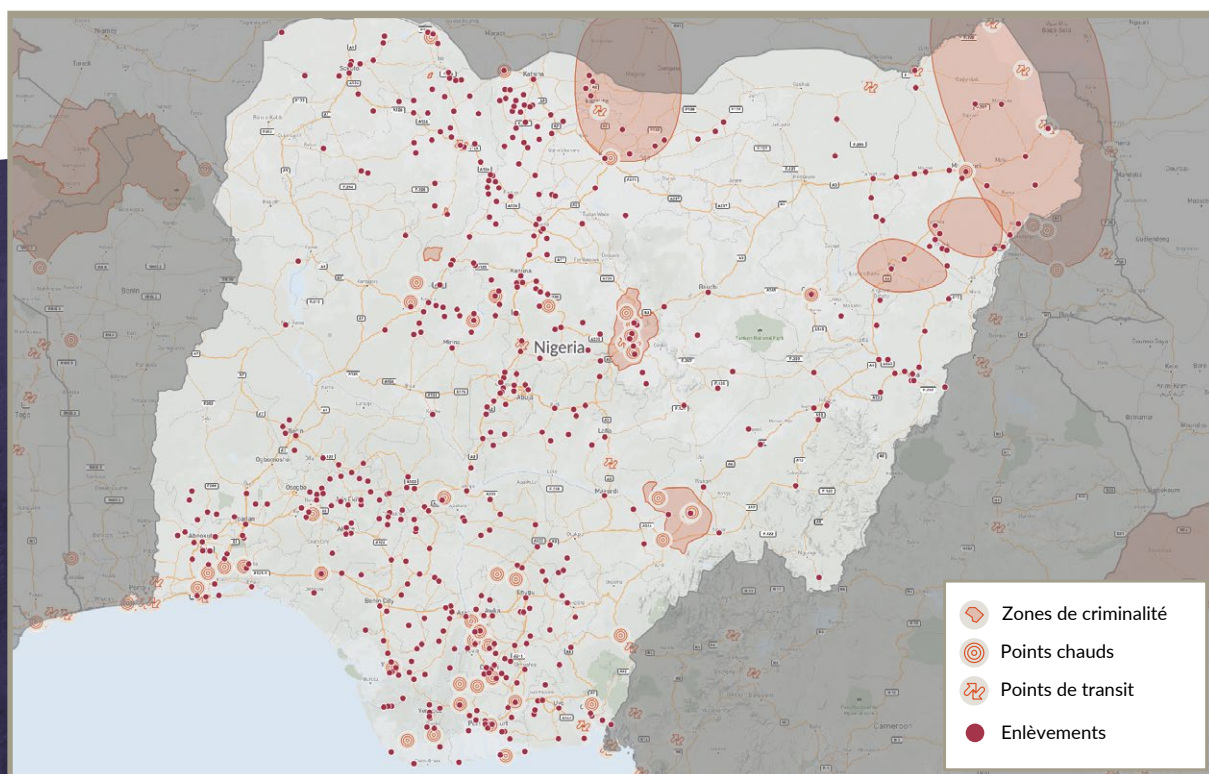


FIGURE 20 Incidents d'enlèvement au Nigéria, 2016–2021, et plaques tournantes illicites de l'enlèvement contre rançon, du vol de bétail ou de trafic d'armes, montrant également la proximité des principales routes opérationnelles.

SOURCE : Données ACLED concernant les enlèvements. Source : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/

le trafic d'armes. Bien que le marché des enlèvements contre rançon soit un phénomène majeur dans l'ensemble du Sahel,¹³² l'écrasante majorité des plaques tournantes illicites où l'économie illicite est répandue sont situés au Nigeria, qui abrite 38 des 48 plaques tournantes (79 %) où l'enlèvement contre rançon est un marché majeur. Sur les 67 plaques tournantes illicites identifiées au Nigéria, plus de la moitié font de l'enlèvement contre rançon un marché majeur.

La forêt de Sububu, par exemple, située dans la zone du gouvernement local de Shinkafi, dans l'État de Zamfara, dans le nord-ouest du Nigéria, est la base des opérations de divers groupes de bandits armés impliqués dans des enlèvements contre rançon, ainsi que dans le trafic d'armes et le vol de bétail. La forêt sert de refuge aux groupes armés, dont les activités se sont poursuivies malgré les campagnes militaires lancées par le gouvernement nigérian.¹³³ Dans certains cas, les acteurs armés se sont déplacés entre des marchés distincts qui occupent une place prépondérante dans les zones de forte instabilité des revenus. Par exemple, l'augmentation spectaculaire du nombre d'enlèvements dans le nord-ouest du Nigéria est due en grande partie à la baisse des revenus provenant du vol de bétail, les troupeaux s'étant épuisés au fil du temps et les propriétaires ayant déplacé le bétail vers des zones plus sûres. Dans le même temps, les acheteurs se sont montrés réticents à acheter ce que l'on savait être du bétail volé, ce qui a fait baisser les prix à partir de 2016.¹³⁴ Alors que les groupes armés et les réseaux criminels cherchent à remplacer leur principale source de financement, on constate une nette tendance à la hausse du nombre de personnes enlevées et une augmentation parallèle des rançons versées.¹³⁵

Les réseaux criminels violents, comme en témoignent les groupes de bandits au Nigéria, sont les principaux acteurs impliqués dans les enlèvements contre rançon en Afrique de l'Ouest. Cependant, les groupes insurgés et terroristes de type mafieux sont également des auteurs importants, notamment dans la zone des parcs nationaux aux frontières du Bénin, du Niger et du Burkina Faso. Un incident survenu en mai 2019, au cours duquel quatre touristes et leur guide ont été enlevés dans le parc national de Pendjari, a mis en lumière la menace existante de pénétration de groupes armés dans la région.¹³⁶

Dans l'ensemble, cependant, les groupes de type mafieux à caractère insurgé ou terroriste sont assez rares dans les 280 plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, ne représentant que 18 % des plaques tournantes. Cela reflète la dynamique plus large de la criminalité organisée au niveau national à travers l'Afrique de l'Ouest et le continent africain dans

son ensemble, comme en témoignent les conclusions de l'indice de criminalité organisée ACT 2021, qui montre que parmi les quatre différents types d'acteurs criminels évalués (groupes de type mafieux, réseaux criminels, acteurs intégrés dans l'État et acteurs étrangers), les groupes de type mafieux sont de loin les moins répandus.¹³⁷

Toutefois, dans le sous-ensemble des plaques tournantes illicites où le trafic d'armes est répandu, les groupes de type mafieux insurgés et/ou terroristes ont été identifiés comme les acteurs les plus dominants beaucoup plus souvent – dans 28 % des plaques tournantes. Une comparaison directe de la prévalence des groupes de type mafieux insurgés et/ou terroristes entre les plaques tournantes illicites avec et sans trafic d'armes montre un taux de plus du double dans les premiers (13 % contre 28 %).

Cela montre la relation bidirectionnelle entre les groupes mafieux impliqués dans l'insurrection et/ou le terrorisme, d'une part, et la dissémination des armes, d'autre part. Si la prolifération des groupes armés est le résultat direct de l'accessibilité croissante des armes légères et de petit calibre, elle est aussi un facteur de la demande accrue d'armes, tant par les insurgés que par d'autres, pour l'autoprotection, comme on l'a vu plus haut.

Cocaïne

Alors que le trafic d'armes occupe une place beaucoup plus importante dans les plaques tournantes illicites aux scores IEIM hauts, le commerce de la cocaïne est l'économie illicite qui présente le plus grand écart de taux de prévalence entre les plaques tournantes aux scores IEIM inférieurs et supérieurs. Dans l'ensemble, le commerce de la cocaïne a été identifié comme un marché majeur dans un peu moins d'un quart de toutes les plaques tournantes illicites de la région (23 %). Toutefois, il ne concerne que 8 % des plaques tournantes illicites dont les scores IEIM sont supérieurs à 15 (c'est-à-dire les plaques tournantes considérées comme des vecteurs importants de conflits et d'instabilité en Afrique de l'Ouest). Cela contraste considérablement avec la prévalence du commerce de la cocaïne dans les plaques tournantes aux scores IEIM les plus faibles (33 %).

Cette disproportionnalité reflète la concentration de plaques tournantes illicites le long du littoral avec le commerce de la cocaïne. Ces plaques tournantes côtières semblent avoir moins de liens directs entre les économies illicites et l'instabilité, ayant tendance à avoir des scores IEIM nettement inférieurs par rapport aux plaques tournantes plus à l'intérieur des terres

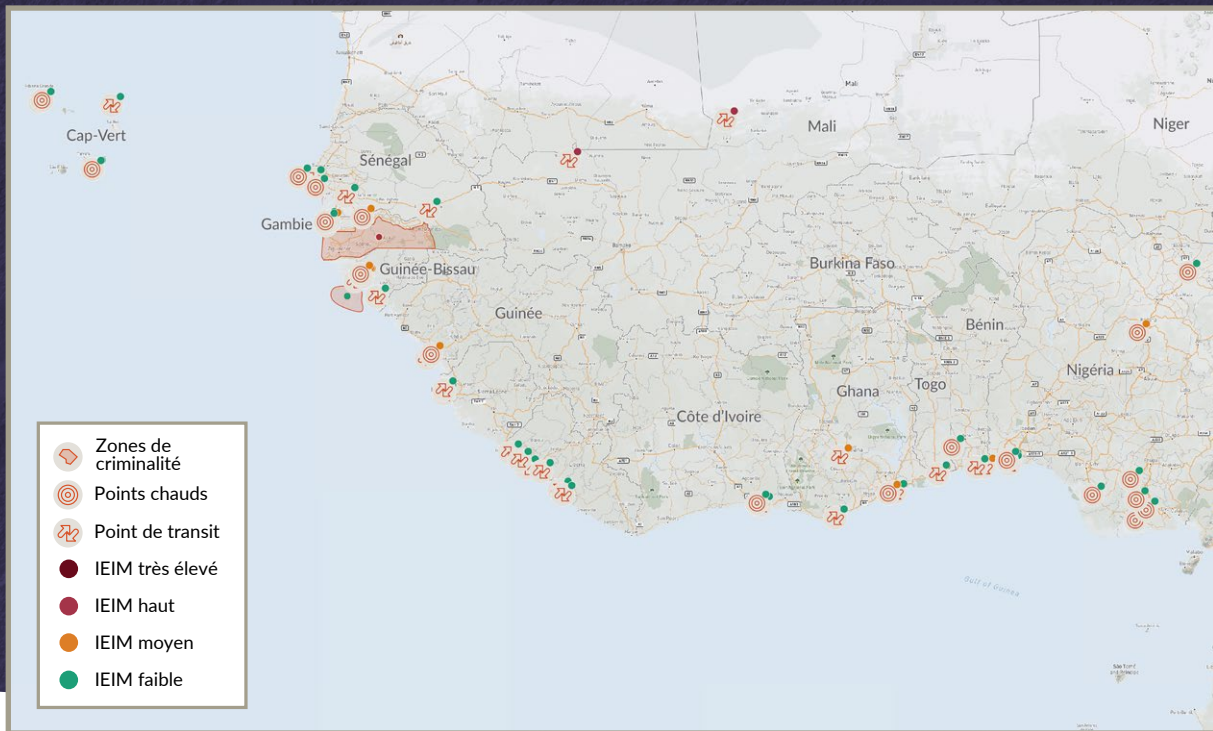


FIGURE 21 Plaques tournantes illicites dont le commerce de la cocaïne est le marché majeur.

NOTE : Aucune plaque tournante n'a la cocaïne comme marché majeur au Tchad, en RCA et au Cameroun, ils ne sont donc pas inclus sur la carte.

SOURCE : Pour plus de détails sur ces cartes, veuillez consulter wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr/

(voir Figure 21). La cocaïne est l'un des produits de base les plus précieux qui circulent dans la région, de sorte que les réseaux de trafic évitent souvent les environnements les plus risqués de la région du Sahel. Cela peut être suivi à travers l'histoire récente de la région.

En 2012, par exemple, la montée de l'instabilité au Sahel et la rupture de l'ordre en Libye dans la transition politique post-révolutionnaire ont nui au commerce transsaharien de la cocaïne. La montée en puissance des milices fortement armées a entraîné des affrontements violents répétés sur les principales plaques tournantes de trafic, une recrudescence du banditisme ciblant le trafic de haut niveau au Niger et en Libye, et la présence accrue de troupes internationales a encore accru les risques de trafic.¹³⁸ Cela a augmenté le coût du trafic, en particulier des produits de grande valeur les plus ciblés, tels que la cocaïne et les armes.

Ce niveau élevé d'instabilité sur les routes terrestres transsahariennes a déplacé davantage de trafic vers les routes maritimes, y compris la re-conteneurisation dans la région.¹³⁹ Les bustes de cocaïne dans les zones côtières d'Afrique du Nord, qui ont été multipliés par six entre 2015 et 2016 (représentant 69 % de toutes les saisies africaines en 2016), semblent confirmer

cette tendance.¹⁴⁰ Les itinéraires terrestres ont changé pour éviter les zones les plus dangereuses : les approvisionnements en cocaïne en vrac ont commencé à être fréquemment transférés de la Guinée-Bissau à travers le Sénégal et en Mauritanie, d'où les bateaux de pêche sont ensuite utilisés pour transporter la marchandise vers l'Europe. Alternativement, la cocaïne est conduite à travers la frontière sénégalaise, vers le Mali, puis vers la Mauritanie. La route terrestre vers la Libye est devenue moins souvent utilisée pour l'approvisionnement en vrac, étant donné le conflit en cours dans ce pays, car la valeur d'une importante cargaison de cocaïne est trop élevée pour être perdue par des bandits ou des milices.¹⁴¹ Actuellement, alors que le nord du Mali jouit d'une plus grande stabilité, la cocaïne continue de transiter par les routes sahariennes, bien que les volumes soient considérés comme inférieurs à ceux d'avant 2012. Ces dynamiques changeantes illustrent le fait que, d'une manière générale, les économies illicites et les acteurs criminels sont attirés par des domaines où l'état de droit est faible, mais pas totalement absent.¹⁴²

En ce qui concerne la typologie des acteurs criminels, les acteurs intégrés dans l'État sont beaucoup plus susceptibles d'être parmi les types d'acteurs criminels les plus influents dans les plaques tournantes illicites

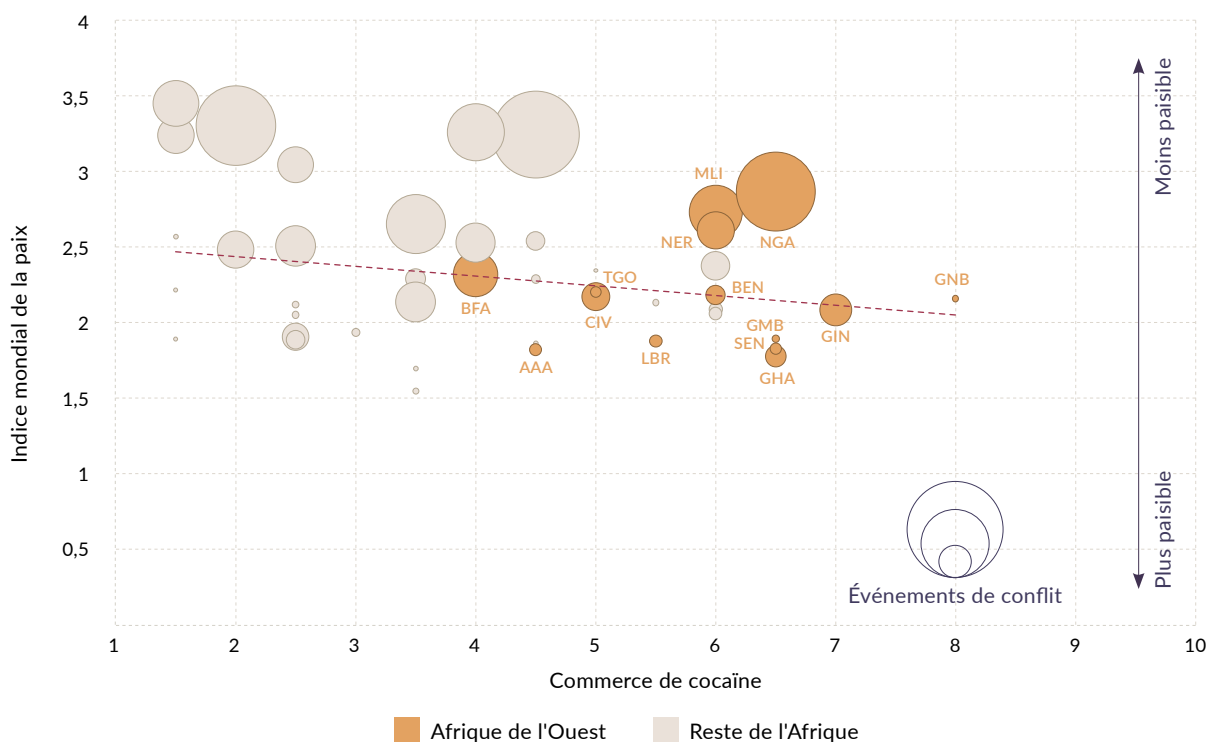


FIGURE 22 Le commerce de la cocaïne, la paix et les conflits.

SOURCE : Indice du crime organisé en Afrique 2021 ; Vision of Humanity (Institute for Economics and Peace) ; ACLED

où le commerce de la cocaïne est particulièrement répandu qu'ailleurs. Sur l'ensemble des 280 plaques tournantes illicites identifiées à travers l'Afrique de l'Ouest, des acteurs intégrés à l'État ont été identifiés dans 31 % d'entre eux. Dans les plaques tournantes commerciales de cocaïne, cependant, ce chiffre double pour atteindre 60 %. Cela est probablement dû en partie à la rentabilité élevée du marché de la cocaïne – les réseaux de protection pour les produits de haute valeur, tels que la cocaïne, sont susceptibles d'atteindre les niveaux les plus élevés de l'État. En revanche, il est peu probable que les produits de base de moindre valeur s'engagent à ce niveau, et reposent généralement sur la corruption aux niveaux inférieur et intermédiaire des institutions de l'État, ou opèrent autrement en dehors de l'influence de l'État.

Il est clair que certains groupes armés au Sahel tirent des revenus du trafic de cocaïne en participant au commerce (généralement indirectement par la fourniture d'une protection) ou en attaquant des envois. Par exemple, le Salvador Pass, à la frontière nigérienne avec la Libye, est la cible de groupes de banditisme armés impliqués, entre autres formes de criminalité, dans les activités lucratives d'interception de drogues. Mais les résultats de la cartographie des plaques tournantes illicites soulignent que le commerce n'est nullement parmi les économies illicites les plus importantes alimentant la dynamique des conflits (voir Figure 22).

Il est néanmoins particulièrement important dans le contexte de l'instabilité politique dans la région. En Guinée-Bissau, par exemple, où le commerce de la cocaïne est répandu dans sept des 13 plaques tournantes illicites recensées, la concurrence pour le commerce de la cocaïne est un facteur clé de volatilité politique.¹⁴³

Commerce illicite d'or

Enfin, le commerce illicite de l'or mérite une analyse plus approfondie, compte tenu de la nature complexe de sa relation avec les conflits et l'instabilité. Comme c'est le cas pour le trafic d'armes, l'enlèvement contre rançon et le vol de bétail, comme on l'a vu plus haut, le commerce illicite de l'or est également plus important dans les plaques tournantes illicites ayant des scores IEIM plus élevés que dans les plaques tournantes aux scores plus faibles. L'économie illicite est présente dans 29 % des plaques tournantes aux scores IEIM hauts ou très élevés, contre seulement 12 % des plaques tournantes aux IEIM faibles dans la région.

Comme pour le commerce de la cocaïne, cette tendance est largement le reflet de la géographie, l'or étant identifié comme un marché majeur sur un large éventail de plaques tournantes au Sahel et en RCA. Le commerce illicite de l'or a également été identifié, dans une moindre mesure, au Cameroun, qui joue un rôle important en tant que pays de transit pour l'or

extrait principalement en RCA, dans de nombreux contextes coordonnés par des groupes armés. La Guinée joue également un rôle important en tant que point de transit pour les flux d'or illicites dans la région du Sahel (reflétant dans une certaine mesure celui du Cameroun vers la RCA). La région aurifère de Singuiri en Guinée est une source d'or introduite clandestinement au Mali. En outre, Conakry, en particulier l'aéroport international de Gbessia, est un point de transit pour d'importantes quantités d'or exportées du Mali, en particulier de Bamako, en raison principalement des différents régimes de taxes à l'exportation entre les deux pays. La fermeture des frontières terrestres et aériennes des pays de la CEDEAO avec le Mali – à l'exception de la Guinée, qui a refusé de s'y conformer – a fait de la Guinée un point de transit encore plus important pour les produits illicites en provenance du Mali, y compris l'or. (Il a également donné lieu à l'établissement de nouvelles routes commerciales terrestres et aériennes, y compris la création d'un nouveau vol direct entre Bamako et Conakry).¹⁴⁴ La grande majorité de l'or est acheminée hors de la région vers des plaques tournantes de traitement internationaux, principalement les Émirats arabes unis.

La relation entre l'or et l'instabilité est fortement définie par l'implication de groupes armés, mais aussi d'éléments de l'appareil d'État et du secteur privé. Les élites politiques et commerciales corrompues et criminelles sont en mesure de capturer les flux d'or illicites en raison de l'informalité généralisée dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or, ce qui peut à son tour exacerber les tensions communautaires qui alimentent la fragilité et peuvent donner lieu à des conflits.¹⁴⁵

La relation complexe entre le secteur de l'or, l'extrémisme violent et l'instabilité est illustrée au Mali et au Burkina Faso, parmi les principales zones productrices d'or en Afrique de l'Ouest.¹⁴⁶ Il y a eu une augmentation notable de l'activité djihadiste dans la région de Kayes au Mali depuis 2020, avec des attaques contre des cibles militaires et civiles en hausse. Alors que l'activité djihadiste s'inscrit dans un schéma plus large d'expansion du groupe djihadiste dans tout le Mali, la présence de grandes mines industrielles et artisanales rend la région attrayante étant donné son potentiel à la fois pour générer des revenus et servir de base à l'expansion au Sénégal et en Guinée.

En outre, dans la région de Kidal au Mali, des groupes armés – en particulier des éléments au sein de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) – ont pris le contrôle de nombreux sites d'extraction artisanale de l'or. À ces endroits, les mineurs sont tenus de payer



Mineurs d'or à la mine d'or de Ndassima, RCA. La relation entre l'or et l'instabilité est fortement définie par l'implication de groupes armés, mais aussi d'éléments d'État et du secteur privé. © Thierry Bresillon/Agence Anadolu/Getty Images

la CMA en échange de la protection, de l'accès à l'eau et à la nourriture, et du droit d'installer des campements sur les sites aurifères. Notamment, il y a un certain flou entre certains éléments de la CMA et des éléments du groupe djihadiste JNIM à Kidal, ce qui signifie qu'un certain financement des sites aurifères est susceptible de découler vers des éléments de JNIM. L'extraction artisanale de l'or est un moyen de subsistance essentiel pour de nombreuses communautés de Kidal, et les fonds de cette économie sont probablement l'un des facteurs qui expliquent le degré actuel de stabilité dont jouit la région (par rapport à la flambée de violence dans le centre du pays, où les groupes armés continuent de se battre pour le contrôle). L'économie aurifère est également un élément clé des stratégies de gouvernance des groupes armés à Kidal – permettre aux communautés d'accéder aux ressources aurifères est une source clé de légitimité pour les groupes armés opérant dans la région.

Au Burkina Faso, l'extraction de l'or est également une source de revenus pour les groupes djihadistes, principalement des acteurs affiliés au JNIM. L'or extrait de sites sous contrôle djihadiste pénètre facilement

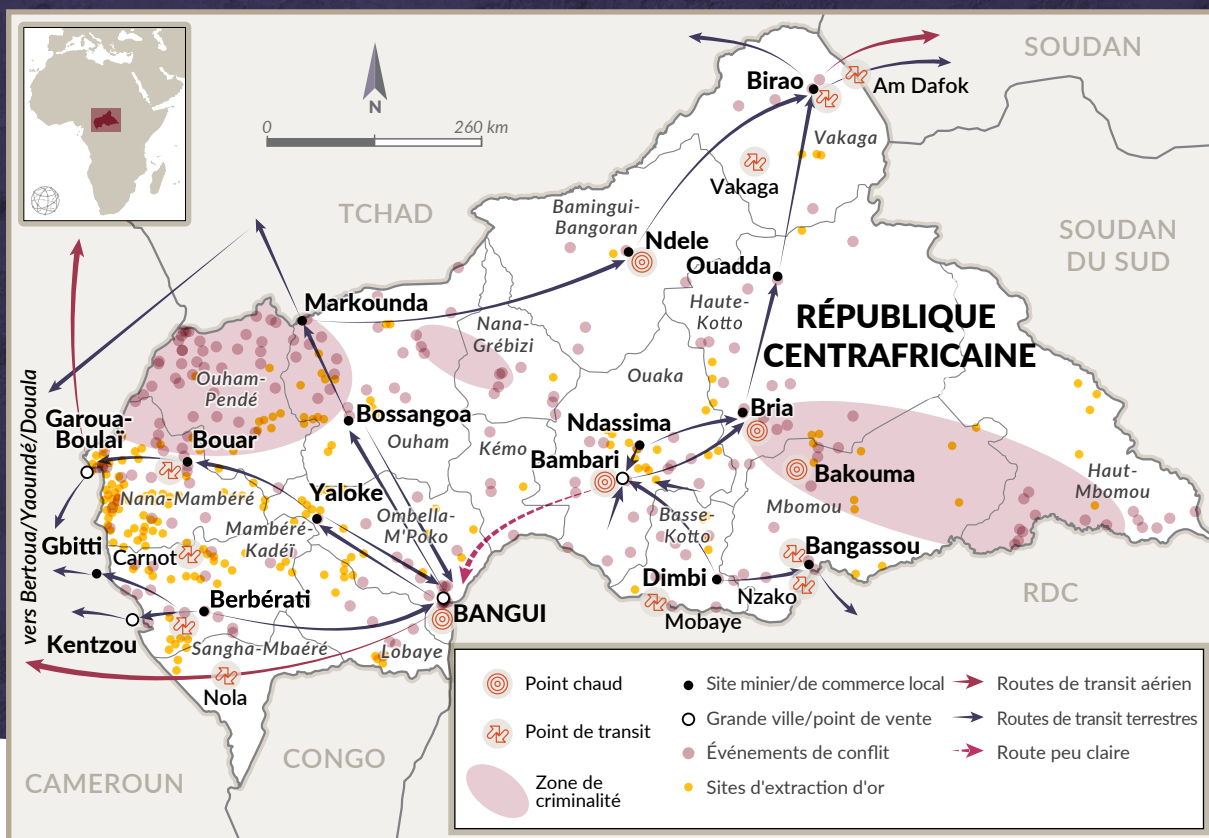


FIGURE 23 Sites miniers aurifères de la RCA, incidents de sécurité et principaux itinéraires de la chaîne d'approvisionnement.

NOTE: Les données sur les événements de conflit comprennent les batailles, la violence contre les civils et les explosions/violences à distance de 2020 à 2022.

SOURCES : Alexandre Jaillon et Guillaume de Brier, Mapping artisanal mining sites in the Western Central African Republic, IPIS and USAID, novembre 2019 ; Armed Conflict Location and Event Data Project

sur les marchés licites et illicites de l'or, ce qui rend difficile pour les autorités de distinguer l'or illicite au sein des chaînes d'approvisionnement formelles. Les sociétés minières locales auraient conclu des accords avec des groupes djihadistes qui leur permettent de continuer à exploiter et à transporter des marchandises dans les zones contrôlées par les djihadistes. Le JNIM a démocratisé l'accès aux ressources aurifères dans de nombreuses zones sous son influence, mettant fin aux hiérarchies sociales dont bénéficiaient les propriétaires fonciers et les prestataires de sécurité et excluant les communautés de la majorité des bénéficiaires. Cette démocratisation s'est traduite par un soutien important et une légitimité accrue du JNIM.

Le secteur de l'or constitue également une source importante de revenus pour les groupes armés en RCA. Par exemple, Bambari – qui obtient un score IEIM haut – est une plaque tournante majeure dans le commerce illicite des métaux et des minéraux. La ville a été au centre du conflit entre les groupes armés, d'une part, et les forces internationales (y compris le groupe russe Wagner, qui a également développé des intérêts dans le secteur minier de la RCA) et les forces nationales, d'autre part.

La concurrence pour le contrôle des revenus provenant des zones minières aurifères peut façonner les conflits entre différents acteurs armés. Entre décembre 2018 et mars 2019, par exemple, les combattants du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) (un groupe rebelle opérant au nord sur un vaste territoire étendu vers l'ouest), de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), et le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) (groupe rebelle contrôlant le nord-est de la République centrafricaine) ont renforcé leur présence dans la région de Bakala, située près de Bambari, en reprenant plusieurs sites d'extraction d'or précédemment contrôlés par des éléments anti-balaka.¹⁴⁷ Il est rapporté que Bambari est actuellement contrôlé par des groupes armés et que l'or est une source de financement cruciale pour les acteurs du conflit impliqués.

Les sites d'extraction artisanale de l'or, qui fournissent des moyens de subsistance à de nombreuses communautés dépourvues d'autres options, sont souvent des zones de polycriminalité. Kouri Bougoudi, en plus d'être le plus grand champ d'or artisanal du Tchad, est une plaque tournante régionale majeure pour les groupes armés polyvalents impliqués dans la contrebande de carburant et de denrées alimentaires

de base, ainsi que dans le trafic de drogue et d'armes et le banditisme. Kouri Bougoudi est au cœur des opérations régionales de trafic d'armes, alimentées en partie par la prolifération des armes légères qui a suivi l'effondrement du régime de Kadhafi en Libye en 2011. Des armes et des munitions en provenance de Libye y sont acheminées clandestinement à travers le sud de la Libye via Um al-Aranib, Qatrun, Domozo et Emi Madama. Au champ d'or, les trafiquants d'armes mènent des opérations à partir de sites tels que Hour Madanine, un marché notoire pour la drogue et le trafic d'armes. Les armes approvisionnent les marchés locaux, régionaux et internationaux, y compris les pays voisins du Tchad, notamment le Soudan et le Niger.¹⁴⁸

les marchés illicites de Kouri Bougoudi sont étroitement liés à la dynamique locale et régionale et ont pour la plupart conduit à une augmentation de l'instabilité à la fois locale et régionale. Certaines économies illicites telles que l'extraction de l'or – et dans une moindre mesure la contrebande de drogues, de carburant et de produits de base – fournissent des flux de

revenus à des groupes d'opposition armés, à savoir les rebelles tchadiens basés en Libye qui partagent des liens communautaires et politiques avec des groupes impliqués dans l'extraction de l'or à Kouri Bougoudi.

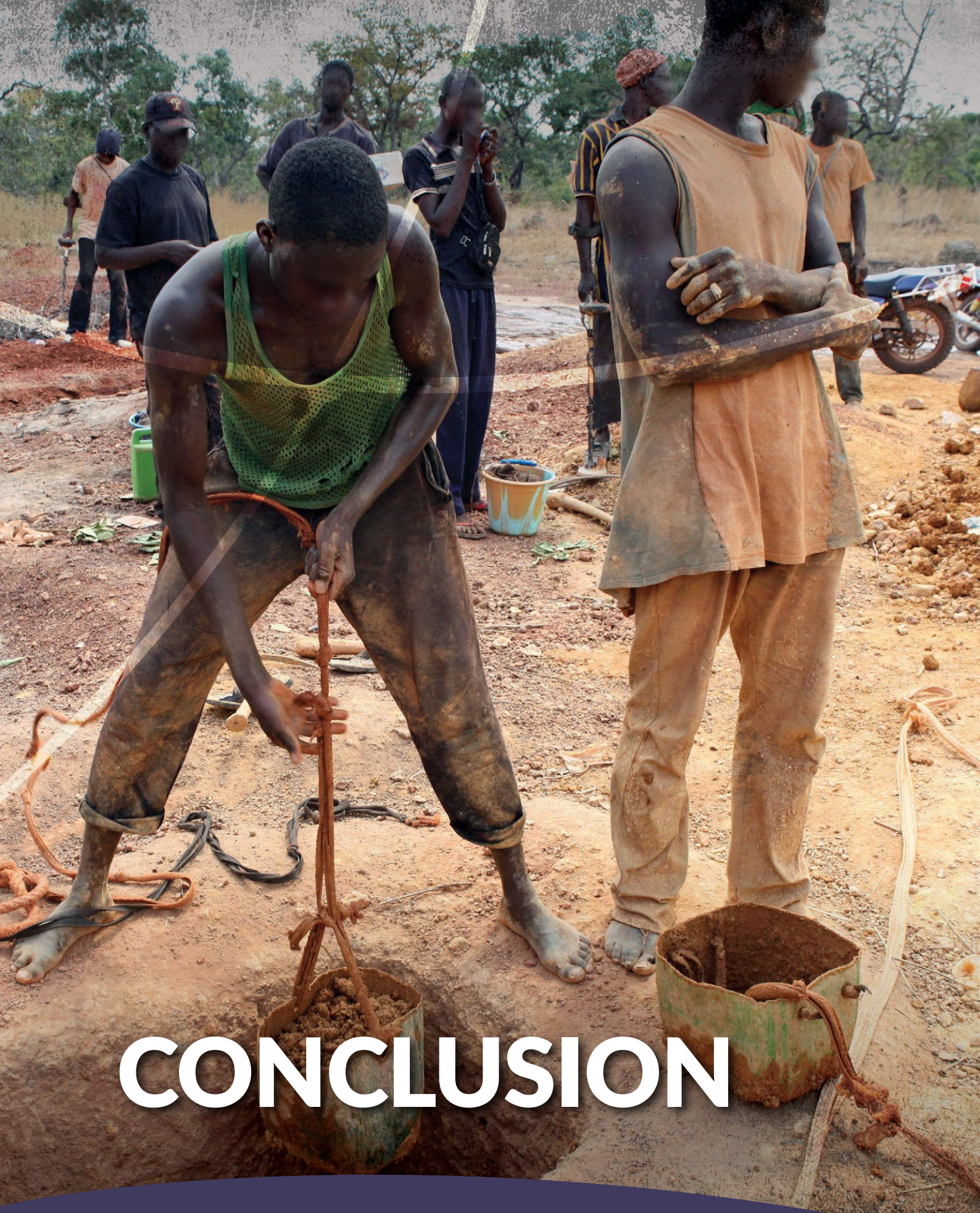
Cependant, l'extraction de l'or fournit également des moyens de subsistance à de nombreux jeunes Tchadiens dans un contexte où les opportunités économiques formelles sont rares, et elle peut en fait avoir contribué à contenir les risques de nouvelles rébellions et de troubles.¹⁴⁹ Les résultats des efforts répétés de l'État tchadien pour éliminer Kouri Bougoudi, tout récemment en juin 2022, illustrent les dangers de chercher à neutraliser les flux de revenus vers les groupes armés sans accorder une priorité suffisante au rôle de l'économie aurifère dans les moyens de subsistance locaux : les mesures de répression à Kouri Bougoudi n'ont pas seulement échoué, elles ont été contre-productives, privant les communautés de moyens de subsistance, alimentant les tensions entre les communautés et encourageant le recrutement d'anciens mineurs dans les groupes armés.¹⁵⁰

Conflit et violence

Comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, il existe des liens étroits entre certaines économies illicites et la violence. Au total, une minorité importante de plaques tournantes illicites identifiées dans les pays cibles sont situées dans des zones à haut niveau de conflit et de violence : un peu plus de 30 % des plaques tournantes illicites sont situées dans des zones où il y a eu plus de 500 morts dues à des conflits au cours de la dernière décennie (désormais appelées « régions à haut taux de mortalité »).¹⁵¹ La grande majorité (66 %) des plaques tournantes aux scores IEIM hauts et très élevés sont situés dans des régions à haute mortalité : sur les 12 plaques tournantes aux scores IEIM très élevés, 10 sont situés dans de telles régions ; 33 des 53 plaques tournantes aux scores IEIM élevés sont situés dans des régions à haute mortalité.

Il n'est peut-être pas surprenant que le trafic d'armes soit l'économie illicite la plus importante dans les régions à forte mortalité, avec 56 % d'entre elles. En outre, le fait que l'enlèvement contre rançon, une économie illicite assez rare dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, figure dans près de 40 % de tous les plaques tournantes illicites dans les régions à forte mortalité, souligne le rôle que cette économie illicite joue dans la dynamique des conflits, en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Nigéria.¹⁵² Le vol de bétail est un autre marché disproportionnellement répandu dans les zones touchées par des niveaux élevés de conflit et de violence : 66 % des plaques tournantes illicites de vol de bétail sont situés dans des régions à haut taux de mortalité.


La convergence entre les économies illicites et les conflits se reflète dans une large mesure dans les types d'acteurs criminels identifiés comme étant les plus importants dans les plaques tournantes illicites. Plus de la moitié des 51 plaques tournantes illicites dans lesquelles se trouvent des groupes de type mafieux à caractère terroriste ou insurgé sont situés dans des régions à haut taux de mortalité. En d'autres termes, alors que ces types d'acteurs criminels ne sont identifiés que dans 18 % de tous les plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, ils figurent en tant qu'acteurs majeurs dans plus de 34 % des plaques tournantes illicites dans les régions à forte mortalité – soit près du double du taux. En outre, 57 % des plaques tournantes illicites où des groupes terroristes ou insurgés de type mafieux sont parmi les acteurs criminels les plus importants sont situés dans des régions à forte mortalité.



CONCLUSION

Des mineurs d'or vident des conteneurs de terre retirés d'un puits d'extraction à Koflatie, au Mali, en octobre 2014.

© Sébastien Rieussec/AFP via Getty Images



L'initiative de cartographie des plaques tournantes illicites vise à soutenir l'analyse et la conception d'interventions de programmation qui sont sensibles à la dynamique des marchés illicites locaux en Afrique de l'Ouest, avec un accent particulier sur l'aide à la programmation de stabilisation. Les conclusions renforcent les récits qui soulignent l'importance d'adopter des réponses nuancées qui répondent précisément aux caractéristiques contrastées des différentes économies illicites et à la façon dont elles se déroulent dans différents lieux géographiques.

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'accroître la dépendance future de nombreuses communautés à l'égard des économies illicites, y compris dans les zones touchées par l'instabilité et les conflits. Il s'agit notamment des changements climatiques, qui remettent en cause les approches agricoles traditionnelles et qui, dans certains domaines – dont le Burkina Faso – contribuent à accroître globalement la dépendance à l'égard d'autres moyens de subsistance, tels que l'extraction artisanale informelle de l'or. L'escalade mondiale de l'inflation, déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, fait grimper les prix des denrées alimentaires de base, accentue les tensions économiques et oblige davantage de communautés à se tourner vers des moyens de subsistance informels là où il n'existe pas d'alternatives formelles. Cela souligne l'importance de veiller à ce que la programmation régionale soit sensible aux économies illicites au niveau infranational – dynamique que l'initiative de cartographie des plaques tournantes illicites explore.

L'un des principaux points à retenir de cette recherche est que les interventions visant à stabiliser doivent non seulement tenir compte du rôle joué par les économies illicites en premier lieu, mais aussi tenir compte de la nature nuancée de la relation entre les économies illicites et l'instabilité. Alors que les décideurs optent souvent pour des réponses générales aux économies illicites, la priorité devrait être de s'attaquer aux économies illicites qui génèrent de la violence et fomentent des tensions et des conflits entre les communautés à travers l'Afrique de l'Ouest (à savoir, le trafic d'armes, le vol de bétail et l'enlèvement contre rançon). En outre, il est essentiel que les décideurs et les autres acteurs du développement reconnaissent que si les économies illicites sont des moteurs importants de l'instabilité dans de nombreux cas dans la région, ce n'est pas toujours le cas. En effet, comme l'ont souligné bon nombre des entretiens coordonnés pour mieux comprendre la dynamique du marché dans les plaques tournantes identifiées, et étayées par un nombre croissant de documents, les économies illicites peuvent aussi, peut-être paradoxalement, servir à maintenir un certain degré de stabilité en fournissant d'autres sources de subsistance aux individus qui pourraient autrement recourir à la violence armée.¹⁵³ Un mauvais diagnostic de la relation entre les communautés et les économies illicites peut rendre les interventions contre-productives.

Les conclusions présentées dans ce rapport ouvrent la voie à de multiples nouvelles pistes de recherche, y compris, comme indiqué précédemment dans le document, une analyse systématique de l'évolution de l'instabilité et des économies illicites dans des plaques tournantes spécifiques au fil du temps, et un examen plus approfondi des liens de causalité entre l'émergence d'économies illicites et les conflits et l'instabilité. Les principales plaques tournantes illicites ayant été identifiées dans chaque pays à travers l'Afrique de l'Ouest (pris dans ce rapport pour inclure le Sahel, le Cameroun et la RCA) et les liens avec l'instabilité évalués, les chercheurs seront désormais en mesure d'explorer plus en détail la dynamique causale en jeu.

Alors que la dynamique des différentes plaques tournantes illicites est évaluée dans son état actuel, une des perspectives d'analyse qui sera disponible à l'avenir est l'évaluation de leur durée de vie. Cela pourrait inclure un examen de la montée et de la chute des économies illicites, que ce soit à la suite d'une évolution organique ou en raison d'interventions exogènes, et de la façon dont ces tendances au fil du temps interagissent avec la dynamique d'instabilité.


En outre, après avoir recensé les principales plaques tournantes illicites dans la région et les moyens par lesquels ils peuvent exacerber les conflits et l'instabilité – et en découlent –, il est important de déterminer les meilleurs moyens par lesquels les différentes parties prenantes peuvent et doivent réagir. Les acteurs de la société civile, par exemple, peuvent et doivent jouer un rôle crucial dans la lutte contre les économies illicites et le renforcement de la résilience des communautés. Le rôle des femmes, tant pour ce qui est de l'impact des plaques tournantes illicites que de la conception de mesures communautaires de lutte contre le crime organisé, est une autre possibilité de recherche qui pourrait découler de ce projet.

Les conclusions préliminaires de l'approche de la cartographie des plaques tournantes illicites ont été débattues avec un large éventail de parties prenantes gouvernementales et de la société civile aux niveaux régional et international : les points clés qui ressortent de ces ateliers autour des conclusions sont décrits ci-dessous dans la section sur les implications.

An aerial photograph of the Abidjan coastline in Côte d'Ivoire. The image shows a wide river on the left, a dense residential area with many small buildings in the center, and a sandy beach with waves on the right. The scene is overlaid with a semi-transparent blue geometric pattern consisting of several lines meeting at a central point. The word 'IMPLICATIONS' is written in large, bold, white capital letters across the bottom half of the image.

IMPLICATIONS

Le littoral d'Abidjan, Côte d'Ivoire. © Mahmut Serdar Alakus/Anadolu Agency via Getty Images



1. Les interventions de stabilisation devraient avoir des objectifs clairement définis, être sensibles à la criminalité et accorder la priorité à la réduction de la violence plutôt qu'aux tentatives généralisées de riposte aux économies illicites.

Les économies illicites s'entremêlent avec la violence et l'instabilité dans toute la région. Dans de nombreuses régions à haut taux de mortalité, les marchés illicites sont étroitement liés aux conflits et, dans certains cas, coordonnés par des groupes armés et d'autres acteurs dans des affrontements violents. Il est par conséquent essentiel que les interventions conçues pour lutter contre les conflits soient sensibles à la dynamique des économies illicites au niveau infranational. Un mauvais diagnostic de la relation entre les économies illicites et les conflits peut nuire à l'efficacité des opérations de maintien de la paix et des interventions en faveur du développement et rendre les initiatives de lutte contre la criminalité contre-productives, favorisant ainsi une recrudescence de la violence.

L'objectif principal de soutien à la stabilité et de réduction de la violence dans la région devrait être privilégié dans toutes les interventions. Souvent, les objectifs de lutte contre les économies illicites et de recherche de la stabilité sont censés être alignés. Toutefois, il convient de remettre en question cette hypothèse dans le contexte particulier sur lequel on se concentre, et d'éviter de confondre les deux objectifs, qui peuvent s'opposer. Les hypothèses d'alignement reposent sur l'idée que les groupes armés tirent des revenus et des approvisionnements des économies illicites, et postulent que la lutte contre les économies illicites prive donc les groupes armés de possibilités économiques. Toutefois, si un tel alignement est correct dans certains cas, il ne l'est pas dans d'autres.¹⁵⁴

Les avantages de la coupure de certaines chaînes d'approvisionnement illicites, dans la mesure où cela est même possible, peuvent être compensés par les impacts de ces mesures sur les communautés locales. Là où la lutte contre les économies illicites alimente les tensions, celles-ci ont été exploitées à maintes reprises par des acteurs armés comme points d'entrée pour acquérir une légitimité auprès des communautés locales. Par conséquent, lorsque la réponse aux marchés illicites finit par saper la légitimité de l'État, les effets à long terme de ces réponses risquent d'être contre-productifs. Dans un environnement où les ressources sont limitées et où les préoccupations en matière de sécurité sont de plus en plus grandes, la réponse aux marchés illicites qui n'alimentent pas la violence, ou où les réponses sont plus susceptibles d'avoir des conséquences importantes de second ordre, ne devrait pas être une priorité pour les programmes de stabilisation.

Les contextes de forte criminalité mais de faible violence – généralement favorisés par un degré élevé de corruption – devraient certainement rester des priorités pour la programmation visant à améliorer la gouvernance ou à lutter contre les économies illicites, mais il est peu probable qu'ils soient au centre des interventions de stabilisation visant à régler les conflits.

2. Les interventions de stabilisation visant à s'attaquer au rôle des économies illicites dans les conflits armés devraient se concentrer sur les plaques tournantes illicites classées dans les scores IEIM hauts et très élevés.

Bien que 280 plaques tournantes illicites aient été identifiées dans toute l'Afrique de l'Ouest, une proportion beaucoup plus faible est considérée comme un vecteur majeur de conflit et d'instabilité dans l'ensemble de la région. Douze plaques tournantes illicites, toutes situées en Afrique centrale ou au Sahel, sont des plaques tournantes aux scores IEIM très élevés, ce qui montre à quel point les marchés illicites dans ces plaques tournantes sont des moteurs d'instabilité. Si la propension des économies illicites à alimenter les conflits est bien établie, les interventions ayant un mandat de consolidation de la paix ou de maintien de la paix devraient porter spécifiquement leur attention sur les plaques tournantes illicites qui sont connues pour être des vecteurs d'instabilité. Les marchés illicites devraient constituer un élément clé de la conception des programmes dans ces domaines. S'attaquer à l'économie illicite dans ce petit sous-ensemble de plaques tournantes pourrait par la suite avoir une répercussion positive sur la dynamique de stabilité dans toute la région, ce qui nécessite d'intégrer des approches de lutte contre la criminalité dans les opérations de paix et les processus de stabilisation. Toutefois, les interventions de stabilisation devraient également cibler les plaques tournantes illicites qui, bien que situées dans les tranches IEIM inférieures, ont néanmoins été identifiées comme des plaques tournantes de flux vers les acteurs du conflit.

3. Adapter les réponses aux marchés illicites à la typologie du marché, à son rôle dans la formation de l'instabilité et de la violence, et à la dynamique contextuelle.

Comme nous l'avons vu plus haut, bien que la nature des économies illicites soit très spécifique au contexte et que la même économie illicite puisse se manifester très différemment à différents endroits, les économies illicites ont tendance à se caractériser par des niveaux de violence distincts et des rapports contrastés avec la stabilité. Un ensemble d'indicateurs qui peuvent être utilisés pour commencer à analyser les impacts du marché illicite et élaborer des réponses appropriées comprend :

- a) **Arrangements de partage des revenus.** Les profits tirés du marché illicite sont-ils partagés entre un groupe restreint ou se dispersent-ils largement dans la communauté ? Dans cette analyse, il conviendra également de prendre en compte les revenus qui sont accessoires à l'engagement direct sur le marché (par exemple, la fourniture de capacité de stockage, la fourniture de nourriture ou de services aux acteurs illicites). Une plus grande dispersion des profits est susceptible de se traduire par une plus grande légitimité et une plus grande déstabilisation face aux répressions, et peut indiquer la nécessité d'une réponse centrée sur le développement.
- b) **Concepts communautaires de légitimité.** En lien avec l'indicateur ci-dessus : lorsqu'un marché est largement perçu comme légitime, les mesures de répression sont susceptibles d'engendrer des réactions négatives et peuvent conduire au recrutement dans des groupes insurgés. Créer un espace permettant aux acteurs du conflit de réguler des marchés légitimes mais « illicites » est dommageable non seulement parce qu'il fournit aux acteurs du conflit des flux de revenus, mais aussi parce qu'il renforce leur légitimité, au détriment de celle de l'État.
- c) **Transit ou production ?** Le marché illicite est-il fondé sur le transit d'une certaine marchandise par une région qui n'a pas de marché local, avec les profits réalisés ailleurs ? Le produit a-t-il un marché de consommation local, ou est-il produit ou cultivé dans la région ? Les produits de transit sans marché local bénéficieront généralement à un groupe plus restreint de parties prenantes et, en particulier lorsque les produits sont de grande valeur, engendreront des économies de protection structurées. Les marchés de transit seront généralement déplacés en réponse aux mesures de répression, à moins que les problèmes d'offre et de demande ne soient abordés ; cependant, ils sont moins susceptibles de provoquer des réactions de la part des populations locales s'ils sont dispersés.

d) **Relation avec les tensions intercommunautaires.** Le marché illicite oppose-t-il généralement des ethnies ou des groupes religieux différents les uns des autres, ce qui alimente les divisions existantes ? Ces caractéristiques sont particulièrement préoccupantes, mettent en évidence le rôle du marché dans l'exacerbation des conflits à court et à long terme et exigent une réponse rapide.

4. **Reconnaître le rôle joué par le trafic d'armes en tant que marché accélérateur et moteur d'autres économies illicites.**

Le trafic d'armes est très répandu en Afrique de l'Ouest et au Sahel et constitue l'économie illicite la plus souvent identifiée comme un marché majeur dans les 280 plaques tournantes de la région, avec plus d'un tiers de toutes les plaques tournantes illicites. Le trafic d'armes est un moteur majeur des conflits et de la violence, non seulement parce que les armes elles-mêmes sont des outils de violence, mais aussi parce qu'elles exacerbent les conflits et l'instabilité en renforçant les acteurs non étatiques qui s'opposent à l'État et contribuent à la fragmentation des conflits. En outre, le commerce illicite des armes est intimement lié à un certain nombre d'autres économies illicites – y compris l'enlèvement contre rançon, le commerce illicite de l'or et le vol de bétail – qui ont également un lien étroit avec l'instabilité. Reconnaître l'importance du marché des armes pour d'autres formes d'activité illicite est essentiel pour briser le cycle de l'instabilité.

5. **Intégrer l'analyse des économies illicites dans les programmes d'alerte rapide et de prévention des crises.**

Lors de l'identification des zones géographiques prioritaires pour les programmes de stabilisation préventive, inclure l'escalade des économies illicites connues pour exacerber les tensions – telles que le vol de bétail, l'enlèvement contre rançon et le trafic d'armes – comme un indicateur de tensions et d'instabilité croissantes, et encourager les réponses des parties prenantes (qu'il s'agisse de l'application de la loi ou du développement) à ce phénomène. Il s'agit notamment de donner la priorité aux domaines dans lesquels les économies illicites relient étroitement les zones de plus grande stabilité à celles en conflit, soit par le biais de flux de produits de base, soit par le biais de financements (comme le souligne le pilier de l'IEIM relatif aux conflits criminels).

6. **La lutte contre la corruption et les structures de protection dans les ports maritimes devrait être prioritaire.**

Les plaques tournantes illicites situées sur le littoral ou à proximité ont tendance à avoir des scores IEIM inférieurs, car ils ne sont généralement pas des zones de violence ou de conflit élevé. Cependant, les conclusions de la cartographie des plaques tournantes illicites et de l'IEIM montrent que certains ports maritimes jouent un rôle important en tant que points de transit pour les marchandises acheminées vers les acteurs du conflit (et soutenant ainsi les conflits armés), ainsi que pour les marchandises faisant partie intégrante des structures de protection de haut niveau, érodant la gouvernance et contribuant à l'instabilité politique. Les acteurs intégrés dans l'État occupent une place disproportionnée dans les économies illicites présentes dans les ports maritimes, ce qui suggère que la lutte contre la corruption dans les ports maritimes devrait être une priorité. C'est particulièrement le cas étant donné le rôle important que jouent les itinéraires de trafic maritime dans le transit de certaines économies illicites (comme les médicaments contrefaits) qui peuvent causer des dommages particulièrement graves aux communautés de la région. Réduire les incitations à la corruption est un moyen d'y parvenir, et peut inclure une plus grande utilisation de la technologie, l'automatisation des systèmes, l'introduction de politiques sans numéraire aux points d'entrée, et des modifications aux protocoles qui nécessiteraient un examen conjoint des envois, entre autres.

7. Il importe de renforcer la collaboration entre les autorités des pays d'origine, de transit et de destination.

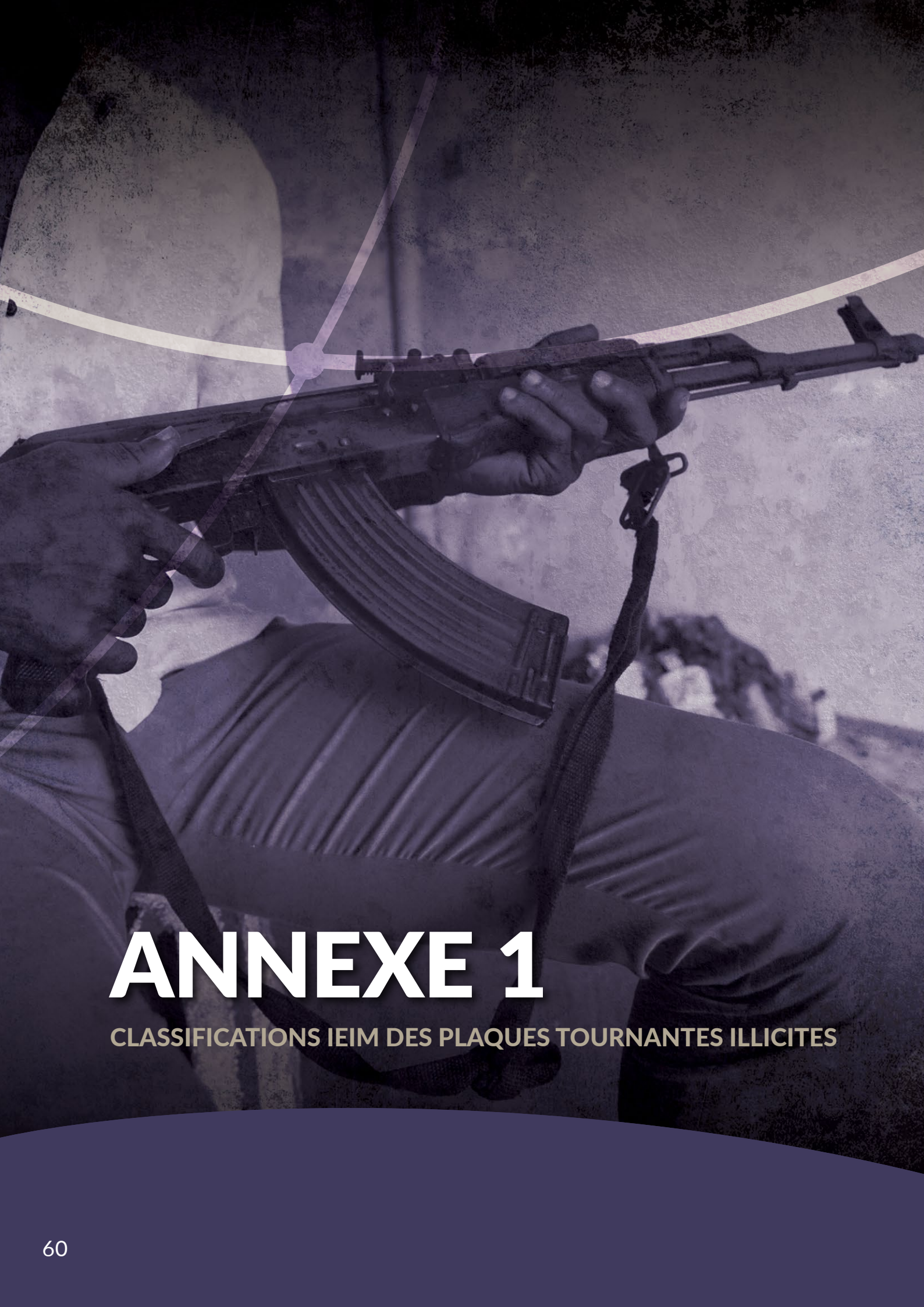
Les résultats de cette recherche soulignent le rôle central joué par l'Afrique de l'Ouest en tant que région de transit pour les flux illicites. La moitié des plaques tournantes illicites recensées dans la région sont classés comme points de transit et, bien que la plupart soient susceptibles d'être des points de transit pour le commerce illicite intrarégional, un grand nombre d'entre eux font partie de chaînes d'approvisionnement transnationales reliant les pays d'origine et les pays de destination dans le monde entier. La coopération au niveau de l'État entre les pays tout au long de la chaîne d'approvisionnement est d'une importance capitale. En particulier, les pays dans lesquels les marchés de consommation sont concentrés – par exemple, l'Europe occidentale, dans le cas des marchés de la cocaïne – doivent accepter leur part de responsabilité et poursuivre leurs efforts pour répondre à la demande de produits illicites. De même, les pays extérieurs à la région qui servent de points de transit pour les flux illicites ont également un rôle important à jouer.

8. La surveillance de la dynamique de l'instabilité dans le temps et dans l'espace est essentielle pour comprendre l'impact des interventions.

Le projet de cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest permet une analyse approfondie de la dynamique de l'économie illicite et de l'instabilité dans l'une des régions les plus touchées par la violence, les conflits et la criminalité organisée. Ces menaces sont de plus en plus reconnues par les parties prenantes gouvernementales et plusieurs interventions réussies ont été enregistrées. Le suivi de ces dynamiques dans le temps est donc crucial pour comprendre l'impact de ces réponses. Toutefois, il arrive fréquemment que les mesures prises par les services de détection et de répression aboutissent à un « effet ballon », en vertu duquel l'application de la loi dans un domaine ne fait que déplacer le marché illicite ailleurs. Par conséquent, le fait de continuer à suivre les tendances futures permettrait de déterminer où se produisent ces déplacements, non seulement des marchés illicites eux-mêmes, mais aussi de la dynamique d'instabilité qui y est associée. Une partie essentielle de ce suivi devrait également porter sur la dynamique des communautés ethniques et religieuses dans les plaques tournantes illicites, étant donné l'importance des tensions historiques qui jouent un rôle important dans l'activité actuelle et la dynamique criminelle dans le contexte de plusieurs économies illicites – y compris, par exemple, le commerce illicite de l'or et le vol de bétail.

9. Investir dans les régions frontalières peut rapporter des dividendes à long terme.

Les événements violents sont concentrés dans les zones frontalières régionales, qui jouent également un rôle crucial dans les économies illicites. Le fait d'établir des liens plus étroits entre les zones frontalières périphériques et les capitales – par le biais d'infrastructures de transport, d'investissements et d'un engagement accru – devrait réduire la marginalisation et l'exclusion perçues, atténuer les doléances que les acteurs extrémistes violents se sont révélés aptes à exploiter, et élargir l'éventail des options de moyens de subsistance formels. Alors que les groupes armés passent de plus en plus des États sahéliens aux régions septentrionales de certains États riverains – principalement le Ghana, le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire – les investissements dans ces régions frontalières sont en retard et devraient être prioritaires. Ce développement de l'infrastructure est également susceptible de jouer un rôle de catalyseur pour les économies illicites, effets qui devraient être évalués pour chaque contexte spécifique. Toutefois, les avantages à long terme sur le plan du développement peuvent l'emporter sur ces effets dans de nombreux domaines.



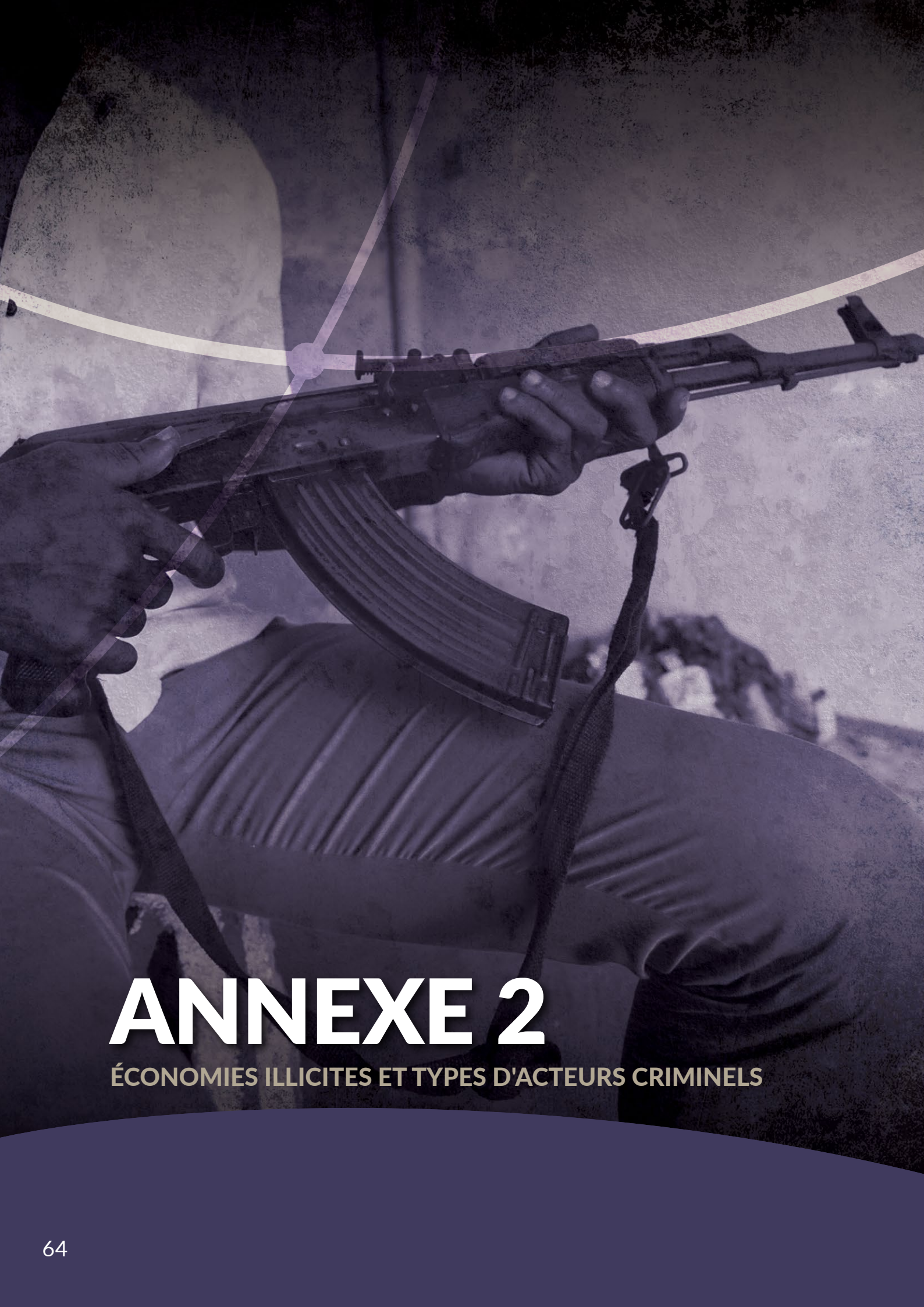
ANNEXE 1

CLASSIFICATIONS IEIM DES PLAQUES TOURNANTES ILLICITES

FAIBLE (127)	MOYEN (88)	HAUT (53)	TRÈS ÉLEVÉ (12)
Aba (NGA)	Abong-Mbang (CMR)	Am Dafok (CAF)	Bamenda (CMR)
Abengourou (CIV)	Accra (GHA)	Anka (NGA)	Ber (MLI)
Abidjan (CIV)	Aéroport international de Gbessia (GIN)	Axe Berbérati-Gamboula (CAF)	Centre du Mali (MLI)
Aéroport d'Abidjan (CIV)	Aéroport international Osvaldo Vieira (GNB)	Bakassi (CMR)	Col de Kourzo (TCD)
Aéroport de Cufar (GNB)	Agadez (NER)	Bamako (MLI)	Idenau (CMR)
Aéroport international Amílcar Cabral (CPV)	Ahoda (NGA)	Bambari (CAF)	Kouri Bougoudi (TCD)
Aéroport international Blaise Diagne (SEN)	Autoroute Kaduna-Abuja (NGA)	Bangassou (CAF)	Kousseri (CMR)
Aéroport international Cesária Évora (CPV)	Axe Sankera (NGA)	Bangui (CAF)	Liptako-Gourma (MLI)
Aéroport international de Banjul (GMB)	Bakouma (CAF)	Bawku (GHA)	Maroua (CMR)
Aéroport international de Cotonou (BEN)	Bambara (GMB)	Birao (CAF)	Région de Kidal (MLI)
Aéroport international de Lomé-Tokoin (TGO)	Banjul (GMB)	Bouar (CAF)	Région du lac Tchad (TCD)
Aéroport international de Lungi (SLE)	Barkin Ladi (NGA)	Bria (CAF)	Tiko (CMR)
Aéroport international Kotoka (GHA)	Bassa (NGA)	Casamance (SEN)	
Aéroport international Monrovia Roberts (LBR)	Batouri (CMR)	Dansadau (NGA)	
Aéroport international Murtala Muhammed (NGA)	Bertoua (CMR)	Douala (CMR)	
Aéroport international Nelson Mandela (CPV)	Bissau (GNB)	Ekok (CMR)	
Aflao (GHA)	Bouna (CIV)	Foïta (MLI)	
Aflao (TGO)	Carnot (CAF)	Forêt de Kamuku (NGA)	
Aného (TGO)	Ceinture centrale (GHA)	Forêt sububu (NGA)	
Aplahoué (BEN)	Champ d'or de Djado (NER)	Fotokol (CMR)	
Archipel de Bijagós (GNB)	Champ d'or de Tchibarakatene (NER)	Frontière Niger-Nigéria (NER)	
Autoroute Barkin Ladi-Jos South (NGA)	Chikun (NGA)	Frontières sud-est (BFA)	
Autoroute Kano-Daura (NGA)	Cinkassé (TGO)	Garoua (CMR)	
Autoroute Katsina-Ala-Wukari (NGA)	Conakry (GIN)	Garoua-Boulai (CMR)	
Autoroute Makurdi-Lafia (NGA)	Cotonou (BEN)	Idabato (CMR)	
Bafoussam (CMR)	Damasak (NGA)	Jegue (São Domingos) (GNB)	
Bagwu (LBR)	District Sénatorial du Plateau Nord (NGA)	Jos South (NGA)	
Bakau (GMB)	Djougou (CMR)	Kati (MLI)	
Blitta (TGO)	Dollar Power (GHA)	Kolofata (CMR)	
Bonny (NGA)	Dourbey (CMR)	Kumba (CMR)	
Bouaké (CIV)	Farafenni (GMB)	Lac Maga Pouss (CMR)	
Bo Waterside (LBR)	Forêt d'Alagarno (NGA)	Lerneb (MLI)	

FAIBLE (127)	MOYEN (88)	HAUT (53)	TRÈS ÉLEVÉ (12)
Bowila (LBR)	Forêt de Sambisa (NGA)	Limbe (CMR)	
Bwea Town (LBR)	Frontières de la région de Kayes (MLI)	Mayo-Sava (CMR)	
Canquelifá (GNB)	Frontières nord-est (CIV)	Mundemba (CMR)	
Dakar (SEN)	Ganta (LBR)	N'Délé (CAF)	
Dapaong (TGO)	Gashiga (CMR)	Nioro du Sahel (MLI)	
Delta du lac Nokoué-Ouémé (BEN)	Gbarnga (LBR)	Nord-ouest du Burkina Faso (BFA)	
District de Kailahun (SLE)	Geidam (NGA)	Nzako (CAF)	
District de Kambia (SLE)	Idiroko (NGA)	Omoku (NGA)	
District de Kono (SLE)	Jibiya (NGA)	Ouagadougou (BFA)	
Djoujou (BEN)	Jos Nord (NGA)	Parcs nationaux des régions frontalières (BEN)	
El Akla (NER)	Kasoá (GHA)	Passe de Salvador (NER)	
Elubo (GHA)	Katsina-Ala (NGA)	Port Harcourt (NGA)	
Farim (GNB)	Kayes (MLI)	RAC-Cameroun-Chad (CAF)	
Forécariá (GIN)	Kenzou (CMR)	Raz El Ma (MLI)	
Freetown (SLE)	Kette (CMR)	Région de Sikasso (MLI)	
Gombe (NGA)	Kourou (BEN)	Rijana (NGA)	
Goxu Mbathie (Saint Louis) (SEN)	Kumasi (GHA)	Taoudenni (MLI)	
Guinée forestière (GIN)	Logo (NGA)	Tombouctou (MLI)	
Hilacondji (BEN)	Lomé (TGO)	Tri-frontière Sud-Ouest (BFA)	
Ijebu Ode (NGA)	Maiduguri (NGA)	Vakaga (CAF)	
Ikom (NGA)	Malanville (BEN)	Zone Sud-Est (CAF)	
Ikorodu (NGA)	Mallam Fatori (NGA)		
Ilha de Caiar (GNB)	Mansabá (GNB)		
Isiokolo (NGA)	Mobaye (CAF)		
Itagunmodi (NGA)	Monrovia (LBR)		
Jendema-Bo Waterside (SLE)	Mouloundou (CMR)		
Kaolack (SEN)	N'Gaoundéré (CMR)		
Kara (TGO)	Nola (CAF)		
Kartong (GMB)	Orlu (NGA)		
Kédougou (SEN)	Ouangolodougou (CIV)		
Ketao (TGO)	Parc national de Comoé (CIV)		
Kidira (SEN)	Passage de la frontière de Baga (NGA)		
Koidu (SLE)	Passage frontalier de Marte (NGA)		
Kolda (SEN)	Port autonome de Cotonou (BEN)		
Kribi (CMR)	Port de Banjul (GMB)		
Kye-Ossi (CMR)	Port de Conakry (GIN)		
Lac Togo (TGO)	Port de Lomé (TGO)		
Lagos (NGA)	Port maritime de Bissau (GNB)		
Lagune d'Aby (CIV)	Région de Cacheu (GNB)		
Lomié (CMR)	Riyom (NGA)		
Madina Gounass (SEN)	Route Dansadau-Gusau-Anka (NGA)		
Mamou (GIN)	Sabon Birni (NGA)		
Man (CIV)	Safim (GNB)		
Mariga (NGA)	Sèmè-Kpodji (BEN)		
Mbour (SEN)	Shiroro (NGA)		
Mendekoma (LBR)	Sigui (GIN)		
Métropole de Kano (NGA)	Sud Ijaw (NGA)		

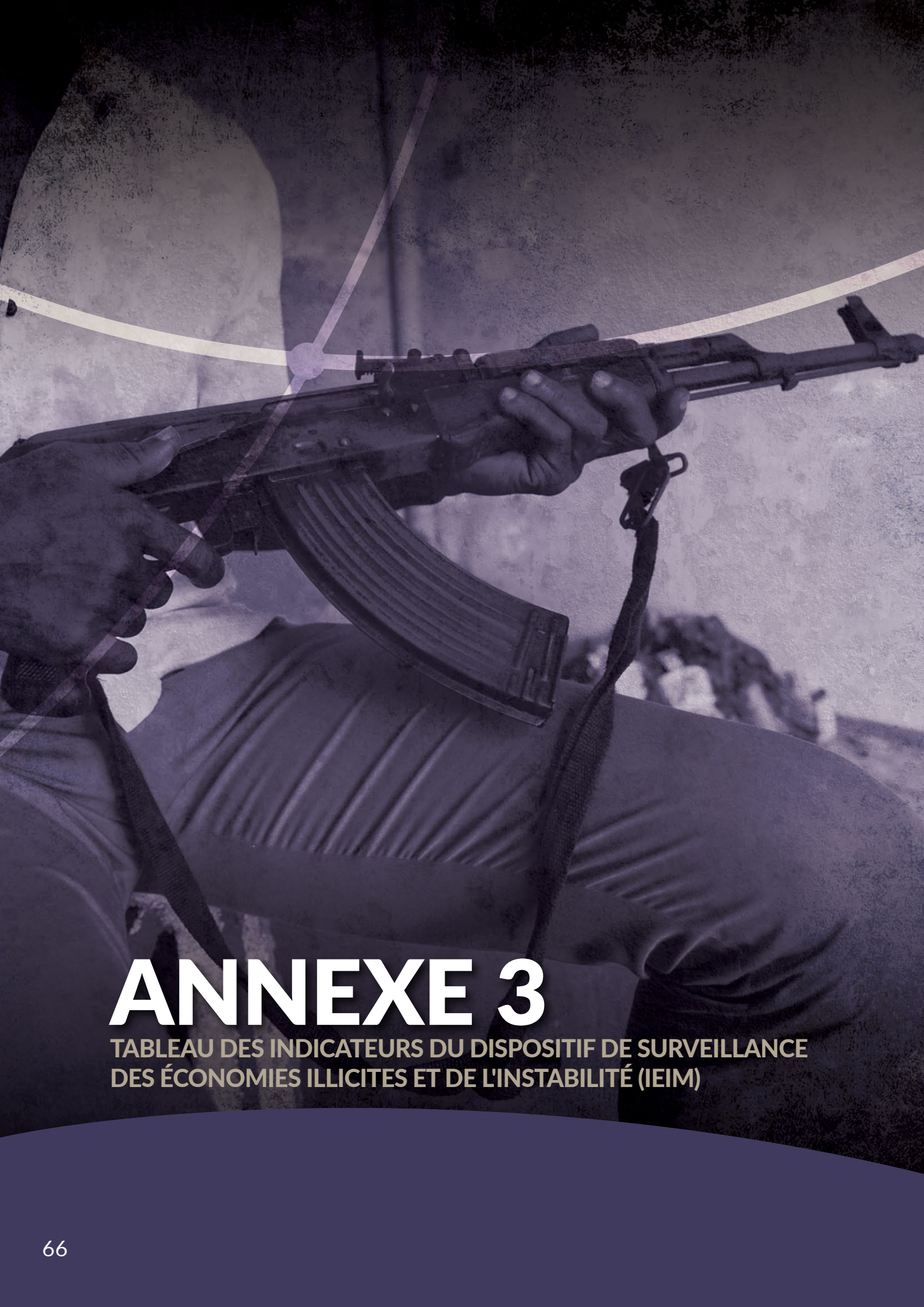
FAIBLE (127)	MOYEN (88)	HAUT (53)	TRÈS ÉLEVÉ (12)
Mindelo (CPV)	Tamale (GHA)		
Minerai (NGA)	Techiman (GHA)		
Nekede (NGA)	Tiné (TCD)		
Nnewi (NGA)	Triangle de Kaga-Bandoro, Batangafo et Kabo (CAF)		
Noé (CIV)	Ukum (NGA)		
Obajana–OkeneRoad (NGA)	Wa (GHA)		
Odukpani (NGA)	Yaoundé (CMR)		
Ogbia (NGA)	Yokadouma (CMR)		
Ohaji-Egbema (NGA)	Zone centre-nord (CIV)		
Okija (NGA)			
Onitsha (NGA)			
Oron (NGA)			
Parc national de la forêt tropicale de Gola (SLE)			
Parc national de la péninsule de l'Ouest (SLE)			
Parc national de Lofa-Mano (LBR)			
Parc national de Mole (GHA)			
Parc national d'Outamba-Kilimi (SLE)			
Parc national du Niokolo-Koba (SEN)			
Port d'Abidjan (CIV)			
Port d'Apapa (NGA)			
Port de Freetown (SLE)			
Port de San-Pédro (CIV)			
Port de Takoradi (GHA)			
Port de Tema (GHA)			
Port franc de Monrovia (LBR)			
Port Maritime de Dakar (SEN)			
Praia (CPV)			
Rafi (NGA)			
Sagamu (NGA)			
Salikégné (SEN)			
Seme (NGA)			
Serekunda (GMB)			
Sokodé (TGO)			
Sud-est (LBR)			
Tahoua (NER)			
Tambacounda (SEN)			
Tanguiéta (BEN)			
Tarkwa (GHA)			
Tengréla (CIV)			
Timbo (LBR)			
Touba (SEN)			
Toummo (NER)			
Uzo-Uwani (NGA)			
Vélingara (SEN)			
Warri (NGA)			
Yela (LBR)			
Zone côtière de Biombo (GNB)			
Zone sud-ouest (CIV)			



ANNEXE 2

ÉCONOMIES ILLICITES ET TYPES D'ACTEURS CRIMINELS

	Économies illicites	Type d'acteur criminel
1	Traite des personnes	Groupes de type mafieux (criminels)
2	Trafic d'êtres humains	Groupes de type mafieux (insurgés)
3	Trafic d'armes	Groupes de type mafieux (terroristes)
4	Criminalité liée à la flore	Réseaux criminels
5	Vol de bétail	Acteurs intégrés à l'État
6	Crimes liée à la faune (autres)	Acteurs étrangers
7	Commerce illicite d'or	
8	Commerce illicite de carburant	
9	Commerce illicite de pierres précieuses	
10	Commerce d'héroïne	
11	Commerce de cocaïne	
12	Commerce du cannabis	
13	Commerce de drogues de synthèse	
14	Médicaments contrefaits	
15	Blanchiment d'argent	
16	Enlèvement avec demande de rançon	
17	Commerce illicite et contrefaçon	



ANNEXE 3

TABLEAU DES INDICATEURS DU DISPOSITIF DE SURVEILLANCE
DES ÉCONOMIES ILLICITES ET DE L'INSTABILITÉ (IEIM)

DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DES ÉCONOMIES ILLICITES ET DE L'INSTABILITÉ (30 points)

Indicateur	Variable	Mesures	Score maximal	Justification	Source
VIOLENCE ET INSTABILITÉ (6 points)					
Souveraineté contestée	La souveraineté de la zone concernée est-elle contestée ? (Par exemple, des groupes sécessionnistes rebelles opèrent-ils dans la région ? Existe-t-il des zones où les forces de l'ordre ou d'autres forces de sécurité ne peuvent pas entrer/gouverner ?)	0 = non 1 = oui	1	En plus d'exploiter les tensions entre la souveraineté et la mondialisation en mettant en place des opérations dans les zones frontalières, ceux qui se livrent à des activités criminelles transnationales semblent également choisir des refuges au sein d'États dotés d'institutions faibles, ceux qui ont des difficultés à fournir des biens et des services ainsi qu'à assurer la police et la protection des citoyens dans toutes les parties de leur « territoire souverain ». ¹⁵⁵ L'une des principales nécessités de la criminalité organisée, en particulier du commerce de la drogue, est la nécessité de se protéger des services de détection et de répression, ce qui signifie souvent qu'il faut exercer un contrôle sur le territoire. Ce contrôle du territoire est un acte intrinsèquement politique qui dégrade le pouvoir de l'État. En effet, la perte de contrôle sur des parcelles de territoire est l'une des caractéristiques d'un État défaillant. ¹⁵⁶	Évaluation d'experts
Menace des groupes armés	Dans quelle mesure les groupes djihadistes et/ou armés constituent-ils une menace ?	0 = non 0,5 = limité 1 = limité mais en croissance 1,5 = modéré 2 = élevé	2	Le terrorisme et les groupes armés alimentent le trafic illégitime d'armes et menacent la sécurité dans toute la région. ¹⁵⁷	Évaluation d'experts
Morts liées aux conflits	Nombre de décès liés aux conflits pour 100 000 (depuis 2020)* *Comprend tous les décès résultant de batailles, d'explosions/ de violences à distance, de manifestations, d'émeutes et de violences contre les civils	0 = 0 0,5 = < 2 1 = 2-10 1,5 = 10-50 2 = > 50	2	Quelque 86 % des plaques tournantes illicites identifiées par des recherches récentes sont situés à proximité d'un conflit récent, qu'il s'agisse d'une guerre, d'une guerre civile ou de violences entre groupes d'opposition. ¹⁵⁸ Les morts liées aux conflits peuvent donner une indication de la gravité du conflit dans une région.	ACLED
Instabilité politique	Y a-t-il eu un coup d'État récent (réussi) ? ¹⁵⁹	0 = il y a plus de 5 ans 0,5 = il y a 1-5 ans 1 = au cours des 12 derniers mois	1	Les coups créent souvent des conditions qui rendent les affaires légitimes presque impossibles, telles que l'effondrement économique, la détérioration de l'état de droit et la propagation du chaos, ce qui crée un terrain fertile pour les criminels organisés. ¹⁶⁰	Powell & Thyne (2011) ¹⁶¹

Indicateur	Variable	Mesures	Score maximal	Justification	Source
LIENS CRIME-CONFLIT (15 points)					
Armes	Des armes sont-elles fabriquées ?	0 = non 1 = oui	1	La production artisanale autochtone est une source importante d'armes illicites dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, où des acteurs armés d'origines diverses utilisent des armes fabriquées localement lors de conflits armés dans un certain nombre de conflits de la région, y compris au Nigéria. ¹⁶²	Évaluation d'experts
	Y a-t-il de la contrebande d'armes ?	0 = non 0,5 = limité 1 = significatif	1	Le conflit en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel s'est intensifié ces dernières années, en raison d'une montée alarmante des organisations extrémistes violentes et de la prolifération des armes – dont certaines ont été détournées du conflit libyen en 2011. Dans cette zone de conflit actuelle, les ventes légales et le trafic illégal d'armes légères et de petit calibre se confondent sur les marchés noirs et gris où les acteurs violents sont prêts à en profiter. ¹⁶³	Évaluation d'experts
	Estimation du nombre d'armes à feu civiles pour 100 habitants	Normalisé sur une échelle de 0 à 1	1	La concentration de la plupart des quelque 100 millions d'armes légères et de petit calibre non contrôlées en Afrique dans des zones de crise et d'autres environnements menacés par la sécurité exacerbe et allonge souvent les conflits. ¹⁶⁴	Enquête sur les armes légères ¹⁶⁵
Flux vers les acteurs du conflit	Les marchandises, autres que les armes à feu, circulent-elles dans la région où l'on sait qu'elles font l'objet d'un trafic ou d'une contrebande vers des acteurs du conflit dans la sous-région, ou vers des marchés illicites qui financent des acteurs du conflit ?	0 = non 1 = limité 2 = modéré 3 = important	3	Les plaques tournantes illicites peuvent jouer un rôle indirect dans les conflits et l'instabilité en fournissant divers matériaux et produits, tels que des engrais ou des cordons électriques utilisés dans la production d'explosifs, aux acteurs du conflit dans la région. ¹⁶⁶ Un autre exemple courant est le trafic de mercure et de cyanure vers des sites miniers artisanaux et à petite échelle contrôlés par des acteurs du conflit au Sahel. ¹⁶⁷	Évaluation d'experts
Financement des groupes armés	Les groupes armés tirent-ils des revenus d'activités illicites présentes ou circulant dans la région ?	0 = non 1 = limité 2 = modéré 3 = important	3	Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, un boom de l'or attire l'attention de divers groupes armés. L'exploitation minière artisanale de l'or fournit aux groupes armés, y compris aux djihadistes dans certains cas, une nouvelle source de financement, voire des recrues. Si elle n'est pas réglementée, elle risque d'alimenter la violence dans la région. ¹⁶⁸	Évaluation d'experts
Violence économique illégale	La violence est-elle associée aux économies illicites ?	0 = non 1 = limité 2 = important	2	Lorsque la violence est une caractéristique commune d'une économie illicite, elle peut jouer un rôle de catalyseur dans la création de milices et d'autres formes de groupes d'autoprotection. ¹⁶⁹	Évaluation d'experts
Acteurs intégrés à l'État	Les acteurs étatiques sont-ils impliqués dans l'économie illicite ?	0 = non 1 = limité 2 = important	2	Les acteurs étatiques sont souvent les principaux vecteurs de la criminalité organisée au niveau national, ce qui a des incidences sur la résilience des pays face aux économies illicites. ¹⁷⁰ Lorsque la corruption s'enracine, elle sape le développement de l'autorité de l'État et de ses institutions, laissant un État faible avec potentiellement plus d'espace pour les insurgés pour opérer. ¹⁷¹ La corruption peut également être un grief clé alimentant les conflits, par exemple, la guerre ethnique. ¹⁷²	Évaluation d'experts

Indicateur	Variable	Mesures	Score maximal	Justification	Source
Tensions intercommunautaires	Les marchés illicites opèrent-ils par-delà les frontières ethniques et alimentent-ils les tensions intercommunautaires ?	0 = non 0,5 = un peu 1 = oui	1	Le vol de bétail, par exemple, est étroitement lié aux tensions communautaires au Nigéria ¹⁷³ et au Mali ¹⁷⁴ et les exacerbe. Les tensions communautaires peuvent dégénérer en conflits à part entière, engendrer la création de groupes d'autodéfense et créer des tensions que les djihadistes peuvent exploiter pour acquérir une légitimité communautaire. ¹⁷⁵	Évaluation d'experts
Mesures de répression de l'économie illicite	Existe-t-il des mesures de répression de l'économie illicite qui ont précipité un effet de déplacement ou une flambée de violence ?	0 = non 0,5 = un peu 1 = oui	1	Trop souvent, la suppression des économies illicites ou du lien entre la criminalité et les conflits dans une région ne fait que la pousser dans une autre, déstabilisant ainsi des régions plus vastes. Les politiques de lutte contre les stupéfiants sont réputées pour générer de tels effets de contagion, appelés dans le domaine de la drogue « effets de ballon ». ¹⁷⁶	Évaluation d'experts

ACCÉLÉRATEURS (9 points)

INFRASTRUCTURE (6 points)

Infrastructure portuaire	Un aéroport international ou un port maritime se trouvent-ils à proximité, que ce soit dans le pays ou dans les pays voisins ?	0 = > 200 kilomètres 0,25 = 100-199 kilomètres 0,5 = 50-99 kilomètres 0,75 = 0-49 kilomètres 1 = 0 kilomètre	1	L'accès aux transports est également d'une importance cruciale pour déterminer les plaques tournantes illicites, étant donné la nécessité de multiples moyens de quitter l'espace et les redondances afin qu'il n'y ait pas de dépendance à l'égard d'un seul moyen de s'assurer que les produits arrivent sur le marché. L'accès aux rivières, aux aéroports et aux ports maritimes est un facteur clé. ¹⁷⁷ Les ports et aéroports d'Afrique continuent d'être la cible de groupes criminels organisés pour le trafic de marchandises illicites. ¹⁷⁸	Évaluation d'experts
	Ampleur du trafic portuaire de conteneurs (port maritime le plus proche) ? ¹⁷⁹ OU Nombre total de passagers par an (aéroport international le plus proche)	0 = < 0,25 million d'EVP 0,25 = 0,25-0,5 million d'EVP 0,5 = 0,5-1 million d'EVP 0,75 = > 1 million d'EVP 1 = > 1 million d'EVP et joue un rôle dans le transbordement par voie terrestre vers les États voisins <u>OU</u> 0 = < 1 million 0,5 = 1-5 millions 1 = > 5 millions	1	Les principales plaques tournantes du commerce mondial – par exemple les ports ou les aéroports – risquent de devenir des plaques tournantes de l'économie illicite. En retour, les investissements dans l'amélioration de l'infrastructure commerciale de l'Afrique pourraient accroître le risque de devenir la proie de la criminalité organisée en l'absence de mécanismes de surveillance et de contrôle appropriés. ¹⁸⁰ Dans toute l'Afrique, le transport aérien a joué un rôle en permettant le transport d'armes illicites et de ressources naturelles très précieuses à l'intérieur et à l'extérieur des zones de conflit. ¹⁸¹ Si presque tous les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ont une frontière commune avec au moins un pays enclavé, tous les États côtiers ne jouent pas un rôle important dans l'approvisionnement en marchandises - licites et illicites - des pays enclavés voisins de l'arrière-pays. ¹⁸²	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) / open source (évaluations d'experts)
Infrastructure routière	L'emplacement est-il situé sur/près d'une route principale opérationnelle ?	0 = non 0,5 = routes secondaires 1 = routes principales	1	L'accès aux transports est également d'une importance cruciale dans le choix d'un lieu. Il doit y avoir plusieurs façons de sortir de l'espace et des redondances afin de ne pas dépendre d'une seule façon de s'assurer que les produits arrivent sur le marché. Les routes, peu importe leur état, sont importantes – 95 % des points noirs étudiés sont reliés au monde extérieur par des routes. ¹⁸³	Évaluation d'experts

Indicateur	Variable	Mesures	Score maximal	Justification	Source
Proximité de grandes villes	L'emplacement est-il proche d'une grande ville ? ¹⁸⁴	0 = > 200 kilomètres 0,5 = 50-199 kilomètres 1 = 0-49 kilomètres	1	Les villes, grâce à leur population plus nombreuse, offrent des marchés de consommation plus importants pour les économies illicites, ainsi que davantage de possibilités d'extorsion et de vente de votes, par exemple. D'autres caractéristiques souvent associées aux grandes agglomérations urbaines, telles qu'une plus grande connectivité et des services bancaires plus développés, peuvent également faciliter les activités illicites. ¹⁸⁵ Enfin, l'urbanisation rapide peut se traduire par une situation dans laquelle l'État n'est pas en mesure de fournir une protection et des services sociaux adéquats. Cela, à son tour, peut créer un vide de pouvoir qui est saisi par ceux qui profitent des économies illégales. ¹⁸⁶	Calcul d'experts sur la base des données de l'Examen mondial de la population ¹⁸⁷
Proximité de frontières nationales	L'emplacement est-il à proximité immédiate d'une frontière terrestre nationale ?	0 = > 200 kilomètres 0,25 = 150-199 kilomètres 0,5 = 100-149 kilomètres 0,75 = 50-99 kilomètres 1 = 0-49 kilomètres	1	Dans les situations où un conflit a éclaté, les zones frontalières ont souvent été dépassées par des flux de réfugiés, d'armes et d'autres marchandises de contrebande. Des attaques transfrontalières ont lieu alors que des militants tentent d'utiliser le territoire d'un État voisin comme source de nourriture et d'approvisionnement ou de recruter ou d'enlever des combattants et des travailleurs potentiels. ¹⁸⁸ Les organisations qui se livrent à des activités criminelles transnationales exploitent cette porosité accrue des frontières en localisant des endroits où elles peuvent facilement se déplacer d'un État à l'autre et établir des liens avec d'autres entreprises similaires. Être situé le long des frontières donne à ces organisations un certain degré d'invisibilité, car elles s'intègrent dans tous les autres mouvements qui se produisent autour d'elles. ¹⁸⁹ La plupart des actes de violence se produisent près des frontières et tendent à diminuer lorsqu'ils s'en éloignent. Cela correspond à notre attente selon laquelle les frontières de la région sont généralement des espaces moins contrôlés politiquement et que les groupes armés ont moins d'obstacles à la circulation ou à d'autres activités en leur sein. ¹⁹⁰	Calcul d'experts
Flux financiers illicites	Existe-t-il des institutions financières officielles utilisées pour blanchir les produits illicites ? ¹⁹¹	0 = non 0,5 = un peu 1 = oui	0,5	Les institutions de services financiers telles que les banques, les sociétés de financement non bancaires, les assureurs et les sociétés du marché des capitaux sont généralement les canaux les plus privilégiés par lesquels l'argent illicite est blanchi à travers le monde. ¹⁹² Outre le trafic de drogues et le trafic d'armes, entre autres, l'extraction de fonds du blanchiment d'argent par des groupes terroristes est courante. ¹⁹³	Évaluation d'experts
	L'emplacement est-il (situé) dans une zone de libre-échange ?	0 = non 1 = oui	0,5	De nombreuses caractéristiques d'une zone de libre-échange (ZLE), telles que l'exonération des droits et taxes, la simplification des procédures administratives et l'importation en franchise de matières premières, de machines, de pièces et d'équipements, en plus de stimuler les possibilités économiques, peuvent entraîner une réduction des contrôles financiers et commerciaux et de leur application, créant des possibilités de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Parce que les mêmes caractéristiques qui rendent les zones de libre-échange attrayantes pour les entreprises légitimes attirent également les abus des acteurs illicites, les zones de libre-échange sont une préoccupation à laquelle le Groupe d'action financière (GAFI) devrait répondre. ¹⁹⁴	Évaluation d'experts

Indicateur	Variable	Mesures	Score maximal	Justification	Source
FACTEURS DE STRESS (3 points)					
Mobilité de la population	Les populations locales ont-elles été déplacées de force au cours des 12 derniers mois ?	0 = non 0,5 = de façon mineure 1 = oui	0,5	L'exode de civils d'un pays en proie à la tourmente est un autre facteur important qui contribue à l'extension du conflit. Ces mouvements affectent directement et négativement la nation d'accueil. Les camps de réfugiés peuvent être préjudiciables économiquement aux États de la première destination. Non seulement ces types de mouvements de population amènent les États voisins à détourner les ressources du renforcement des capacités de l'État et de la planification des infrastructures de base, mais les forces d'opposition peuvent trouver un réconfort au sein de ces camps qui servent également de terrains de recrutement fertiles pour les insurrections et pour établir une voie d'approvisionnement en armes viable. ¹⁹⁵	Évaluation d'experts
	Existe-t-il des niveaux élevés de mobilité dans, à travers ou hors de l'emplacement ?	0 = non 0,5 = de façon mineure 1 = oui	0,5	Les groupes nomades, par exemple, ont de l'expérience dans le commerce transsaharien avec une gamme de biens remontant à l'époque précoloniale. Par conséquent, ils sont très familiers avec le terrain et connaissent les exigences pratiques et les pièges du commerce, à la fois licite et illicite. Compte tenu de leurs difficultés économiques, dues à des sécheresses répétées et à la marginalisation économique, beaucoup d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas d'autre choix que de chercher de nouvelles sources de revenus. ¹⁹⁶	Évaluation d'experts
Vulnérabilité socio-économique	L'emplacement est-il caractérisé par de faibles niveaux de développement ?	Normalisé (et inversé) sur une échelle de 0 à 1	0,33	Les djihadistes sont stratégiques dans leur approche de l'exploitation des vulnérabilités sociétales et structurelles qui se produisent en périphérie, en particulier lorsque le contrat social entre le gouvernement national et la population civile est le plus faible. Les djihadistes tirent parti de la pauvreté et du chômage, de l'absence de services de base et de la perception de la marginalisation sociale et politique des populations locales. Ils comblent le vide avec des services minimaux mais tangibles, construisant ainsi une « quasi-gouvernance » pour remplacer l'État. ¹⁹⁷	Indice du développement humain (IDH) ¹⁹⁸
	L'emplacement est-il caractérisé par des niveaux élevés de pauvreté ?	Normalisé sur une échelle de 0 à 1	0,33	Les djihadistes sont stratégiques dans leur approche de l'exploitation des vulnérabilités sociétales et structurelles qui se produisent en périphérie, en particulier lorsque le contrat social entre le gouvernement national et la population civile est le plus faible. Les djihadistes tirent parti de la pauvreté et du chômage, de l'absence de services de base et de la perception de la marginalisation sociale et politique des populations locales. Ils comblent le vide avec des services minimaux mais tangibles, construisant ainsi une « quasi-gouvernance » pour remplacer l'État. ¹⁹⁹	Indice de la pauvreté multidimensionnelle globale (IPM) ²⁰⁰
	Le lieu est-il caractérisé par des niveaux élevés d'inégalité entre les sexes ?	0 = < 2,5 % 0,25 = 2,5 - 5 % 0,5 = 5 - 7,5 % 0,75 = 7,5 - 10 % 1 = > 10 %	0,33	Les djihadistes sont stratégiques dans leur approche de l'exploitation des vulnérabilités sociétales et structurelles qui se produisent en périphérie, en particulier lorsque le contrat social entre le gouvernement national et la population civile est le plus faible. Les djihadistes tirent parti de la pauvreté et du chômage, de l'absence de services de base et de la perception de la marginalisation sociale et politique des populations locales. Ils comblent le vide avec des services minimaux mais tangibles, construisant ainsi une « quasi-gouvernance » pour remplacer l'État. ²⁰¹	Indice de développement du genre (IDG) ²⁰²

Indicateur	Variable	Mesures	Score maximal	Justification	Source
Présence des forces de l'ordre	Le lieu est-il considéré comme ayant une portée limitée en matière d'application de la loi ?	0 = non 0,5 = un peu 1 = oui	1	En Afrique de l'Ouest, la peur des coups d'État internes a conduit les dirigeants politiques à permettre systématiquement à leurs forces armées et à leurs forces de l'ordre de se détériorer, ce qui a rendu « les systèmes politiques et les dispositifs d'état de droit très vulnérables à la pénétration du trafic de drogue et d'autres flux criminels dangereux en provenance de zones instables ». ²⁰³ Inversement, « aux États-Unis, en Europe occidentale et en Asie de l'Est, les forces de l'ordre conservent une capacité de dissuasion beaucoup plus grande à l'égard des groupes criminels ». ²⁰⁴	Évaluation d'experts

NOTES

- 1 En ce qui concerne l'évolution de la géographie des conflits et l'intensité croissante de la violence, voir OECD/SWAC, *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, West African Studies, Paris: OECD Publishing, 2020, https://www.oecd-ilibrary.org/development/geographie-des-conflits-en-afrique-du-nord-et-de-l-ouest_4b0abf5e-fr.
- 2 Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *La hausse de la violence des militants islamistes au Sahel, une dynamique qui domine le combat de l'Afrique contre les extrémistes*, janvier 2022, <https://africacenter.org/fr/spotlight/mig2022-01-hausse-violence-militants-islamistes-sahel-dynamique-domine-combat-afrique-extremistes/>.
- 3 Ibid.
- 4 Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Rethinking the response to jihadist groups across the Sahel*, Chatham House, mars 2021, <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2021-03/2021-03-02-response-jihadist-groups-sahel-perouse-de-montclos.pdf>.
- 5 Aux fins du présent rapport, « Afrique de l'Ouest » désigne les 18 pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.
- 6 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Criminalité organisée et dynamiques de l'instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, septembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping/>.
- 7 OECD/SWAC, *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, West African Studies, Paris: OECD Publishing, 2020, https://www.oecd-ilibrary.org/development/geographie-des-conflits-en-afrique-du-nord-et-de-l-ouest_4b0abf5e-fr.
- 8 Ce chiffre est toutefois faussé par le Nigeria, dont la population de plus de 200 millions d'habitants est une exception. Au total, 8 des 18 pays étudiés sont classés dans la catégorie « criminalité haute », c'est-à-dire avec un score supérieur ou égal à 5,5. Sur tout le continent, seule l'Afrique de l'Est présente un niveau moyen de criminalité plus élevé. L'Indice de criminalité organisée ENACT est un instrument multidimensionnel qui évalue le niveau de criminalité et la résilience au crime organisé pour 54 pays africains selon trois piliers clés : les marchés criminels, les acteurs criminels et la résilience. L'Indice, qui constitue une partie de l'Indice mondial du crime organisé 2021, qui couvre l'ensemble des 193 États membres des Nations unies, s'appuie sur une analyse documentaire approfondie et actualisée et sur l'expertise de plus de 160 experts nationaux, régionaux et thématiques. ENACT, *Indice du crime organisé en Afrique 2021 : Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique*, 2019-2021, novembre 2021, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2021.pdf.
- 9 ENACT, *Indice du crime organisé en Afrique 2021 : Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique*, 2019-2021, novembre 2021, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2021.pdf.
- 10 Selon l'Indice mondial de la paix de l'Institute for Economics and Peace, <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2021/06/GPI-2021-web-1.pdf>.
- 11 ENACT, *Indice du crime organisé en Afrique 2021 : Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique*, 2019-2021, novembre 2021, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2021.pdf.
- 12 *Exploring the crime-conflict nexus*, GI-TOC, mai 2017, <https://globalinitiative.net/analysis/exploring-the-crime-conflict-nexus/>.
- 13 Vanda Felbab-Brown, *Illicit economies and belligerents*, dans Vanda Felbab-Brown (ed.), *Shooting up: Counterinsurgency and the War on Drugs*, Brookings Institution Press, 2010.
- 14 Pour une analyse plus approfondie de l'interaction entre l'autorité politique formelle et l'autorité sociale non formelle dans le contexte des économies (il)légales et (il)licites, voir Itty Abraham et Willem Van Schendel, *Introduction: The making of illicitness*, dans I Abraham et W van Schendel (eds), *Illicit Flows and Criminal Things*, Bloomington: Indiana University Press, 2005.
- 15 Ibid.
- 16 Conclusions tirées par les auteurs à partir d'entretiens et d'observations sur le terrain.
- 17 Robin Cartwright et Nicholas Atampugre, *Organised oil crime in Nigeria – the Delta paradox: Organised criminals or community saviours?*, ENACT Research Paper, numéro 21, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2020-11-26-organised-oil-crime-in-nigeria.pdf>.
- 18 Pour une discussion plus approfondie de la double influence des économies illicites, voir Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.
- 19 L'expansion des marchés criminels pour échapper aux sanctions a été constatée à plusieurs reprises comme une

- conséquence courante des régimes de sanctions à grande échelle. Voir Thomas Biersteker, Sue Eckert et Marcos Tourinho, *Targeted Sanctions: The Impacts and Effectiveness of United Nations Action*, Cambridge University Press, 2016.
- 20 Cela est dû en partie au fait qu'en raison de sa nature intrinsèquement opaque, les analyses de l'économie illicite sont souvent sous-étudiées, faute d'accès à l'information. Voir ENACT, *Organised Crime Index Africa 2019*, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2019.pdf.
- 21 Dans le contexte de cette approche, on entend par « instabilité » la dynamique liée aux acteurs armés qui participent à un conflit armé ou aux tensions sociopolitiques qui facilitent, déclenchent ou prolongent un conflit armé. En outre, l'instabilité peut également être liée aux acteurs armés et aux tensions sociopolitiques qui menacent la paix (« spoilers »), y compris dans les environnements post-conflit récents (comme immédiatement après un accord de paix). Dans certains contextes, l'instabilité peut être interprétée plus largement, pour inclure les facteurs de violence significative. Voir Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *L'Indice du crime organisé en Afrique 2021 met en lumière les différentes relations qui existent entre certains marchés illicites et l'instabilité*, Bulletin de risque – numéro 3, GI-TOC, 31 mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>.
- 22 Stuart Brown et Margaret Hermann, *Transnational Crime and Black Spots, Rethinking Sovereignty and the Global Economy*, Palgrave Macmillan, 2020.
- 23 Dans le monde entier, les plaques tournantes illicites forment un réseau interconnecté ; le suivi de ces plaques tournantes permet de cartographier l'économie illicite et de suivre la géographie de la « mondialisation déviante ». Voir les 150 « points noirs » identifiés dans le cadre des recherches menées par Stuart Brown et Margaret Hermann, qui incluent la Guinée-Bissau et deux autres zones particulièrement importantes pour l'écosystème côtier : les zones tri-frontalières Algérie-Mali-Niger et Sierra Leone-Libéria-Guinée; Stuart Brown et Margaret Hermann, *Transnational Crime and Black Spots, Rethinking Sovereignty and the Global Economy*, Palgrave Macmillan, 2020. Le terme « mondialisation déviante », qui désigne « les dessous déplorables de l'intégration transnationale », a été inventé par Nils Gilman, *Deviant globalization, Seminars about long-term thinking*, 3 mai 2010, <https://longnow.org/seminars/02010/may/03/deviant-globalization/>.
- 24 Définis comme des plaques tournantes illicites ayant un score supérieur à 15 sur l'IEIM.
- 25 Pour cette étude, les pays côtiers inclus sont Bénin, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Voir « Analyse de la cartographie des plaques tournantes illicites » section section pour plus de détails sur les classifications géographiques des 18 pays sélectionnés.
- 26 Le cadre conceptuel de la IEIM a été élaboré non seulement par un examen approfondi de la littérature pertinente, mais aussi par un travail de terrain et des entretiens avec des praticiens, des responsables de l'application de la loi, des membres de la société civile et d'autres experts, des ateliers consultatifs avec des experts du GI-TOC, ainsi que par les propres recherches du GI-TOC. En outre, un groupe de référence technique, composé d'experts en matière de criminalité, de conflits, d'instabilité, de mesures quantitatives et d'indicateurs composites, a été convoqué pour fournir des conseils d'experts sur la structure et la méthodologie de la IEIM. Les commentaires du groupe de référence technique ont été intégrés dans la conception et la présentation de la IEIM.
- 27 Lorsque la violence est une caractéristique régulière d'un marché illicite, elle peut souvent servir de catalyseur à la création de milices et d'autres types de groupes d'autoprotection (souvent) armés. Voir William Assanvo et al, *Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma*, Institute for Security Studies, 2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-eng.pdf>.
- 28 Voir Sampson Kwarkye, *Breaking terrorism supply chains in West Africa*, *ISS Today*, 8 juin 2020, <https://issafrica.org/iss-today/breaking-terrorism-supply-chains-in-west-africa>; Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, La diffusion des techniques d'extraction à base de cyanure modifie les dynamiques criminelles dans les mines d'or au Burkina Faso et au Mali, Bulletin de risque – numéro 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 29 Crisis Group, *Getting a grip on central Sahel's gold rush*, *Africa Report N°282*, 13 novembre 2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>.
- 30 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Criminalité organisée et dynamiques de l'instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest – Methodologie*, septembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping/>.
- 31 ENACT, *Organised Crime Index Africa 2019*, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2019.pdf; ENACT, *Indice du crime organisé en Afrique 2021 : Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique, 2019-2021*, novembre 2021, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2021.pdf.
- 32 Tout au long du rapport, les plaques tournantes illicites dont le score IEIM est inférieur à 10 sont appelées « plaques tournantes à faible IEIM », celles dont le score IEIM est compris entre 10 et 15 sont appelées « plaques tournantes à IEIM moyen », celles dont le score IEIM est compris entre 15 et 20 sont appelées « plaques tournantes à IEIM haut » et celles dont le score IEIM est supérieur à 20 sont appelées « plaques tournantes à IEIM très élevé ».
- 33 Dans cette étude, les pays du Sahel inclus sont le Mali, le Burkina Faso et le Niger.
- 34 Dans cette étude, l'Afrique centrale comprend le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine. En général, l'Afrique de l'Ouest côtière abrite le plus grand nombre de plaques tournantes illicites, avec 130 au total (ce qui n'est peut-être pas surprenant, étant donné le nombre de pays qui composent cette catégorie), suivie du Nigeria avec 67, de l'Afrique centrale avec 56 et du Sahel, où 27 plaques tournantes illicites ont été identifiées. Cependant, comme nous l'avons souligné dans la section précédente, en raison des différences dans la nature du

- paysage du crime organisé entre les pays, ainsi que des difficultés à assurer la cohérence de l'approche entre les chercheurs dans les différents pays, l'intérêt d'examiner uniquement le nombre absolu de plaques tournantes illicites dans un pays donné est limité.
- 35 A l'exclusion du Nigeria, selon les classifications géographiques utilisées dans ce rapport.
- 36 Voir, par exemple, ELVA, *Tracking violent extremism spillover from the Sahel to littoral West Africa*, Analytical report, 2021.
- 37 Bien qu'il soit possible de procéder à une analyse contrastée des typologies de plaques tournantes dans la région, il est important de reconnaître que les modèles de classification des plaques tournantes illicites varient d'une géographie à l'autre, en partie en fonction des approches des chercheurs. Par exemple, alors que le Cameroun est dominé par les points de transit, qui représentent près de 80 % de toutes les plaques tournantes illicites situées dans le pays, au Nigéria, les points chauds sont en grande majorité le type de plaque tournante illicite le plus souvent identifié, représentant plus de 70 % des plaques tournantes dans le pays.
- 38 Par exemple, les directions régionales des mines.
- 39 Cela reconnaît la nature stratégique du crime organisé, en particulier dans les zones de conflit. Voir James Cockayne, *Chasing shadows*, *The RUSI Journal*, 158, 2 (2013), 10-24, <http://dx.doi.org/10.1080/03071847.2013.787729>.
- 40 Mark Shaw, *We pay, you pay: Protection economies, financial flows, and violence*, dans Hilary Matfess et Michael Miklaucic (eds), *Beyond Convergence*, World Without Order, Washington, DC: Defense Dept., National Defense University, Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies, 2016.
- 41 Mark Pyman et al, *Corruption as a threat to stability and peace*, *Transparency International*, février 2014, https://ti-defence.org/wp-content/uploads/2016/03/2014-01_CorruptionThreatStabilityPeace.pdf.
- 42 Natascha S. Neudorfer et Ulrike G. Theuerkauf, *Buying war not peace: The influence of corruption on the risk of ethnic war*, *Comparative Political Studies*, 27, 13 (2014), 1856-1886, <https://doi.org/10.1177%2F0010414013516919>.
- 43 Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.
- 44 Pour plus de détails sur l'analyse de la causalité dans le contexte de l'IEIM, voir le rapport méthodologique complet : Lucia Bird et Lyes Tagzria, *Criminalité organisée et dynamiques de l'instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest – Methodologie*, septembre 2022. <https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping/>.
- 45 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 46 Ces catégories s'inspirent de la littérature sur la géographie illicite ; voir, par exemple, Michael Miklaucic et Jacqueline Brewer (eds), *Convergence: Illicit Networks and National Security in the Age of Globalization*, Washington, DC: National Defense University Press, 2013, et Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 47 Les villes construites le long des corridors commerciaux, et qui constituent les centres de la finance et du commerce mondial, présentent souvent ces deux premières caractéristiques.
- 48 Entretiens avec la société civile, les forces de l'ordre, les responsables internationaux, Bissau, 2018-2020.
- 49 Dans la cartographie des plaques tournantes illicites mondiales établie par Brown et Hermann, 80 % des plaques tournantes identifiées se trouvent dans les zones frontalières. Voir Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 50 Plusieurs études ont établi une relation entre la faiblesse de l'État de droit et la prévalence du crime organisé à l'intérieur des frontières d'un État. Voir Edgardo Buscaglia et Jan Van Dijk, *Controlling organized crime and corruption in the public sector*, *Journal on Crime and Society*, 3, 1 & 2 (2003), 3-34, <https://ssrn.com/abstract=931046>; Jan Van Dijk, *World of Crime: Breaking the Silence on Problems of Crime, Justice, and Development Across the World*. Thousand Oaks : Sage Publications, 2008 ; Hung-En Sung, *State failure, economic failure, and predatory organized crime: A comparative analysis*, *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 41, 1 (2004), 111-129, <https://doi.org/10.1177/0022427803257253>.
- 51 Certaines économies de protection se transforment en « États criminalisés » qui se concentrent sur la facilitation et la prédation des économies illicites, plutôt que sur la fourniture de services publics.
- 52 Summer Walker et Mariana Botero, *Illicit economies and armed conflict: ten dynamics that drive instability*, GI-TOC, mars 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-economies-armed-conflict/>.
- 53 Les frontières maritimes n'étant pas incluses dans ce décompte, la proportion de plaques tournantes à proximité de toutes les frontières politiques est encore plus élevée.
- 54 Cela s'inscrit dans le cadre d'un nombre croissant de recherches sur le rôle des zones frontalières dans l'instabilité de la région ouest-africaine : OCDE/CSAO, *The geography of conflict in North and West Africa*, *West African Studies*, Paris : OECD Publishing, 2020, <https://doi.org/10.1787/02181039-en>.
- 55 Ibid.
- 56 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 57 OCDE/SWAC, *The geography of conflict in North and West Africa*, *West African Studies*, Paris : OECD Publishing, 2020, <https://doi.org/10.1787/02181039-en>.
- 58 L'une des principales conclusions de la recherche 2020 sur la géographie de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest est que la violence cible de plus en plus de plus en plus les régions frontalières. Les événements violents survenant dans un rayon de 50 kilomètres d'une frontière terrestre représentent un tiers des décès enregistrés en Afrique de l'Ouest et du Nord. Ce chiffre passe à 40 % si l'on considère uniquement la violence politique. Voir OCDE/CSAO, *The geography of conflict in North and West Africa*, *West African Studies*, Paris : OECD Publishing, 2020, <https://doi.org/10.1787/02181039-en>.

- 59 Summer Walker et Mariana Botero, *Illicit economies and armed conflict: Ten dynamics that drive instability*, GI-TOC, mars 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-economies-armed-conflict/>.
- 60 À l'inverse, dans les États côtiers de la région, la plupart (plus de 66 %) des plaques tournantes frontalières ont un faible score IEIM. Là encore, cela reflète la tendance générale des plaques tournantes illicites de l'Afrique de l'Ouest côtière à obtenir des scores plus faibles qu'en Afrique centrale et au Sahel. La moyenne de l'IEIM pour les plaques tournantes illicites situées à moins de 50 kilomètres d'une frontière terrestre nationale est de 11,8, contre 10,8 pour les plaques tournantes illicites qui ne sont pas situées près d'une frontière terrestre nationale.
- 61 OCDE/SWAC, *The geography of conflict in North and West Africa, West African Studies*, Paris : OECD Publishing, 2020, <https://doi.org/10.1787/02181039-en>.
- 62 Steven M. Radil, Ian Irmischer et Olivier J. Walther, *Contextualizing the relationship between borderlands and political violence: A dynamic space-time analysis in North and West Africa*, *Journal of Borderlands Studies*, 37, 2 (2022), 253– 271, <https://doi.org/10.1080/08865655.2021.1968926>.
- 63 Kars de Bruijne, *Laws of attraction: Northern Benin and risk of violent extremist spillover*, Clingendael Institute, juin 2021, <http://www.jstor.org/stable/resrep33374.1>.
- 64 Ibid.
- 65 The Signal Room, Togo – Escalating extremism, *Analysis briefing*, 28 juillet 2022.
- 66 Sur la base d'entretiens réalisés au Bénin, du 24 au 28 janvier 2022.
- 67 Composé du parc national d'Arli au Burkina Faso, du parc national de la Pendjari au Bénin, et du complexe Parc W à travers le Niger, le Burkina Faso et le Bénin.
- 68 Entretiens avec des acteurs de la société civile et du gouvernement au Bénin, janvier 2022. Une analyse plus approfondie de la relation entre les groupes armés et les communautés dans le complexe tri-frontalier, et au Burkina Faso, est présentée dans Eleanor Beevor, *JNIM in Burkina Faso as a strategic criminal actor*, GI-TOC, à paraître.
- 69 L'espace liminal des zones frontalières s'applique également aux frontières maritimes. Les limites des eaux territoriales d'un pays sont souvent mal définies, et les eaux internationales offrent généralement des refuges contre l'interdiction, en partie en raison de la complexité vertigineuse de la juridiction. Voir Ian Urbina, *The Outlaw Ocean: Crime and Survival in the Last Untamed Frontier*, Random House, 2019.
- 70 Vanda Felbab-Brown, *Organized crime, illicit economies, civil violence & international order: more complex than you think*, *Daedalus*, 146, 4 (2017), 98–111, https://doi.org/10.1162/DAED_a_00462.
- 71 Paul Nugent et Anthony Asiwaju, *African Boundaries: Barriers, Conduits and Opportunities*, Londres : Pinter, 1996.
- 72 Wafula Okumu, *Delimitation and Demarcation of Boundaries in Africa: General Issues and Case Studies*, Addis Ababa: Commission of the African Union, Department of Peace and Security (African Union Border Programme), 2014, <https://www.peaceau.org/uploads/au-2-en-2013-delim-a-demar-user-guide.pdf>.
- 73 Bien que des saisies aient été effectuées dans des ports plus au sud de la côte ouest-africaine, les plus importantes sont concentrées dans les pays situés au large de la plaque tournante occidentale. Voir Breaking news : *Cocaine valued at over 4.5 billion dalasis seized at port as massive manhunt rolled out for Fajara man*, The Fatu Network, 8 janvier 2021, <https://fatunetwork.net/breaking-news-cocaine-valued-at-over-4-5-billion-dalasis-seized-at-port-as-massive-manhunt-rolled-out-for-fajara-man/> ; Benjamin Roger, *Dakar cocaine seizure shows West African ports are easy transit hubs*, *The Africa Report*, 17 octobre 2019, <https://www.theafricareport.com/18839/dakar-cocaine-seizure-shows-west-african-ports-are-easy-transit-hubs/> ; *Dakar port: 4 kilograms of cocaine seized, three suspects arrested, Senegalese customs*, 17 septembre 2019, <https://www.douanes.sn/ndn1393/?lang=en> ; et Cochimau S. Hounbadji, Bénin : 557 Kg de Cocaine En Partance Pour Le Port d'Anvers Saisi Au Port de Cotonou, Bénin WEB TV, 2 octobre 2020, <https://beninwebtv.com/2020/10/benin-557-kg-de-cocaine-en-partance-pour-le-port-danvers-saisi-au-port-de-cotonou/>.
- 74 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 75 Cela fait écho aux constatations faites dans d'autres régions du monde qui mettent en évidence le rôle clé joué par la collusion entre les réseaux transnationaux de contrebande et les agents portuaires et douaniers dans les ports maritimes. Voir GI-TOC, *Hotspots of organized crime in the Western Balkans*, mai 2019, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/05/Hotspots-Report-English-13Jun1110-Web.pdf>.
- 76 Site du Port Autonome de Cotonou : <https://www.portcotonou.com/index.php/communaute-portuaire/27-a-propos>.
- 77 David Cal MacWilliam, *Reducing dwell time to boost efficiency at the Port of Cotonou (English)*, Africa trade policy notes, no. 39, Washington, D.C.: World Bank Group, <http://documents.worldbank.org/curated/en/341821468201836948/Reducing-dwell-time-to-boost-efficiency-at-the-Port-of-Cotonou>.
- 78 Jacob Anani, *Bénin : 557 kg de cocaïne en direction du port d'Anvers saisi au port de Cotonou*, *La Nouvelle Tribune*, 2 octobre 2020, <https://lanouvelletribune.info/2020/10/benin-557-kg-de-cocaine-en-direction-du-port-danvers-saisi-au-port-de-cotonou/> <https://justice.gouv.bj/article/15/saisie-importante-quantite-drogue-ekpe-port-cotonou/> ; Ministère de la Justice et de la Législation, *Saisie d'une importante quantité de drogue à Ekpè et au port de Cotonou*, 19 octobre 2021, <https://justice.gouv.bj/article/15/saisie-importante-quantite-drogue-ekpe-port-cotonou/>.
- 79 Roseline Goundjo, Bénin : deux individus arrêtés pour trafic de fusils d'assaut au port de Cotonou, *Africa Zoom*, 1 novembre 2021, <https://africa-zoom.com/benin-deux-individus-arretes-pour-traffic-de-fusils-dassaut-au-port-de-cotonou/>.
- 80 Aisha Kehoe Down, Gaston Sawadogo et Tom Stocks, *British American Tobacco fights dirty in West Africa, Organized Crime and Corruption Reporting Project*, février 2021, <https://www.occrp.org/en/loosetobacco/british-american-tobacco-fights-dirty-in-west-africa>.
- 81 Des laboratoires clandestins de fortune fabriquant des médicaments contrefaits ont été identifiés au Nigeria, par exemple. Voir BBC, *Fake pharmaceutical industry thrives in West Africa*, 14 juillet 2020, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-53387216>.

- 82 BBC, *Fake pharmaceutical industry thrives in West Africa*, 14 juillet 2020, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-53387216>.
- 83 Dick Hobbs, *Going down the glocal: The local context of organized crime*, Howard Journal of Criminal Justice, 37, 4 (1998), 407–422, <https://doi.org/10.1111/1468-2311.00109>.
- 84 Voir l'analyse de la portée différente des produits illicites dans les zones de conflit dans Judith Vorrath et Laura Marcela Zuñiga, *Key features of illicit economies in African conflicts: insights from the reports of UN Panels of Experts*, SWP Comment, mai 2022, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/key-features-of-illicit-economies-in-african-conflicts>.
- 85 La nature étendue des « connexions locales-mondiales » est un élément crucial de la dynamique contextuelle qui permet de comprendre la relation entre les conflits armés et les économies illicites. Voir Summer Walker et Mariana Botero, *Illicit economies and armed conflict: Ten dynamics that drive instability*, GI-TOC, mars 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-economies-armed-conflict/>.
- 86 Lorsque les aéroports ne sont pas identifiés comme des plaques tournantes illicites autonomes à travers d'autres éléments de la région, ils sont analysés comme faisant partie de la plaque tournante dans laquelle ils sont positionnés, souvent des capitales. Ces analyses considèrent les flux illicites à travers les aéroports ; par exemple : À Bamako, où l'aéroport international est évalué comme faisant partie de la dynamique de la ville, les autorités interceptent régulièrement des mules de drogue transportant de plus petites quantités de cocaïne, de méthamphétamine, d'héroïne et de produits pharmaceutiques censés être destinés aux consommateurs locaux. En outre, des armes individuelles ou en petites quantités ont également été confisquées à l'aéroport. Des exemples de saisies récentes peuvent être trouvés ici, ici, ici et ici.
- 87 Marcena Hunter, *Curbing illicit mercury and gold flows in West Africa: Options for a regional approach*, GI-TOC, novembre 2018, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/11/Final-UNIDO-ECOWAS-gold-and-mercury-report-English.pdf>.
- 88 *A Berne Declaration Investigation, A golden racket: the true source of Switzerland's 'Togoese' gold*, septembre 2015, https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/Rohstoffe/2015_PublicEye_A_golden_racket_Report.pdf.
- 89 Lucia Bird, *West Africa's cocaine corridor: Building a subregional response*, GI-TOC, avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/07/GB-W-Africa-Corridor.July22.REV-web.pdf>.
- 90 Entretien avec un expert de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), Abidjan, 14 octobre 2021.
- 91 Entretien avec un journaliste, Accra, 1 septembre 2021. Corroboré par des entretiens supplémentaires avec des responsables de la société civile et de la sécurité à Accra, septembre 2021.
- 92 Experts lors d'un atelier de validation pour discuter des points chauds libériens, 9 décembre 2021.
- 93 Entretien avec un responsable de l'aéroport, Bissau, juillet 2019.
- 94 Avec une moyenne de 204 kilomètres de routes pour 1 000 kilomètres carrés, dont seulement un quart est pavé, la densité des routes nationales en Afrique est loin derrière la moyenne mondiale de 944 kilomètres pour 1 000 kilomètres carrés, dont plus de la moitié sont pavés. Voir Ashurst, Road infrastructure in Africa: A step-by-step guide to avoiding potential potholes, 1 septembre 2015, <https://www.ashurst.com/en/news-and-insights/legal-updates/road-infrastructure-in-africa-a-step-by-step-guide-to-avoiding-potholes/>.
- 95 African Development Bank Group, *Tracking Africa's progress in figures*, 2014, https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Tracking_Africa's_Progress_in_Figures.pdf.
- 96 Les plaques tournantes « isolées » sont définies comme des plaques tournantes illicites situées en dehors d'une zone tampon de 100 kilomètres d'une zone urbaine de plus de 500 000 habitants (données démographiques de 2015, selon Africapolis, disponibles à l'adresse : <https://africapolis.org/fr>).
- 97 L'objectif de l'indicateur IEIM est de déterminer si une plaque tournante illicite est bien reliée par la route, ce pour quoi la question « La plaque tournante est-elle située sur une route principale ? » Ainsi, lors de la notation de cet indicateur pour les zones de criminalité, les experts devaient utiliser leur meilleur jugement pour déterminer si une route principale traversant la zone de criminalité, ou proche du point chaud, était pertinente ou non. Ainsi, les zones de criminalité peuvent recevoir la note 0 ou 0,5 même si, techniquement, une route principale traverse la zone géographique, soit parce que cette route n'est pas opérationnelle, soit parce que le rôle qu'elle joue dans l'accès à la zone de criminalité est minime.
- 98 Le Sahel présente une proportion similaire de plaques tournantes illicites situées à proximité des principales routes opérationnelles.
- 99 Les enlèvements contre rançon sont présents dans 36 % des plaques tournantes sans routes opérationnelles proches et le trafic d'armes dans 54 % des plaques tournantes sans routes opérationnelles proches.
- 100 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Le banditisme au nord du Niger : diffusion géographique et multiplication des auteurs*, Bulletin de risque – numéro 4, GI-TOC, juin 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-4/>.
- 101 Mark Micallef et al, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 102 Le passage de clandestins et, dans une moindre mesure, les enlèvements contre rançon sont plus susceptibles que d'autres économies illicites d'apparaître dans les plaques tournantes illicites dont l'infrastructure routière de proximité est moins bonne. Parmi les hubs où se pratiquent le trafic de personnes et les enlèvements contre rançon, 29 % et 21 %, respectivement, ne sont pas situés sur ou à proximité de routes opérationnelles majeures, contre seulement 10 % pour l'ensemble des 280 plaques tournantes illicites.
- 103 Channels Television, *Gunmen abduct 18 passengers in Zamfara*, 19 mai 2021, <https://www.channelstv.com/2021/05/19/gunmen-abduct-18-passengers-in-zamfara/>.
- 104 Daily Trust, *Benue, Nasarawa to check robbery along Makurdi-Lafia highway*, 11 décembre 2013, <https://dailytrust.com/benue-nasarawa-to-check-robbery-along-makurdi-lafia-highway>.
- 105 Yuri M Zhukov, *Roads and the diffusion of insurgent violence: The logistics of conflict in Russia's North Caucasus*, Political Geography, 31, 3 (2012), 144–156, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0962629811001910>.

- 106 66 % des plaques tournantes aux scores hauts et très élevés sont positionnés à proximité d'une route opérationnelle principale, contre 73 % de l'ensemble des plaques tournantes.
- 107 Alors qu'un nombre croissant de preuves démontrent que les plaques tournantes peuvent être soit urbaines soit rurales, celles de l'écosystème côtier sont toutes des villes. Les recherches de Stuart Brown et Margaret Hermann ont révélé une répartition relativement égale entre les espaces ruraux et urbains. Voir Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots : Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 108 Par conséquent, chacun des nœuds de l'écosystème côtier constitue un « point de transbordement intermodal » (c'est-à-dire où le transbordement a lieu entre différents modes de transport). Voir Adolf KY Ng et al, *Transport Networks and Impacts on Transport Nodes*, Transport Nodal System, 2018, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7149560/>.
- 109 Les plaques tournantes urbaines sont définies comme des plaques tournantes illicites situées dans un rayon de 10 kilomètres d'un centroïde urbain, selon les données d'Africapolis (<https://africapolis.org/en>). Les plaques tournantes illicites qui ne répondent pas à ce critère sont qualifiées de plaques tournantes rurales. Les centroïdes urbains identifiés par Africapolis sont susceptibles d'être un sous-dénombrement des zones urbaines réelles, car les données sont basées sur des images satellites de polygones de zones « bâties » qui datent de 2015. De plus, en raison de la nature des plaques tournantes illicites classées comme zones de criminalité, il a fallu utiliser des centroïdes pour l'analyse de géotraitement, ce qui entraîne une mesure imparfaite de la fracture urbaine/rurale, car certaines de ces zones ou régions ont quelques zones urbaines dans leurs délimitations.
- 110 Lucia Bird et Tuesday Reitano, *Smugglers' paradise – cities as hubs of the illicit migration business*, Mixed Migration Centre, avril 2021, <https://mixedmigration.org/articles/smugglers-paradise-cities-as-hubs-of-the-illicit-migration-business/>.
- 111 Santosh Ejanthkar et Leepa Mohanty, *The growing threat of money laundering: The significant role financial services institutions can play in curbing money laundering activities*, Capgemini, 2011, https://www.capgemini.com/wp-content/uploads/2017/07/The_Growing_Threat_of_Money_Laundering.pdf.
- 112 Experts lors d'un atelier de validation pour discuter des points chauds libériens le 9 décembre 2021.
- 113 Les conclusions de cette recherche reflètent largement les résultats de l'indice de criminalité organisée 2021. Le commerce de la cocaïne, par exemple, figure parmi les trois marchés criminels les plus importants, tant dans la recherche sur la cartographie des plaques tournantes illicites que dans les résultats de l'indice. De même, le commerce de l'héroïne est considéré comme le marché le moins répandu ou le moins souvent identifié dans les deux études. Cependant, une divergence notable concerne l'importance perçue de la traite des personnes. Alors que l'indice place la traite des personnes comme le marché criminel le plus répandu en Afrique de l'Ouest, il n'est que le sixième marché le plus courant dans les plaques tournantes illicites de la région. Plusieurs raisons peuvent expliquer ces différences de résultats, la plus importante étant le fait que la recherche sur la cartographie des plaques tournantes illicites est une initiative de recherche infranationale et, en tant que telle, est également déterminée par la prévalence géographique et pas seulement par la portée et l'échelle au niveau national. Il existe d'autres limites aux comparaisons entre les résultats des deux études, notamment le fait que si l'indice ne couvre que 10 marchés criminels, les chercheurs impliqués dans le projet de cartographie des plaques tournantes illicites ont été invités à identifier les principaux marchés à partir d'une liste de 17 économies illicites différentes. En outre, la composition de ce qui est considéré comme l'Afrique de l'Ouest est légèrement différente dans les deux études.
- 114 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *L'Indice du crime organisé en Afrique 2021 met en lumière les différentes relations qui existent entre certains marchés illicites et l'instabilité*, Bulletin de risque – numéro 3, GI-TOC, 31 mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>.
- 115 Voir, par exemple, Crisis Group, *Getting a grip on central Sahel's gold rush*, Africa Report N°282, 13 novembre 2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>; Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.
- 116 Voir, par exemple, Matthias Nowak et André Gsell, *Handmade and deadly: Craft production of small arms in Nigeria*, Small Arms Survey, juin 2018, <http://www.jstor.org/stable/resrep20048>; Genevieve Jesse, *Arms trafficking: Fueling conflict in the Sahel*, International Affairs Review, 29, 2 (2021), 62–75, https://static1.squarespace.com/static/5f2ed301da84567c22edd5bf/t/6140bc63289bb62f9f55e273/1631632488026/IAR_SpringSummer_2021.pdf#page=68; Adesoji Adeniyi, *The human cost of uncontrolled arms in Africa: Cross-national research on seven African countries*, Oxfam Research Reports, March 2017, https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-human-cost-uncontrolled-arms-africa-080317-en.pdf.
- 117 Summer Walker et Mariana Botero, *Économies illicites et conflit armé: Dix dynamiques qui contribuent à l'instabilité*, GI-TOC, mars 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-economies-armed-conflict/>.
- 118 Sur les 65 plaques tournantes ayant un score IEIM haut ou très élevé, 35 présentent le trafic d'armes comme un marché majeur. À l'inverse, sur les 215 plaques tournantes ayant un score IEIM faible ou moyen, le trafic d'armes n'est un marché majeur que dans 56 d'entre elles.
- 119 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *L'Indice du crime organisé en Afrique 2021 met en lumière les différentes relations qui existent entre certains marchés illicites et l'instabilité*, Bulletin de risque – numéro 3, GI-TOC, 31 mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>.
- 120 Genevieve Jesse, *Arms trafficking: fueling conflict in the Sahel*, International Affairs Review, 29, 2 (2021), 62–75, https://static1.squarespace.com/static/5f2ed301da84567c22edd5bf/t/6140bc63289bb62f9f55e273/1631632488026/IAR_SpringSummer_2021.pdf#page=68.
- 121 Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.
- 122 Pour en savoir plus sur les lacunes du processus de DDR au Mali, voir Anne Savey et Marc-André Boisvert, *The process of Disarmament-Demobilization-Reintegration (DDR) in Mali: A journey full of pitfalls*, Fondation pour la recherche

- stratégique, décembre 2018, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/process-disarmament-demobilization-reintegration-ddr-mali-journey-full-pitfalls-2018> ; Annelies Hicckendorff et Jair van der Lijn, *Renewal of MINUSMA : A missed opportunity for new generation of DDR*, Stockholm International Peace Research Institute, juin 2017, <https://www.sipri.org/commentary/blog/2017/renewal-minusma-missed-opportunity-new-generation-ddr> ; Marielle Harris et Judd Devermont, *Why Mali needs a new peace deal*, Centre for Strategic and International Studies, avril 2020, <https://www.csis.org/analysis/why-mali-needs-new-peace-deal> ; Mathieu Pellerin, *Mali's Algiers peace agreement, five years on: An uneasy calm*, Crisis Group, juin 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/laccord-dalger-cinq-ans-apres-un-calme-precaire-dont-il-ne-faut-pas-se-satisfaire> ; Claudia Breitung, *Why there is a need to reframe the discourse on armed groups in Mali : Requirements for successful disarmament, demobilisation and reintegration*, Bonn International Center for Conversion, août 2019, https://www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/BICC_Policy_Brief_8_2019.pdf.
- 123 Peter Tinti, De qui est-ce le crime, après tout?, février 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/organized-crime-stabilization-mali/>.
- 124 Entretiens avec des informateurs clés, Mali, octobre 2021.
- 125 Entretiens avec des informateurs clés, Mali, octobre 2021.
- 126 Le trafic d'armes est associé à l'enlèvement contre rançon dans 24 différentes plaques tournantes illicites, ce qui en fait la combinaison d'économies illicites la plus courante ; le trafic d'armes est également présent avec le vol de bétail dans 16 plaques tournantes illicites et le commerce illicite de l'or dans 16 plaques tournantes illicites. Les seules autres paires d'économies illicites à figurer dans plus de 20 plaques tournantes illicites sont le commerce illicite de l'or et le commerce illicite des pierres précieuses, ainsi que le trafic d'armes et le commerce illicite et le marché des marchandises de contrefaçon.
- 127 Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.
- 128 Bureau du Gouverneur de la Région de Mopti, *Rapport de la Conférence régionale sur le vol de bétail dans la Région de Mopti*, Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, 7 décembre 2021.
- 129 Hamman Ahmadu, *Insight into the dynamics and menace of cattle rustling: a case study of Lake Chad basin area in northern Nigeria*, *World Journal of Social Science Research*, 6, 1 (2019), <https://doi.org/10.22158/wjssr.v6n1p18>. Voir aussi Al Chukwuma Okoli, *Cows, cash and terror: How cattle rustling proceeds fuel Boko Haram insurgency in Nigeria*, *Africa Development*, 44, 2 (2019), 53–76, <https://www.jstor.org/stable/26873429>.
- 130 Deo Gumba, *Cattle rustling: from cultural practice to deadly organised crime*, ISS Today, 28 février 2020, <https://issafrica.org/iss-today/cattle-rustling-from-cultural-practice-to-deadly-organised-crime>.
- 131 Financial Action Task Force (FATF), Inter-Governmental Action Group against Money Laundering in West Africa (GIABA) et Task Force on Money Laundering in Central Africa (GABAC), *Terrorist financing in West and Central Africa*, FATF, octobre 2016, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Terrorist-Financing-West-Central-Africa.pdf>.
- 132 Les données de l'ACLED illustrent la tendance à la hausse des enlèvements/ disparitions forcées, les incidents ayant connu un pic en 2021, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Nigeria. Au Mali, le nombre d'enlèvements/de disparitions forcées depuis 2017 se présente comme suit : 23 en 2017, 56 en 2018, 46 en 2019, 89 en 2020, 184 en 2021 et 58 en mai 2022. Au Burkina Faso, il y en a eu huit en 2017, 33 en 2018, 55 en 2019, 61 en 2020, 261 en 2021 et 98 en mai 2022. Au Nigeria, il y en avait 23 en 2017, 44 en 2018, 78 en 2019, 211 en 2020, 412 en 2021 et 161 en mai 2022.
- 133 En septembre 2021, le gouvernement nigérian a lancé une campagne militaire contre les bandits dans toute la région du Nord-Ouest. Cependant, bien que la répression ait apparemment enregistré quelques succès, les groupes de Sububu ont continué à organiser des raids d'enlèvement à la fois à Zamfara et à Sokoto.
- 134 Par exemple, entre 2011 et 2016, le prix des gros bovins a diminué comme suit : 600 000-750 000 naira (1 235 €-1 544 €) à 450 000-500 000 naira (926 €-1 029 €). Plus de détails fournis dans Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *In north-western Nigeria, violence carried out by bandit groups has escalated so fast that killings now rival those that take place in Borno state, where extremist groups hold sway*, Risk Bulletin - Issue 1, GI-TOC, septembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/WEA-Obs-RB1-GITOC.pdf>. Les sources comprennent des entretiens avec des bandits armés nigériens à Kaduna, le 22 juillet 2021, et à Zamfara, le 20 juillet 2021.
- 135 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *In north-western Nigeria, violence carried out by bandit groups has escalated so fast that killings now rival those that take place in Borno state, where extremist groups hold sway*, Bulletin de risque - numéro 1, GI-TOC, septembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/WEA-Obs-RB1-GITOC.pdf>.
- 136 Africa News, *French soldiers killed during rescue op of four foreigners in Benin*, 10 May 2019, <https://www.africanews.com/2019/05/10/release-of-the-four-hostages-including-two-french-nationals-kidnapped-in-benin/>.
- 137 ENACT, *Indice du crime organisé en Afrique 2021: Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique, 2019–2021*, novembre 2021, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2021-11-25-oci-final-fr.pdf>.
- 138 En particulier, la présence militaire accrue suite au déploiement de l'opération française Serval, suivie de la mission antiterroriste Opération Barkhane, puis le renforcement des frontières de l'Algérie ont tous conditionné les trafiquants et les groupes armés à travailler avec un plus grand degré de risque de violence et de saisie.
- 139 Mark Shaw, *Illicit financial flows: Illicit narcotics transiting West Africa*, OECD Development Co-operation Working Papers, No. 64, Paris : OECD Publishing, 2019, <https://doi.org/10.1787/18f49f16-en>.
- 140 ONUDC, *Rapport mondial sur les drogues 2018*, juin 2018, <https://www.unodc.org/wdr2018/>. Trois importantes saisies de cocaïne enregistrées entre 2016 et 2018, dont deux au Maroc et une en Algérie, viennent également appuyer cette analyse. Voir Jihane Ben Yahia, *In Morocco, is cocaine the new cannabis?*, ENACT Observer, 11 avril 2018, <https://enactafrica.org/research/trend-reports/in-morocco-is-cocaine-the-new-cannabis>.

- 141 Entretiens GI-TOC, Bissau, juillet 2019.
- 142 Plusieurs études ont établi une relation entre la faiblesse de l'État de droit et la prévalence du crime organisé à l'intérieur des frontières d'un État. Voir Edgardo Buscaglia et Jan Van Dijk, *Controlling organized crime and corruption in the public sector*, *Journal on Crime and Society*, 3, 1 & 2 (2003), 3-34, <https://ssrn.com/abstract=931046> ; Jan Van Dijk, *World of Crime : Breaking the Silence on Problems of Crime, Justice, and Development Across the World*. Thousand Oaks : Sage Publications, 2008 ; Hung-En Sung, *State failure, economic failure, and predatory organized crime : A comparative analysis*, *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 41, 1 (2004), 111-129, <https://doi.org/10.1177/0022427803257253>.
- 143 Voir, par exemple : Lucia Bird et A. Gomes, *Deep-rooted interests: Licensing illicit logging in Guinea-Bissau*, GI-TOC, mai 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/05/Deep-rooted-interests-Licensing-illicit-logging-in-Guinea-Bissau-GITOC.pdf> ; Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *A reported coup attempt brings to the fore how cocaine trafficking continues to shape Guinea-Bissau's politics*, Bulletin de risque – numéro 3, GI-TOC, janvier 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf> ; Mark Shaw et A. Gomes, *Breaking the vicious cycle: Cocaine politics in Guinea-Bissau*, GI-TOC, mai 2020, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Guinea-Bissau_Policy-Brief_Final2.pdf.
- 144 Entretiens GI-TOC avec des acteurs de la société civile et du gouvernement à Bamako, décembre 2021 et Conakry, juin/juillet 2022.
- 145 Pour une analyse plus approfondie de la relation complexe entre l'économie aurifère et l'instabilité, voir Marcena Hunter, *Beyond blood : Gold, conflict and criminality in West Africa*, GI-TOC, à paraître.
- 146 Peter Tinti, *De qui est-ce le crime, après tout?*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/organized-crime-stabilization-mali/>.
- 147 Les anti-balaka font référence aux coalitions de combattants chrétiens formées pour mener des actions de représailles contre les combattants de la Seleka en République centrafricaine. Pour de plus amples informations sur les forces anti-balaka et plus largement sur l'instabilité en République centrafricaine, voir <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/violence-central-african-republic>.
- 148 Entretiens avec des mineurs d'or à Kouri Bougoudi, septembre 2021 ; Alexandre Bish, *Soldats de fortune: L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Soldiers-of-fortune-French-web.pdf>.
- 149 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Le plus grand terrain aurifère du Tchad, Kouri Bougoudi, est essentiel pour les efforts de stabilisation de la région*, Bulletin de risque – numéro 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 150 Pour une discussion plus approfondie de la dynamique dans Kouri Bougoudi, voir Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Le plus grand terrain aurifère du Tchad, Kouri Bougoudi, est essentiel pour les efforts de stabilisation de la région*, Bulletin de risque – numéro 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 151 ACLED, <https://acleddata.com/#/dashboard>.
- 152 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *La logique stratégique des enlèvements au Mali et au Burkina Faso*, Bulletin de risque – numéro 4, GI-TOC, juin 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/WEA-Obs-RB4-French.pdf>.
- 153 Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, April 2022, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GI-TOC-Nigeria_The-crime-paradox-web.pdf.
- 154 L'indicateur IEIM explorant les liens entre la criminalité et les conflits met en évidence le large éventail de relations entre les économies illicites et les acteurs armés, soulignant que dans de nombreuses plaques tournantes illicites, les produits illicites ne vont pas aux acteurs des conflits.
- 155 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 156 Jessica West, *The political economy of organized crime and state failure: The nexus of greed, need and grievance*, *Innovations: A journal of politics*, 6, 7 (2006), https://prism.ucalgary.ca/bitstream/handle/1880/112870/innovations_vol6_3_west-the-political-economy-of-organized-crime-and-state-failure.pdf?sequence=1&isAllowed=y.
- 157 Fiona Mangan et Matthias Nowak, *The West Africa-Sahel connection: mapping cross-border arms trafficking*, Small Arms Survey, décembre 2019, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-BP-West-Africa-Sahel-Connection.pdf>.
- 158 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 159 Depuis le 31 décembre 2021.
- 160 Jason Tower et Priscilla A. Clapp, *Chaos sparked by Myanmar coup fuels Chinese cross-border crime*, United States Institute of Peace, 21 avril 2021, <https://www.usip.org/publications/2021/04/chaos-sparked-myanmar-coup-fuels-chinese-cross-border-crime>.
- 161 Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne, *Global instances of coups from 1950 to 2010: A new dataset*, *Journal of Peace Research*, 48, 2 (2011), 249–259, https://www.uky.edu/~clthyn2/coup_data/home.htm.
- 162 Matthias Nowak et André Gsell, *Handmade and deadly: Craft production of small arms in Nigeria*, Small Arms Survey, juin 2018, <http://www.jstor.org/stable/resrep20048>.
- 163 Genevieve Jesse, *Arms trafficking: Fueling conflict in the Sahel*, *International Affairs Review*, 29, 2 (2021), 62–75, https://static1.squarespace.com/static/5f2ed301da84567c22edd5bf/t/6140bc63289bb62f9f55e273/1631632488026/IAR_SpringSummer_2021.pdf#page=68.
- 164 Adesoji Adeniyi, *The human cost of uncontrolled arms in Africa: Cross-national research on seven African countries*, Oxfam Research Reports, mars 2017, https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-human-cost-uncontrolled-arms-africa-080317-en.pdf.
- 165 Aaron Karp, *Estimating global civilian-held firearms numbers*, Small Arms Survey, juin 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-BP-Civilian-Firearms-Numbers.pdf>.
- 166 Sampson Kwarkye, *Breaking terrorism supply chains in West Africa*, ISS Today, 8 juin 2020, <https://issafrica.org/iss-today/breaking-terrorism-supply-chains-in-west-africa>.
- 167 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *La diffusion des techniques d'extraction à base de cyanure modifie les dynamiques criminelles dans les mines d'or au Burkina Faso et au Mali*, Bulletin de risque – numéro 2, GI-TOC, novembre 2021,

- <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 168 Crisis Group, *Getting a grip on central Sahel's gold rush*, Africa Report N°282, 13 novembre 2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>.
- 169 William Assanvo et al, *Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma*, ISS, 2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-eng.pdf>.
- 170 GI-TOC, Indice mondial du crime organisé 2021, septembre 2021, <https://ocindex.net/assets/downloads/global-ocindex-report-french.pdf>.
- 171 Mark Pyman et al, *Corruption as a threat to stability and peace*, Transparency International, février 2014, https://ti-defence.org/wp-content/uploads/2016/03/2014-01_CorruptionThreatStabilityPeace.pdf.
- 172 Natascha S. Neudorfer et Ulrike G. Theuerkauf, *Buying war not peace: The influence of corruption on the risk of ethnic war*, Comparative Political Studies, 27, 13 (2014), 1856–1886, <https://doi.org/10.1177%2F0010414013516919>.
- 173 Crisis Group, *Stopping Nigeria's spiralling farmer-herder violence*, Africa Report N°262, 26 juillet 2018, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>.
- 174 Deo Gumba et Diakaria Traore, *Mali's livestock theft is dangerously yoked with persistent insecurity*, ENACT Observer, 8 décembre 2020, <https://enactafrica.org/enact-observer/malis-livestock-theft-is-dangerously-yoked-with-persistent-insecurity>.
- 175 Crisis Group, *Burkina Faso: Stopping the spiral of violence*, Africa Report N°287, 24 février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 176 Vanda Felbab-Brown, *Organized crime, illicit economies, civil violence and international order: More complex than you think*, Daedalus, 146, 4 (2017), 98–111, https://doi.org/10.1162/DAED_a_00462.
- 177 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 178 INTERPOL, *Illicit goods trafficking via port and airport facilities in Africa*, ENACT, juin 2020, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2020-06-29-interpol-ports-threat-assessment-report.pdf>.
- 179 La deuxième variable de l'indicateur d'infrastructure portuaire (« capacité portuaire ») ne doit être notée que si le score de la première variable (« proximité du port ») est égal à 0,75 ou 1. Lorsque la distance jusqu'à l'aéroport international ou le port maritime le plus proche est supérieure à 50 kilomètres, le score pour la « capacité portuaire » est de 0.
- 180 Tuesday Reitano et Marcena Hunter, *Mitigating the threat of organised crime to Africa's development*, ENACT, février 2018, https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018_02_20_PolicyBrief_OCinAfrica_OCSDGs.pdf.
- 181 Julia Stanyard, *Shaping crime: Risks and opportunities in Africa's aviation infrastructure*, ENACT, février 2022, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/enact-pb-24.pdf>.
- 182 Mark Shaw, Tuesday Reitano et Sahara Knowledge Exchange, *The political economy of trafficking and trade in the Sahara: Instability and opportunities*, Sahara Knowledge Exchange Paper, World Bank, 2014, https://www.academia.edu/download/38333997/TradeandTrafficking_Final.pdf.
- 183 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 184 Définie comme une ville dont la population est supérieure à 500 000 habitants.
- 185 Lucia Bird et Tuesday Reitano, *Smugglers' paradise – cities as hubs of the illicit migration business*, Mixed Migration Centre, avril 2021, <https://mixedmigration.org/articles/smugglers-paradise-cities-as-hubs-of-the-illicit-migration-business/>.
- 186 Tuesday Reitano et Marcena Hunter, *Protecting politics: Deterring the influence of organized crime on public service delivery*, GI-TOC et International IDEA, septembre 2016, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2016/09/TGIATOC-IDEA-Protecting-Politics-Deterring-the-Influence-of-Organized-Crime-on-Local-Democracy-web.pdf>.
- 187 World Population Review, *World City Populations 2022*, <https://worldpopulationreview.com/world-cities>.
- 188 Marilyn Silberfein et Al-Hassan Conteh, *Boundaries and conflict in the Mano River region of West Africa*, Conflict Management and Peace Science, 23, 4 (2006), 343–361, <https://www.jstor.org/stable/26275140>.
- 189 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 190 Steven M. Radil, Ian Irmischer et Olivier J. Walther, *Contextualizing the relationship between borderlands and political violence: A dynamic space-time analysis in North and West Africa*, Journal of Borderlands Studies, 37, 2 (2022), 253–271, <https://doi.org/10.1080/08865655.2021.1968926>.
- 191 En ce qui concerne la lutte contre le financement du terrorisme, nous avons considéré que lorsque des institutions financières ou des marchés illicites sont utilisés pour blanchir des fonds terroristes, cela signifie que la zone joue un rôle important dans le financement du terrorisme. Mais, étant donné les difficultés à suivre les flux financiers terroristes, en particulier au niveau sous-régional, cela n'a pas été inclus comme mesure.
- 192 Santosh Ejanthkar et Leepa Mohanty, *The growing threat of money laundering: The significant role financial services institutions can play in curbing money laundering activities*, Capgemini, 2011, https://www.capgemini.com/wp-content/uploads/2017/07/The_Growing_Threat_of_Money_Laundering.pdf.
- 193 FATF-GIABA, *Terrorist financing in West Africa*, FATF, octobre 2013, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/TF-in-West-Africa.pdf>.
- 194 FATF, *Money laundering vulnerabilities of Free Trade Zones*, mars 2010, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/ML%20vulnerabilities%20of%20Free%20Trade%20Zones.pdf>.
- 195 William Young et al, *Spillover from the Conflict in Syria: An Assessment of the Factors That Aid and Impede the Spread of Violence*. RAND Corporation, 2014.
- 196 Winrich Kühne, *West Africa and the Sahel in the grip of organized crime and international terrorism – Why the UN, EU and Germany should prepare for a long stay*, Sicherheit Und Frieden (S+P) / Security and Peace, 32, 2 (2014), 113–118, <http://www.jstor.org/stable/24234176>.
- 197 Aneliese Bernard, *Tracking violent extremism spillover from the Sahel to littoral West Africa*, ELVA, June 2021.
- 198 Les données brutes sont sur une échelle de 0 à 1, où 0 est le moins bon résultat et 1 le meilleur. Global Data Lab, ISDH infranational, https://globaldatalab.org/shdi/shdi/?levels=1%2B4&interpolation=1&extrapolation=0&nearest_real=0&years=2019.

- 199 Aneliese Bernard, *Tracking violent extremism spillover from the Sahel to littoral West Africa*, ELVA, June 2021.
- 200 Les données brutes sont sur une échelle de 0 à 1, où 0 est le meilleur résultat et 1 le moins bon. *Oxford Poverty and Human Development Initiative*, Global MPI data tables 2021, <https://ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/data-tables-do-files/>.
- 201 Ibid.
- 202 L'ISDH est calculé comme le rapport entre l'IDH féminin et l'IDH masculin, donc plus l'écart par rapport à 1 est important, plus l'inégalité entre les sexes est importante. Les seuils de score sont basés sur l'écart en pourcentage par rapport à la parité des sexes, conformément aux classifications de l'ISDH. Global Data Lab, ISDH infranational, https://globaldatalab.org/shdi/sgdi/?levels=1%2B4&interpolation=1&extrapolation=0&nearest_real=0&years=2019.
- 203 Vanda Felbab-Brown, *Organized crime, illicit economies, civil violence & international order: More complex than you think*, *Daedalus*, 146, 4 (2017), 98–111, https://doi.org/10.1162/DAED_a_00462.
- 204 Ibid.



GLOBAL INITIATIVE

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau mondial qui compte plus de 500 experts dans le monde. Global Initiative offre une plateforme pour promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme éléments de base d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Avec le soutien de



Federal Foreign Office